



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, tests publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

Reproduction capitaliste et la réforme éducationnelle

au Québec

THESE DE MAITRISE

présentée à

l'École des Etudes Supérieures et de la Recherche

en vue de l'obtention du diplôme de maîtrise

ès arts en science politique.

Université d'Ottawa

Gary O'Brien

#227853

© Gary O'Brien, Ottawa, Canada, 1987.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-46831-9



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

AVANT-PROPOS

à ma mère

Je tiens à remercier le professeur Koula Mellos pour toute l'aide et l'encouragement qu'elle m'a apportés lors de la rédaction de cette thèse. Je remercie également Louise Fortier pour la correction du texte final.

INTRODUCTION

Depuis les quelques quinze dernières années, les analyses de la crise économique et de la crise de l'Etat moderne ont souvent porté sur la nature des interventions de l'Etat dans les sociétés capitalistes avancées (principalement l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et des pays comme le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). C'est à partir de cette discussion théorique sur la nature de l'Etat moderne que nous voulons porter notre étude sur les modifications qui ont caractérisée la politique éducationnelle du gouvernement québécois depuis 1945, et plus particulièrement au cours des années 1960.

Durant ces années, on a assisté en effet à une transformation importante du système d'enseignement au Québec, de même qu'une série d'interventions de la part de l'Etat dans les domaines économique, social, culturel et autres. Cette période a été caractérisé depuis comme la "révolution tranquille", laquelle se serait donc déroulée de 1960 jusqu'en 1970, même si ces dates peuvent être quelque peu arbitraires. On peut toutefois souligner que depuis le début des années 70, les gouvernements qui se sont succédé ont poursuivi une politique de compressions budgétaires dans le domaine de l'enseignement et autres secteurs de services sociaux, tout en favorisant les privatisations et le désengagement de l'Etat.

La première période correspond, à l'échelle mondiale, à une phase prolongée de prospérité et de reprise de l'accumulation capitaliste, qui a suivie la fin de la Deuxième guerre mondiale. Les conditions principales qui ont favorisé cette reprise (néo-colonialisme, introduction massive de la science et la technique, nouveaux rapports d'exploitation, consommation de masse, etc.) ont été l'objet de nombreux ouvrages, et dans lesquels diverses positions sont soutenues (voir par exemple, Gorz, Braverman, Coriat, Poulantzas, Boccara, Richta, Hoxha). On peut affirmer à la lumière de ce qui a été fait, qu'un des aspect essentiel de cette période fut l'établissement de ce qu'on a appelé le Welfare State. C'est donc par l'analyse de ce phénomène que nous commencerons notre étude, afin de situer le contenu théorique de la question du rapport entre les transformations économiques dans les formations sociales capitalistes depuis 1945 et l'intervention croissante de l'Etat.

Cette analyse procèdera à partir des thèses marxistes sur la reproduction capitaliste, et selon la perspective que le développement du Welfare State et des politiques d'intervention keynésiennes sont inscrits dans la logique même de l'évolution du mode de production capitaliste. Nous nous intéresserons de plus à la question de savoir si l'intervention étatique modifie les lois fondamentales sur la valeur développées par Marx.

L'intérêt particulier de ce travail, dans le cadre de la problématique générale du rapport entre la reproduction capitaliste et l'intervention de l'Etat est double. D'abord, examiner comment les politiques de l'Etat interviennent dans le procès de valorisation du capital, et ensuite analyser ce problème dans le contexte d'une formation sociale capitaliste avancée, soit le Québec.

Ainsi, l'hypothèse principale du travail est que dans une formation sociale capitaliste, l'Etat assume des fonctions (économiques, sociales, éducationnelles, idéologiques, etc.) qui visent à maintenir et créer les conditions générales permettant la reproduction du capital. Ces conditions évoluent selon le niveau de développement des sociétés et le régime d'accumulation, de même que selon le rapport de la lutte des classes. Donc notre hypothèse est que les fonctions étatiques qui sont apparues après 1945 correspondent à une phase particulière du développement capitaliste.

Une deuxième hypothèse, ou sous-hypothèse, est que les politiques de l'Etat dans les divers domaines remplissent leurs fonctions à divers niveaux. C'est-à-dire que, dans le cas qui nous intéresse, soit la politique éducationnelle, celle-ci remplit une double fonction, économique (reproduction de la force de travail) et idéologique (promotion des valeurs de l'idéologie dominante). Ainsi, nous formulons l'hypothèse dans ce cas que la politique éducationnelle a comme fonction spécifique, dans le cadre des conditions générales de l'accumulation capitaliste, de reproduire la division sociale du travail (principalement la division entre travail manuel et travail intellectuel) en formant la force de travail requise et en contribuant à maintenir et justifier l'ordre établi.

Pour discuter de cette seconde hypothèse, nous examinerons donc la forme particulière de l'évolution historique du capitalisme au Québec, le développement de l'Etat moderne et le développement de l'enseignement et des politiques éducationnelles à diverses périodes, surtout

celle de 1945 à 1970. Notre attention portera plus particulièrement sur la réforme de l'enseignement supérieur, alors que nous voudrions vérifier l'hypothèse que cette réforme découle d'une double exigence économique et idéologique. Si nous nous en tenons à l'enseignement supérieur, ce n'est pas seulement pour cause d'espace, mais aussi parce que les transformations qui ont marqué ce niveau témoignent en partie du niveau de développement qu'a atteint une formation sociale. De plus, l'hypothèse concernant la double fonction des politiques éducationnelles rend intéressante l'étude de ce niveau d'enseignement qui constitue le "sommet" de la pyramide scolaire. Il sera donc utile de voir en quoi ce "sommet" remplit une fonction de reproduction d'une force de travail particulière et une fonction idéologique.

En examinant le rapport entre la politique éducationnelle et l'émergence de nouvelles conditions de l'accumulation capitaliste, nous serons intéressé à formuler certaines questions relatives aux problèmes posés par la division entre le travail manuel et intellectuel, par le développement d'une nouvelle couche d'employés salariés non-productifs et la nature du développement scientifique et technique. Nous serons également intéressés à discuter des possibilités de transformations sociales contenues dans la réforme scolaire. En effet, on pourra se demander si une telle réforme permettrait éventuellement de modifier la nature même du système économique, et si l'élargissement de la démocratisation de l'enseignement supérieur pose une menace au maintien des rapports capitalistes?

Cette étude s'inscrit donc dans la perspective des analyses critiques sur les conditions actuelles de la reproduction capitaliste et le rôle particulier de l'enseignement supérieur dans ce processus. Nous tenterons aussi de déceler les contradictions qui se dégagent de ce rôle et d'examiner la position des classes sociales. Nous nous inspirons pour ce travail de l'analyse critique sur la nature des réformes sous le capitalisme et de ce qui a été appelé la "révolution scientifique et technique". Notons enfin que notre intérêt de procéder à partir de l'analyse marxiste découle à la fois d'une démarche fondée sur la critique des théories pluralistes-

traditionnelles et d'une recherche de solutions qui se situent en dehors de la logique du système économique actuel. Tout au long du travail, nous discuterons cependant des diverses positions relatives à nos hypothèses.

Quant à notre critique de l'école, elle ne vise pas seulement à élucider la nature des politiques dans ce domaine, mais aussi à voir dans quel sens elle est aussi un terrain de lutte sociale. Nous favorisons dans ce domaine une remise en question fondamentale, que la critique marxiste permet, de l'école en tant qu'instrument de reproduction des rapports capitalistes et pour examiner dans quelles conditions l'école peut devenir réellement démocratique et libératrice.

CONTENTS

avant-propos	iv
CHAPITRE 1: Cadre théorique et historique	1
1-Les éléments théoriques de base	1
2-La reproduction capitaliste élargie	5
3- LES CRISES ET L'INTERVENTION DE L'ETAT	10
4-INTERVENTION DE L'ETAT ET DEVELOPPEMENT TECHNIQUE	13
CHAPITRE 2: Le développement du capitalisme au Québec	21
1-Le développement capitaliste durant la période coloniale	22
2-Le développement du rapport social capitaliste	23
3-L'industrialisation capitaliste au XIX e siècle	25
4-Développement des rapports sociaux capitalistes	28
5-La question du retard du Québec	30
6-La monopolisation du capital	32
7-La pénétration du capital américain	35
8-L'intervention de l'état	39
9-La place de la petite-bourgeoisie dans le capitalisme monopoliste	46
10-Changesments sociaux et réforme de l'enseignement	53
CHAPITRE 3: 3-L'évolution de l'enseignement	57
1-De la période coloniale au XXe siècle	57
2-L'enseignement et formation de la force de travail	62
3-Enseignement technique et professionnel et la réforme	66
4-Les collèges et universités avant la réforme	69
5-Réforme et rationalisation de l'enseignement	71
6-Un système scolaire unique ou divisé?	75
CHAPITRE 4: Réforme de l'enseignement supérieur et accumulation	77
1-Un débat théorique	77
2-L'expansion de l'enseignement supérieur: quelques aspects	81
3- Comment caractériser la croissance de l'enseignement supérieur	83
4-Ségrégations sociales et filières scolaires	89
5-Où se dirigent les diplômés?	98
6-Destination des diplômés: 1964-1975	108
7-L'expansion de la recherche universitaire	113
Bibliographie	139

CHAPITRE 1

CADRE THEORIQUE ET HISTORIQUE

Dans cette première partie, nous allons élaborer sur les éléments nécessaires pour l'étude empirique qui nous intéresse. La question centrale est celle de l'Etat et la nature de son intervention dans le mode de production capitaliste avancé. La conception de l'Etat capitaliste moderne est donc le point de départ et nous devons définir exactement comment nous abordons ce problème. Il ne fait aucun doute que l'Etat moderne occupe une place prépondérante dans l'économie, mais l'interprétation et l'analyse qui sont fait de ce phénomène varient tant du point de vue des prémisses que des conclusions. Pour notre part, nous croyons que l'analyse qui est faite de ce phénomène ne peut l'être en partant de l'Etat comme tel, car il serait erroné de ne pas situer l'Etat moderne dans le contexte historique et social à prime abord. De plus, la position que l'on prend quant à la nature de l'Etat est liée à la position que l'on prend par rapport à l'ensemble des problèmes qui se posent dans le monde actuellement. En d'autres termes, le fait que l'on pourrait considérer l'Etat comme un agent social neutre, ou tendant à l'être, a comme conséquence majeure de considérer la lutte de classe d'un point de vue réformiste, ou comme une lutte entre groupes d'intérêts, selon l'optique pluraliste. La position que nous favorisons plutôt est de considérer le développement de l'Etat moderne comme issu du processus de l'accumulation du capital.

1-LES ELEMENTS THEORIQUES DE BASE

Quand on analyse brièvement les explications qui ont été fournies du phénomène qui nous intéresse, à savoir l'intervention massive de l'Etat québécois dans le domaine de l'enseignement, surtout l'enseignement post-secondaire, au début des années 60, on remarque que l'es-

sentiel consiste à parler de la "démocratisation" de l'enseignement, ou encore un phénomène faisant partie du processus de la "révolution tranquille". Cette dernière à son tour symbolisant une époque de réforme et de progrès dans la société québécoise.

Ainsi l'Etat joue dans ces analyses, le rôle d'un moteur social autonome, un agent de progrès, dont les grandes orientations évoluent selon le jeu des forces politiques, sociales et économiques, tel que présenté par l'idéologie pluraliste. Cette représentation du rôle de l'Etat masque la logique profonde de la nature de l'Etat et la nature des rapports entre l'Etat et l'économie. Nous entreprendrons donc dans un premier temps la critique de telles analyses de l'Etat afin d'en dégager une conception plus critique.

Nous remarquerons d'abord qu'avec la crise actuelle, qui ne donne aucun signe de ralentissement, les faits démontrent à nouveau la justesse de l'analyse marxiste de l'économie capitaliste, notamment en ce qui a trait à la loi de la valeur. Depuis les premières crises de 1825, celles-ci ont toujours revêtu des traits particuliers et des formes variées, mais leur essence même n'a pas changé. De plus, le développement après 1945 de l'Etat moderne et d'une série de nouveaux facteurs qui ont grandement affecté le processus de production, rien n'indique que les contradictions fondamentales qu'avait décelé Marx aient disparu même si elles ont pris de nouvelles formes. Nous soutenons que l'analyse que Marx a fait du capitalisme tient toujours dans son essence, et que c'est en reprenant cette analyse que nous pourrions saisir la nature de l'Etat moderne et voir en quoi celui-ci affecte l'évolution des rapports capitalistes.

Dans la préface au *Capital* Marx affirme que la forme valeur de la marchandise est la "forme cellulaire économique". C'est en partant d'elle et les contradictions qu'elle contient, qu'il analysera la société capitaliste, son évolution et ses perspectives. C'est pourquoi nous partirons de cette analyse pour retracer les origines historiques de l'Etat moderne, en nous en tenant cependant à un exposé plutôt bref sur cette question.

Ainsi, sous les rapports capitalistes, la production a comme finalité la valeur d'échange que contient une marchandise, et non la satisfaction qu'elle procure. Cette valeur n'est donc pas déterminée par les qualités intrinsèques ou la jouissance que procure l'objet produit. Elle est déterminée plutôt par la quantité de travail social qui est nécessaire pour le produire. Avec l'extension du mode de production capitaliste, ce travail social moyen tend constamment à diminuer à cause du perfectionnement des techniques de production et d'une division du travail social toujours plus poussée. On sait comment Marx retrace en détail le passage de la production artisanale à la fabrique, la manufacture, etc., jusqu'à ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui la production automatisée et même robotisée. La production capitaliste se développe donc sur la base de la valorisation, et c'est pourquoi Marx la caractérise comme le "mouvement incessant du gain toujours renouvelé". Comment ce gain est-il obtenu?

Par le travail productif, où le capitaliste, propriétaire des moyens de production loue du travailleur "libre" son temps de travail pour douze, dix, huit heures dans la journée, et utilise ce travail de façon à ce que la valeur créée lors du procès de production dépasse la "somme des valeurs des moyens de production et de la force de travail" (1) Il faut donc que la valeur totale ($=V$) soit plus grande que le capital constant ($=c$), qui inclut le capital fixe et le capital circulant, et le capital vivant ($=v$) mis ensemble, c'est-à-dire que $V=c+v+pl$, où pl exprime cette valeur ajoutée, la plus-value.

Cette loi de la valeur s'impose aux capitalistes, qui sont tous en concurrence, pour qu'ils augmentent la productivité du travail, toujours en vue de valoriser leur capital. Si cette valorisation du capital ne peut se faire dans des conditions qui procurent un profit suffisant, l'accumulation est bloquée.

(1), Marx, K., *Le Capital*, I, 1977, p.142

Comment augmenter cette productivité? A ce propos, Marx analyse en détail les moyens qu'utilise le capital à cette fin, mais celle qu'il nous faut retenir et qui marque l'évolution du capitalisme moderne, est l'augmentation de la composition organique du capital, c'est-à-dire une amélioration des conditions de production passant par un accroissement (relatif) du capital constant par rapport au capital vivant. De la sorte, la production de chaque travailleur est intensifiée, sans avoir à accroître la force de travail et même, en pouvant la diminuer.

Il faudrait ici d'abord spécifier la signification du terme productivité sous le capitalisme, entendue comme tout travail dont le résultat est l'augmentation de la partie de la valeur représentée par la plus-value. Il ne faut pas parler ici de productivité dans un sens large et a-historique. Est productif du point de vue capitaliste, tout travail qui tend à diminuer la partie de la journée où le travailleur travaille pour lui-même. Plus il produit de plus-value pour son patron, plus il est productif. Le problème devient évidemment plus complexe si l'on considère que dans le mode de production capitaliste, il y a toute une couche de travailleurs qui ne sont pas directement productifs, que l'on songe d'abord aux fonctionnaires, enseignants, etc.. De plus, avec le développement du capitalisme, la place qu'occupent ces travailleurs s'élargit, notamment ceux engagés dans le processus de circulation et de réalisation du capital, et les travailleurs engagés dans le secteur public. Le problème qui se pose quant au rôle de ces travailleurs est d'examiner leur place par rapport aux conditions générales permettant l'augmentation du taux de plus-value et donc de l'accumulation du capital. Pour l'instant, nous ne nous étendrons pas davantage sur ce problème, que nous aborderons plus loin.

D'autre part, cette question révèle certaines des contradictions inhérentes au capitalisme, à savoir les limites de l'augmentation de la productivité et de la composition organique du capital. Plus la production capitaliste se développe, plus la contradiction entre la valeur d'usage, i.e., la production de marchandises en vue de satisfaire la consommation, et la valeur d'échange, s'aiguise. La loi de la valeur pousse chaque capitaliste à réduire constamment le

temps de travail qui ne lui procure pas de plus-value et donc, à réduire la valeur de la force de travail de toutes les manières. Certes cette concurrence capitaliste permet à l'accumulation de se faire sur une base qui s'élargit constamment, mais ce processus a lieu dans des conditions où la contradiction entre la production illimitée et la capacité limitée de consommation des masses mène périodiquement à des crises. On peut déjà concevoir comment l'intervention étatique s'insèrera dans ce processus: intervenir pour assurer les conditions générales de la reproduction et pour maintenir les rapports de production. Auparavant, examinons donc comment se développe la reproduction capitaliste, afin de voir comment l'intervention apparaît dans cette logique et non comme une chose externe.

2-LA REPRODUCTION CAPITALISTE ELARGIE

Ce qui motive donc la production capitaliste, c'est la poursuite du profit le plus élevé possible, et le de profit s'exprime dans un rapport avec l'ensemble du capital investi, soit le capital constant et le capital variable. Le taux de profit peut donc être insuffisant malgré le fait que le taux de plus-value, qui s'exprime par le rapport plus-value/capital variable soit élevé. Ce taux exprime le degré d'exploitation de la force de travail et justement, le fait que le taux de profit puisse être insuffisant exprime une des contradictions du capitalisme qui est celle liée aux difficultés de toujours augmenter le degré d'exploitation des ouvriers. Ainsi, malgré tous les efforts que peuvent déployer les capitalistes, des lois objectives agissent en dehors de leur volonté et font que la nature même du système dans lequel ils opèrent tend à faire baisser le taux de profit, et non l'augmenter. Et cette tendance est fondamentale si l'on veut comprendre la nature du processus de production capitaliste. En effet, l'accumulation capitaliste ne peut avoir lieu que si le taux de profit est suffisant ou la masse de profits assez importante pour la compenser. L'accumulation capitaliste ne peut être conçue en dehors de cette logique de la valorisation en vue d'obtenir des profits toujours supérieurs:

"Accumulation, for its part is not directly determined by the rate of *surplus-value*, but by the ratio of surplus-value to the capital outlay, that is by the rate of profit and even more by the *total* amount of profit"(2)

La contradiction dans ce processus c'est qu'avec l'augmentation de la composition organique, on assiste à une diminution relative de l'importance du capital vivant, affectant ainsi le taux de profit à la baisse. De plus en plus, le capital fixe, dont les innovations technologiques, occupe une position prépondérante dans la production. La productivité des travailleurs du secteur productif doit donc être d'autant plus élevée afin de fournir les salaires des travailleurs du secteur non-productif et la plus-value des capitalistes occupant les sphères de la réalisation et la circulation du capital(3). Une autre implication majeure de cette augmentation de la composition organique du capital, c'est que les investissements en capitaux de base deviennent plus élevés, contribuant à l'élimination des capitaux retardataires et accentuant la concentration et la centralisation du capital.

Une première difficulté réside donc dans le processus d'accumulation capitaliste: comment toujours maintenir un degré d'exploitation suffisant? D'autre part, ce processus inclut également le processus de circulation. Pour que la reproduction se réalise, le capital doit pouvoir compléter le cycle qui le fait passer de la forme argent à la forme productive, à la forme marchandise et à la forme argent à nouveau, avec une valeur accrue (A-M-'A) prête à être capitalisée. Bien que chaque capitaliste ne tienne compte que de ses intérêts lorsqu'il planifie sa production, le processus d'accumulation doit être vu du point de vue du capital total, qui constitue l'ensemble des capitaux individuels, dans leurs liens et dépendances. Du point de vue du capital total pour que la reproduction élargie aie lieu, une partie de la plus-value créée doit servir à l'achat de moyens de production supplémentaires et l'embauche d'une main-d'oeuvre suffisante. C'est ainsi que Marx a conçu les deux secteurs de la production, soit le secteur de la production des moyens de production (section I) et le secteur de la production

(2) Marx, K., *Theories of Surplus-Value, II*, 1969, p. 542.

(3) *ibid.*, p.522.

des biens de consommation (section II). Puisque le moteur de la production capitaliste est la production illimitée de plus-value, et non la satisfaction des besoins de la population, on comprend toute l'importance qui sera accordée par le capital à la section I dans la transformation de plus-value en capital productif. Dans la reproduction élargie, comme dans la reproduction simple, la partie accumulée de la plus-value se divise en deux, soit une partie pour le capital constant et une autre pour le capital variable. Toutefois, la production de la section I doit comporter un certain excédent par rapport à la quantité des moyens de production nécessaire à une reproduction simple. La condition de réalisation est que la valeur de capital variable et la partie de la plus-value destinée à la consommation des capitalistes, plus la plus-value accumulée ajoutée au capital variable de la section I, soient égales à la valeur du capital constant plus la plus-value accumulée au capital constant de la section II:

$$(v + pl_{consommée} + pl_{accumulée}) I = (c + pl_{acc.}) II.$$

Ainsi, le montant du capital variable et de la plus-value en I doit croître plus vite que le capital constant de II; et le capital constant de I doit croître encore plus vite que le capital constant de II. Le développement des forces productives sous le capitalisme se traduit par l'augmentation constante de la part du travail social allant à la production des moyens de production, par rapport à la part consacrée à la production des biens de consommation:

"Pour qu'on puisse passer de la reproduction simple à la reproduction élargie, la production dans la section I doit être capable de fabriquer moins d'éléments de capital constant pour II, mais d'autant plus pour I. Cette transition, qui n'ira pas toujours sans difficultés, est facilitée par le fait qu'un certain nombre de produits de I peuvent servir de moyens de production dans les deux sections."(4)

Dans ce sens, la croissance même du secteur II est conditionnée par la nécessité d'accroître le secteur I; il n'y a pas de production des objets de consommation en soi, ceux-ci ne servant qu'à entretenir la force de travail actuel et éventuelle employée par les capitalistes:

(4) Marx, K. *Capital*, II, p. 435.

"De même que I doit fournir sur son surproduit le capital constant additionnel de II, de même II fournit, dans ce sens, le capital variable additionnel de I. II accumule pour I et pour lui-même, dans la mesure où il s'agit de capital variable, en reproduisant une fraction plus grande de sa production totale, donc aussi de son surproduit, sous forme de moyens de consommation indispensables.

Dans le cas d'une production basée sur l'accroissement du capital I ($v+pl$) doit être égal à IIc , plus cette fraction du surproduit incorporée à nouveau comme capital, plus la fraction additionnelle du capital constant, nécessaire à élargir la production en II; l'élargissement minimum est celui sans lequel une accumulation réelle, c'est-à-dire une extension réelle de production en I, est impossible." (5)

La production se développe et incorpore tous les progrès de la science qui concourent à créer davantage de plus-value. Et c'est en introduisant toujours plus les nouvelles techniques que les capitalistes arrivent à soutirer cette plus-value. Parlant de la productivité accrue que permet l'introduction des nouvelles machines et le fait que le capital fixe, une fois introduit, n'use que très peu de sa valeur, Marx parle de ce dernier comme étant le :

"gradimètre du progrès des forces productives, son accroissement amène une différence de grandeur de plus en plus considérable entre la totalité du capital actuellement employé et la fraction qui en consomme d'un seul coup".

Et il en profite pour ajouter cependant que l'utilisation de ce capital "mort" revient entièrement dans les mains des capitalistes qui s'en approprient, non aux ouvriers qui l'ont créé. (6)

Il ressort de cette analyse de la reproduction élargie qu'il s'agit là d'un processus s'effectuant sur une base contradictoire. D'abord parce que la contradiction fondamentale déjà signalée entre la production illimitée à laquelle est poussée chacun des capitalistes et la consommation limitée des masses travailleuses, va en s'accroissant. Ensuite, parce que la concurrence elle-même aboutit de plus en plus à une situation qui favorise la concentration et la centralisation du capital, étant donné l'importance de plus en plus grande que prend le capital devant être avancé. Le règne de l'anarchie de la production au niveau des capitaux individuels fait que les conditions du cours normal de l'accumulation se convertissent en "autant de

(5) *ibid.*, p. 453.

(6) Marx, K., *Capital*, I, pp. 432-433.

conditions d'un développement anormal, en possibilités de crise, puisque l'équilibre. étant donné la forme naturelle de cette production, est lui-même fortuit". (7)

La course effrénée des capitalistes pour le profit se déroule dans un cadre qui conduit périodiquement à des crises. Celles-ci illustrent comment les deux phases qui sont séparées dans le cycle capitaliste, soit l'achat et la vente, la production et consommation et, en dernière analyse, la valeur d'usage et la valeur d'échange, ne peuvent être séparés.

"Overproduction is specifically conditioned by the general law of production of capital to produce to the limit set by the productive forces, that is to say, to exploit the maximum amount of labour with the given amount of capital without any considerations for the actual limits of the market or the needs backed by the ability to pay; and this is carried out through continuous expansion of reproduction and accumulation and therefore constant reconversion of revenue into capital, while on the other hand the mass of producers remain tied to the average level of needs, and must remain tied to it according to the nature of capitalist production". (8)

La limite de la consommation sous le capitalisme, c'est la consommation productive, elle est liée aux notions de travail productif et la nécessité de la valorisation du capital. Les capitalistes permettront donc une extension de la consommation jusqu'à la limite où celle-ci n'entrave pas la mise en valeur du capital. Il n'y a pas de limites absolues à l'extension de la consommation des masses en réalité, car il n'y a pas de limite au profit minimum, cette question se rapportant éventuellement à la lutte des classes, laquelle détermine historiquement le niveau de consommation. Ainsi, même si ce niveau peut atteindre des limites nuisibles aux capitalistes (ou une partie des capitalistes), la consommation ne deviendra jamais le moteur même de la production. Quant au profit maximum, sa limite s'étend jusqu'aux limites physiologiques et sociales dans lesquelles les ouvriers peuvent être exploités. l'expérience du fascisme a illustré notamment à quel point ces limites peuvent bien être ramenées à ce qu'elles étaient il y a une centaine d'années.

(7) Marx, K., *Capital, II*, p.434.

(8) Marx, K., *Theories of..., II*, op.cit., pp.534-535.

3- LES CRISES ET L'INTERVENTION DE L'ETAT

Les crises constituent donc des moments essentiels dans le mouvement du capital, et chacune d'elle devient l'occasion potentielle pour une transformation révolutionnaire de la société. Les crises permettent une restructuration des conditions pour la reprise de la production sur une nouvelle base, avec le rétablissement d'un taux de profit suffisant. La crise permet donc de rétablir un niveau d'exploitation de la force de travail qui contrecarre, du moins temporairement, la baisse tendancielle du taux de profit.

La crise rend la situation favorable à une reprise de l'accumulation surtout par une dépréciation du capital, dont le prix baisse. Cette dépréciation est la suite des faillites capitalistes et des fermetures qui entraînent la destruction des machines et de matières premières et donc, une décapitalisation qui apporte un remède temporaire à la suraccumulation et relève le taux de profit moyen. Mais avec le développement du capitalisme et la prédominance du capital fixe dans la production, la situation change en faveur d'une inflation permanente, car la production monopoliste est forcée de se poursuivre à cause des coûts élevés du capital fixe. Les crises ne disparaissent pas, mais prennent une nouvelle forme. C'est dans ce mouvement contradictoire de l'accumulation capitaliste que se situe aussi l'explication marxiste de l'intervention étatique.

L'intervention de l'Etat serait-elle semblable à l'action d'un nouvel élément, extérieur à la sphère de production et susceptible donc de maîtriser les crises et déficiences du mode de production capitaliste, ou du moins de les régulariser? C'est bien là la conception courante, commune aux approches bourgeoises-libérales, qu'elles soient du type keynésien, néo-keynésien ou néo-libérale, ou encore réformiste. Dans ce dernier cas, même si on ne prétend pas présenter l'Etat comme étant neutre, il devient possible d'orienter le pouvoir d'Etat par des réformes appropriées qui mettraient fin aux "abus" du capitalisme.

D'autre part il y a la conception de l'Etat comme étant le produit historique des rapports capitalistes. Dans ce cas, l'Etat est partie intégrante de ces rapports de même que des crises qui affectent ces rapports. Ainsi l'Etat apparaîtrait comme la forme la plus développée du processus contradictoire du développement capitaliste. Ce qui n'empêche pas les interventions de l'Etat, surtout depuis 1945, de modifier la forme que prend ces crises.

Si on peut caractériser l'Etat capitaliste comme un Etat de classe qui de façon générale agit toujours en fonction des intérêts de la classe capitaliste, il nous faut ajouter que depuis les années 30-40, l'Etat a considérablement élargi son champ d'intervention. Bien qu'en apparence les interventions récentes de l'Etat revêtent un caractère détaché de sa nature de classe, la réalité est autre. D'ailleurs, une telle vision idéologique de l'Etat n'est pas nouvelle, si on se rappelle ce qu'en disait Engels le siècle dernier:

> "The first ideological power over mankind appears to us in the form of the state. Society creates for itself an organ for the safeguarding of its common interests against internal and external attacks. This organ is state power. Immediately after its birth, this organ makes itself independant vis-à-vis society, and indeed increasingly so, the more it becomes the organ of a particular class and the more directly it enforces the rule of that class. The fight of the oppressed class against the ruling class necessarily becomes a political fight, to begin with a fight against the political dominance of this class. The consciousness of the connection between this political struggle and its economic base becomes dulled and can get lost altogether. While this is not wholly the case with the participants, it almost always happens with the historians". (9)

La conception de l'Etat qui découle de l'analyse marxiste inclut celui-ci dans le mouvement contradictoire du capital, et comme manifestation de la contradiction entre l'appropriation privée des fruits de la production et la socialisation de celle-ci. Bien que Marx n'ait jamais entrepris une étude sur l'état même, il est intéressant ici de relever un passage dans le Livre III du *Capital* où il esquisse l'évolution du capitalisme ainsi:

"Constitution de sociétés par actions: (les entreprises de ce type) se présentent comme des entreprises *sociales* par opposition aux entreprises *privées*; c'est la suppression du capital en tant que propriété à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même" (10).

(9) Engels, F., *Ludwig Feuerbach and the End of Classical German Philosophy*, 1976, p. 55.

L'expansion continue de la production amène le développement des monopoles "provoquant ainsi l'immixtion de l'état" et ce qu'il appelle "la production privée sans le contrôle de la propriété privée" (11). L'Etat apparaît alors comme la forme la plus poussée de la socialisation capitaliste, de la concentration du capital, comme le capital collectif.

Il importe donc de voir avec le développement de l'état moderne, les changements intervenus dans l'évolution du capitalisme depuis le début du siècle et surtout depuis la deuxième guerre mondiale. Si au cours de cette évolution l'état a toujours été caractérisé par sa nature de classe, il importe de situer les différentes formes de l'intervention étatique selon les phases du développement capitaliste. Un des aspects de ces phases est la transformation du capitalisme par la monopolisation, alors que le capital fixe devient prépondérant dans l'accumulation. On a vu que pour résoudre les crises, il n'est plus possible de simplement déprécier le capital fixe en réduisant la production:

"While the falling rate of profit continues to assert its imperative force, monopolistic reproduction is driven to proceed unabated in crisis periods because of the weight of fixed costs." (12)

L'intervention de l'Etat comme moyen de réalisation et pour transférer une partie du fardeau des coûts du capital fixe est donc logique durant cette phase du capitalisme. L'Etat représente donc les intérêts "généraux" du capital et sa fonction est en terme d'assurer les conditions de la reproduction capitaliste, tout en donnant l'impression que cette fonction sert l'intérêt de toute la société. La nature de l'état ne change pas avec le développement des monopoles, et ses interventions sont toujours soumises à la loi de la valeur. Ainsi, l'état exerce une action qui, détachée des capitaux individuels, vise à limiter les conséquences de la baisse tendancielle du taux de profit. Entre autres, il le fait en contribuant à élever la productivité du travail, en prenant en main les sphères de production où la composition organique du

(10) Marx, K., *Capital*, III, p. 408.

(11) *ibid.*, p. 410.

(12) Mellos, K. et D. Moggach, "Capitalist reproduction and over-production: a preliminary theoretical enquiry", 1982, p. 9.

capital est retardataire et en assumant une partie des coûts du capital variable. Ainsi, la consommation de masse est en somme la condition nécessaire à la production d'une force de travail adaptée aux conditions de travail dans les sociétés capitalistes avancées comme le Québec. (13)

Les actions de l'Etat ne peuvent donc être séparées du processus de production de plus-value, et en ce sens ne sont pas une entrave quelconque à l'accumulation, ou encore un "drain" sur la plus-value. Bien sûr, c'est à même le surproduit que le capital assume en partie les frais encourus par l'Etat, mais ces frais font partie des coûts de reproduction du capitalisme monopoliste. En période de crise, l'Etat entreprend donc des actions en vue de récupérer une partie de cette plus-value afin de favoriser le grand capital aux dépens des classes exploitées et des autres capitalistes.

4-INTERVENTION DE L'ETAT ET DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Avant de poursuivre nous pouvons résumer en quatre points certaines caractéristiques relatives à l'intervention étatique:

1- restructurer les conditions d'exploitation pour permettre la reprise de l'accumulation sur de nouvelles bases, sans pour autant éloigner la possibilité de nouvelles crises;

2- la prise en charge de secteurs non-productifs ou retardataires dans le but de permettre la poursuite de l'accumulation capitaliste;

3- assume de plus en plus les conditions générales de reproduction, surtout avec le développement de la science et les techniques qui requiert de nouvelles dépenses pour la recherche et les innovations et pour la formation d'une main-d'oeuvre spécialisée;

(13) Granou, A., Y. Baron et B. Billaudot, *Croissance et crise*, 1979, pp. 76-83.

4- remplir les fonctions habituelles de l'Etat de classe, soit la défense des intérêts de la bourgeoisie, d'abord contre les classes exploitées et aussi contre les autres bourgeoisies, pouvant même aller jusqu'à déclarer la guerre.

L'aspect qu'il nous faut approfondir ici est le troisième point, c'est-à-dire la question de la place du développement technique et scientifique dans le capitalisme monopoliste. On a vu que pour croître, le capital doit investir davantage dans le capital fixe et révolutionner les moyens de production, donc renouveler les bases techniques d'accumulation. C'est ce qui pousse le capital à intégrer davantage la science et la technique dans la production, pour le profit maximum qu'il peut en tirer; le progrès technique et scientifique demeure donc lié aux limites imposées par la mise en valeur du capital. Avec la prépondérance du capital fixe dont on a parlé, il apparaît que l'introduction de nouvelles techniques et des moyens de production plus perfectionnés nécessite des investissements toujours plus massifs. Un tel processus, caractérisé par une période de rotation du capital fixe qui se rétrécit, peut faire en sorte d'éliminer les gains de productivité du travail. C'est pourquoi, depuis la fin de la guerre, il deviendra plus rentable aux monopoles non plus d'innover sur les moyens de production, mais davantage sur les produits eux-mêmes (14).

Avant de poursuivre, il nous faudrait maintenant discuter brièvement de la notion de révolution scientifique et technique, qui est l'objet de nombreux débats. Dégageons donc quelques conclusions pertinentes à ce propos et qui sont liées à la question centrale qui nous préoccupe, à savoir l'intervention étatique dans le domaine de l'éducation dans une société capitaliste avancée.

(14) Gorz, A., "Technique, techniciens et lutte de classes, in *Critique de la division du travail*, 1973, p.258.

Selon divers auteurs, l'avènement de la science et la technique dans la production a signifié l'éclosion d'une nouvelle rationalité. Ainsi, l'auteur tchèque R. Richta y voit le signe de nouveaux rapports sociaux évoluant dans une société où la production n'est plus basée sur la rationalité du profit. Ainsi, dit-il:

"Dans leur essence, l'automatisation et le progrès technique actuel en-général ne sont ni un simple prolongement, ni un simple appendice de la mécanisation, mais le principe supérieur du principe de la production. Sur le plan du <facteur humain>, l'action de la révolution industrielle et de la révolution scientifique et technique est tout à fait contraire." (15)

En faisant de l'industrie et de la science ses concepts centraux, ce point de vue de Richta et d'autres néglige l'examen des modifications apportées par la science et la technique dans le processus de production, qui révélerait qu'elles correspondaient toujours à la logique de la valorisation du capital; d'une part, en cherchant à réduire la partie de travail de l'ouvrier qui n'est pas consacrée à produire de la plus-value, et d'autre part en permettant d'accroître la domination de la bourgeoisie sur le procès de travail (16). Si l'introduction de la science dans la production représente une nouvelle phase du capitalisme, ce processus porte néanmoins la marque des rapports capitalistes d'exploitation.

C'est ainsi que ce que l'on a appelé la RST (17) n'a en rien éliminé la division du travail, comme le proclamaient Richta et d'autres. Au contraire, ce phénomène s'est caractérisé par une expropriation accrue de toute parcelle de savoir chez les ouvriers dans le procès de travail. On peut donc dire que dans la production capitaliste, l'introduction de la science et la technique se démarque par une séparation et opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel (18). Encore plus, on remarque qu'au sein même de la couche des travailleurs intellectuels, s'effectue ou s'accroît une division entre certains techniciens et spécialistes qui

(15) Richta, R., *La civilisation au carrefour*, 1974, p.34.

(16) Coriat, B., *Science, technique et capital*, 1976, p.51.

(17) Terme d'ailleurs utilisé à profusion durant les années 60 tant par des théoriciens est-européens que par des théoriciens américains, que Richta cite d'ailleurs à profusion.

(18) *ibid.*, p. 101.

sont aussi soumis à un travail de plus en plus parcellisé et d'autres qui possèdent un certain contrôle sur le procès de travail. Loin de créer une nouvelle classe ouvrière qui posséderait des connaissances de plus en plus avancées, la RST provoque une situation où la division du travail sert à la bourgeoisie pour accroître l'exploitation et la domination de la classe ouvrière (19). Ce double aspect du développement de la science et la technique révèle que ce processus est soumis à la logique interne du capital, et non à une logique neutre ou supérieure:

"ce n'est pas l'effet du hasard si certains procès sont techniquement développés, alors que d'autres procès restent durablement peu ou très peu développés". (20)

La science entre donc dans la production dans des conditions d'accumulation exigeant des techniques toujours plus poussées (21). et une qualification plus spécialisée d'une partie de la force de travail. Dans ce contexte, l'entreprise scientifique est mise au service de l'intensification des méthodes tayloristes de travail, c'est-à-dire une parcellisation du travail poussée à la limite et une séparation toujours plus grande des ouvriers du contrôle des moyens de production. Non seulement la bourgeoisie exige, depuis 1945, une formation plus poussée pour une partie des travailleurs, adaptée aux changements rapides et complexes dans le processus de production, mais encore cette formation doit-elle servir à inculquer à la classe ouvrière la discipline autoritaire requise pour les nouvelles conditions de travail.

On peut dire de ces conditions de travail aussi, qu'elles occasionnent de nouveaux problèmes de fatigue, de stress, de maladies nerveuses ou physiques, etc., problèmes qui nécessitent l'évolution vers de nouveaux besoins chez les salariés, liées à la production de masse de divers biens de consommation: une nourriture plus substantielle, davantage de repos et de loisirs, des services médicaux, etc. Ces besoins se développent entre autres afin de contrecarrer toute diminution des capacités des ouvriers dans leur travail parcellisé. Or, en grande partie,

(19) Gorz, A., op. cit., pp.273-274.

(20) Coriat, B. op.cit., p. 55.

(21) Quoique comme nous l'avons souligné auparavant, il n'est pas nécessairement toujours profitable d'innover sur les techniques de production, mais plutôt sur le produit, ou en investissant dans la production de guerre.

ces besoins sont assumés par l'Etat, qui établit d'ailleurs des "politiques" relatives à la formation, les loisirs, la santé, le logement, etc.

Il y a donc eu élargissement considérable dans le domaine des besoins essentiels (la voiture par exemple, devenue indispensable pour se rendre au travail). Sur ce point, on ne peut non plus négliger les succès remportés par le mouvement ouvrier dans sa lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail et afin de pouvoir jouir plus librement du temps dont disposent les travailleurs. D'autre part, cet accroissement du temps "libre" afin de permettre la récupération des forces, est devenu indispensable dans les conditions de l'après-guerre. On a vu par ailleurs, ce processus être accompagné par la création de divers instituts spécialisés dans les relations de travail et la psychologie industrielle, par la mise sur pied de formes collectives de direction (cogestion, autogestion).

Le développement de la production capitaliste implique donc la satisfaction de nouvelles exigences pour les ouvriers, mais cela demeure en partie conditionné par les facteurs objectifs du développement socio-économique et en dernier ressort, par le maintien de la loi de la valeur, qui régit l'essence même du développement capitaliste. C'est ainsi que dans les conditions actuelle, on voit s'accroître la contradiction entre les exigences nécessaires pour la régénération de la force de travail et les tentatives de la bourgeoisie de limiter le niveau de satisfaction des demandes des classes exploitées.

Loin de s'enrichir, la classe ouvrière voit en fait la société capitaliste amoindrir de plus en plus les possibilités de satisfaire ses exigences, et ce au profit, notamment, d'une croissance aiguë de la consommation capitaliste parasitaire, comme dans le domaine de la production de guerre et celle de l'appareil répressif. Cette contradiction se manifeste particulièrement dans les actions de l'Etat visant à restreindre les programmes sociaux, dont pourtant le capital a bénéficié en période d'expansion, et que la classe ouvrière a tout intérêt à préserver en période de contraction.

Pour ce qui est de la science et la technique, leur soumission au capital devient plus évidente en temps de crise. En effet, le capital cherche alors à comprimer toute dépense qui ne vise pas directement à élever la productivité, ce qui révèle bien au fond que toutes les "politiques" de la santé, de l'enseignement, de la recherche scientifique, etc. ne visent pas un "bien-être collectif" quelconque, mais le souci de produire au moindre coût. Alors que le développement technique et scientifique est associé à la prospérité, en fait, depuis 1945 une bonne part des innovations ne visent qu'à accélérer la vitesse de rotation du capital par le phénomène de l'obsolescence des produits de consommation. Ainsi, on "innove" sur des produits de consommation et grâce aux techniques de publicité et aux modes, on remplace des produits par d'autres tout aussi semblables mais "améliorés". (22) Bien plus, le développement technique et scientifique dans la production capitaliste a maintes fois abouti à une croissance destructive et parasitaire, que l'on songe ici aux dommages écologiques ou ceux créés par les guerres de destruction. Ce n'est pas le principe "supérieur" de la science qui a mené à ces désastres, mais bien la poursuite du profit sans préoccupation pour l'avenir:

"What cared the Spanish planters in Cuba, who burned down forests on the slopes of the mountains, and obtained from the ashes sufficient fertilizer for one generation of very highly profitable coffee trees-what cared they that the heavy tropical rainfall afterwards washed away the unprotected upper stratum of the soil, leaving behind only bare rock! In relation to nature, as to society, the present mode of production is predominantly concerned only about the immediate, the most tangible result;"(23)

La société capitaliste a élevé la science sur un piédestal et présente la rationalité scientifique comme étant la base du développement social. Cette rationalité n'ayant pas d'intérêts de classe, on comprend le rôle idéologique du système d'enseignement, domaine privilégié d'acquisition des connaissances scientifiques et techniques; où l'intérêt de la science représenterait l'intérêt général, ou sinon, un intérêt spécial, au-dessus des classes. Pourtant, ce n'est pas la science qui a produit la course aux armements, le chômage ou les dommages à l'environnement.

(22) Gorz, A., op. cit., p.258.

(23) Engels, F., *Dialectics of Nature*, 1976, p. 183.

ronnement. L'utilité de la science et la technique se restreint au cadre limité de ce qui est utile au capital. Le fait même que l'acquisition et la possession des connaissances scientifiques et techniques soient réservées à une minorité d'individus reflète ce cadre:

"les tâches de conception elles-mêmes sont insérées dans un processus de division du travail, qui fait des travailleurs technico-scientifiques, à qui des tâches sont confiées, des agents qui ne disposent pas, dans la plupart des cas, d'une liberté de conception plus importante que celle dont disposent les ouvriers".
(24)

Et encore, d'ajouter A. Gorz à propos de la division hiérarchique du travail:

(celle-ci)" n'est pas requise par la recherche du progrès technique au sens propre; elle est requise par la recherche de l'exploitation maximum qui n'est pas compatible de *manière générale* avec l'organisation et les techniques de production les plus efficaces au sens propre". (25)

Cette division s'opérant donc d'une part entre le travail manuel et le travail intellectuel, et d'autre part au sein même du travail intellectuel fait apparaître la place de l'enseignement (avec ses filières) dans la diffusion de cette division. Celle-ci reposerait alors sur une base d'apparente objectivité liée aux aptitudes, aux résultats scolaires, aux connaissances scientifiques, etc. Ce sont les besoins capitalistes qui déterminent toutefois, grosso modo, le nombre de ceux qui doivent recevoir une certaine formation avant de rentrer dans le "monde du travail". En même temps, cet enseignement est basé principalement sur la spécialisation et ne vise pas la promotion d'une culture scientifique générale, qui permettrait l'appréhension des phénomènes tant naturels que sociaux. Or, si le capital cherche ainsi à limiter le cadre de l'enseignement et de la production intellectuelle, c'est bien autant par nécessité économique que par conscience qu'à travers la lutte de classe ces éléments peuvent devenir des outils de revendication et de libération pour la classe ouvrière et les autres exploités.

(24) Coriat, B., op.cit., p.81

(25) Gorz, A., op.cit., p. 267.

Le blocage actuel dans les sociétés capitalistes avancées a mis à nu la nature de classe de l'intervention étatique en général et dans l'enseignement et la recherche scientifique. en particulier. Nous pouvons conclure que l'intervention de l'Etat cherche à reproduire la division du travail et à trouver des moyens pour élever la productivité du travail et augmenter les profits capitalistes. Cependant, cette intervention est médiée par la lutte de classes et en particulier, la position qu'occupent les couches intermédiaires dans ce domaine est important. Ces quelques pistes nous serviront maintenant à examiner les conditions de la reproduction capitaliste dans la formation sociale québécoise, depuis l'époque coloniale jusqu'à la "Révolution tranquille".

CHAPITRE 2

LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME AU QUEBEC

Dans cette section, nous examinerons la structure économique du Québec d'après-guerre, afin de saisir la nature et l'objectif de l'intervention de l'État et analyser ce qu'on a appelé la "Révolution tranquille"(1)

Ce que nous voulons illustrer brièvement ici, c'est comment le capitalisme s'est développé au Québec à partir de la colonisation française jusqu'à la période de la Deuxième Guerre Mondiale. Pour ce nous utiliserons divers indices et repères puisés dans diverses études socio-historiques sur le Québec. Ces données seront analysées à partir de la théorie marxiste sur le développement du capitalisme. En particulier, il s'agira dans un premier temps d'établir comment ce que Marx a décrit comme étant les prémisses à la production capitaliste sont apparues et dans un deuxième temps, d'établir comment le capitalisme s'est développé par la suite jusqu'au stade monopoliste et enfin, jusqu'aux formes actuelles de l'intervention étatique.

Il est possible d'établir grossièrement que la première période historique (2), où dominent encore des rapports de production non-capitalistes, s'étend jusque vers le milieu du XIXe siècle. C'est à peu près vers 1850 qu'apparaissent une fois pour toutes les traits spécifiques du mode de production capitaliste, bien que vont continuer à subsister des rapports paracapitalistes jusqu'au milieu du XXe siècle. La nécessité d'étudier cette "préhistoire" du capitalisme au Québec se situe au niveau du débat sur la signification réelle de la révolution tranquille, à savoir si elle est l'oeuvre d'une bourgeoisie nationale, d'une nouvelle petite-bourgeoisie, d'une classe technocratique ou du capital monopoliste, ou autre chose.

(1) Nous utiliserons désormais ce terme pour caractériser la période étudiée, soit approximativement de 1960 à 1970, malgré la nature ambiguë de ce terme. Il a au moins l'avantage de référer commodément à une période précise.

(2) Nous ne voulons pas entendre par là qu'il n'y avait pas d'histoire avant la période coloniale, mais tout simplement entendre ici par histoire celle de la production marchande.

1-LE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DURANT LA PERIODE COLONIALE

L'étude de la période coloniale offre un problème particulier, à savoir que le mode de production dominant à cette époque est exporté de la métropole. Ainsi, la colonie française est-elle caractérisée par un régime seigneurial, type du mode de production féodal. Mais on ne peut caractériser pour autant le régime comme étant féodal au sens propre. D'abord parce que le régime féodal importé était lui-même modifié et en déclin en France même. De plus, le degré de liberté des paysans est relativement plus élevé, pour divers facteurs, notamment le fait qu'il n'existe pas d'aristocratie fermement établie. L'existence d'une certaine liberté a d'ailleurs conduit certains auteurs comme Denis Monière à considérer ce régime comme étant un "mode de production des petits producteurs indépendants" Toutefois, d'autres, comme Bourque et Legaré, considèrent que c'est là accorder trop d'importance à cette autonomie et que même si le régime seigneurial n'était pas typiquement féodal, il permettait néanmoins un assujettissement réel (appuyé par la force militaire) des habitants, tout en se basant sur le moteur économique de la colonie, soit le commerce, d'abord des fourrures puis du bois. (3)

Ce qui semble certain en tout cas, c'est qu'il serait erroné de considérer, comme le font certains "nationalistes", que le régime français a permis ou aurait permis l'éclosion d'une bourgeoisie francophone. La défaite de celle-ci, ou de son embryon, aux mains des Anglais expliquerait donc le "retard" du Québec. En réalité, une telle bourgeoisie ne s'est pas développée, étant donné la rareté de la main-d'oeuvre et la quasi-inexistence d'une production marchande. C'est le développement du commerce qui sera à la source de l'éclatement des anciennes structures et de l'apparition des bases pour la production marchande à large échelle et donc, capitaliste. Selon Ouellet la conjoncture d'avant le début du XIXe siècle favorise la stabilité des structures en place. Ainsi, la Conquête de 1763 n'aurait pas provoqué de "rem-

(3) Bourque, G. et A. Legaré, *Le Québec: la question nationale*, 1979, pp.15-17

ments général des structures économiques, sociales et idéologiques"(4)

Suite à ces quelques remarques, examinons maintenant le développement des prémisses de la production capitaliste au Bas-Canada des années 1790 à 1850.

2-LE DEVELOPPEMENT DU RAPPORT SOCIAL CAPITALISTE

La théorie marxiste indique que le capital est un "rapport social de production", historiquement déterminé. Il n'est pas la simple somme des moyens de production existants. Pour que le rapport social du capitalisme existe historiquement à l'intérieur d'une formation sociale donnée, certaines prémisses sont nécessaires, à la base desquelles se trouve l'existence du *travailleur libre*, i.e. le travailleur dépouillé de tout lien de propriété, par rapport à la terre et par rapport à ses moyens de travail. L'existence du prolétariat indique le passage des relations issues des modes de production antérieurs au mode de production capitaliste.

C'est un processus historique par lequel le travailleur, le producteur est dépouillé et se présente devant le capitalisme comme ne possédant que sa force de travail, qu'il est prêt à échanger contre un salaire (5) C'est le processus d'élimination tant des fermiers indépendants avec leurs terres que de l'artisan des villes et son métier. L'émergence du prolétariat implique également la reproduction de ce rapport social, car le capital doit générer à nouveau le capital, donc reproduire à nouveau des ouvriers salariés producteurs de plus-value. Il nous faut donc explorer l'émergence d'un prolétariat au Québec, et des facteurs qui l'accompagnent, entre autres la croissance du marché.

Plusieurs indices démontrent que c'est autour de 1800 que s'amorce l'émergence des rapports capitalistes, à la suite du développement du commerce du bois. Il y eut d'abord le déclin du commerce de la fourrure, vers 1802, et la crise de l'agriculture au Bas-Canada (recul

(4) Ouellet, F., *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*, 1971, p. 552.

(5) Marx, K., *Grundrisse*, 1973, pp. 497-498.

des exportations de blé et farine) qui ne s'explique pas seulement par une défaillance de la production, mais aussi par la spéculation. Ainsi, Ouellet parle-t-il de

"l'attitude des trafiquants de céréales pendant ces dix années n'est pas celle d'individus préoccupés d'abord par la satisfaction du marché extérieur mais celle d'hommes cherchant à tirer le maximum des déficiences de l'agriculture, doit nous alerter sur les causes de cette situation. Que le goût de la spéculation s'affirme à un moment où le marché extérieur offre d'énormes possibilités, cela est significatif de problèmes plus profonds". (6)

Au moment où éclate donc cette crise agricole, l'agriculture bas-canadienne prend une nouvelle orientation qui aggravera l'ampleur des retards techniques, alors que l'agriculture haut-canadienne se développe dès le départ pour le marché et favorise donc l'usage des meilleures techniques.

A la même période, le commerce du bois se développe et devient le nouveau moteur économique lequel engendrera une nouvelle hiérarchisation des activités économiques. Ce commerce permit entre autres une certaine accumulation parmi les marchands locaux, qui mirent sur pied de petites unités de production employant quelques ouvriers (7)

Ainsi, en 1806, le commerce du bois et du blé connaît une poussée (causée notamment par le blocus napoléonien) et cela entraînera l'expansion de la construction navale, du sciage, des moulins à farine (8). C'est l'occasion d'un premier drainage, très modeste, des campagnes par la ville. Ce phénomène entraîne aussi la commercialisation de l'agriculture et l'écart entre les habitants riches et pauvres s'agrandit. Avec une hausse de la consommation, le marché local s'élargit, même si au départ il faut importer une bonne partie des denrées des États-Unis. Apparaissent alors les marchands ruraux, qui fondent leur fortune "non seulement sur le commerce mais sur le crédit, l'appropriation du sol, la location du sol, d'outils et d'ani-

(6) Ouellet, F., op.cit., p. 1877.

(7) Tremblay, R., "La nature du procès de travail de travail à Montréal entre 1790 et 1830", in *Bulletin du RCHTQ*, Vol 3, no 3, 1976, pp. 12-18.

(8) Séguin, N., "L'impact du marché sur les campagnes canadiennes au début du XIX^e siècle", in *Etude comparative de la société rurale de la France de l'Ouest et du Québec*, (dir. J. Gay), 1981, p. 230.

maux." (9) D'autre part, le commerce du bois contribue à créer des emplois nouveaux de salariés, dont les débardeurs, coupeurs de bois, etc..

Ce serait donc le commerce accru du bois et en partie, du blé qui serait à l'origine du besoin initial pour une certaine main-d'oeuvre, de l'émergence d'un marché important et de l'apparition de certains intérêts industriels, c'est-à-dire de l'intérêt à réinvestir dans la colonie même (10). C'est ainsi que l'on peut expliquer également la création des "institutions de crédit nécessaire au fonctionnement des échanges capitalistes", comme la Banque de Montréal en 1817 (11), précédé en 1809 par la création du *Committee of Trade* de Québec, regroupant les capitalistes liés à l'exploitation du bois, de la construction navale et du commerce agricole.

Il faut ajouter également que l'apparition d'un prolétariat à ce moment demeure à un état embryonnaire. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il se dégage alors un processus de dépossession des producteurs en faveur d'une division capitaliste du travail très peu développée.

3-L'INDUSTRIALISATION CAPITALISTE AU XIX E SIECLE

Le capitalisme, selon sa dynamique propre, ne pouvait donc que se développer et croître, de même que l'importance numérique du prolétariat et l'étendue du marché. Conséquemment, les villes aussi vont se développer. Ainsi l'accumulation du capital, notamment sur la base de la commercialisation des produits agricoles du Haut-Canada, allait faire de Montréal le centre capitaliste à partir de 1820 (12). Hors les entreprises de construction navale établies à Québec, mais qui vont décliner après 1840, c'est donc à Montréal que se développent les premières manufactures:

(9) *ibid.*, p. 238.

(10) Bourque et Legaré, *op. cit.*, p.50.

(11) *ibid.*, p.57.

(12) Nader, G., *Cities of Canada, I*, 1975, p.169.

"Capital rapidly forms an internal market for itself by destroying all rural secondary occupations, so that it spins, weaves for everyone, clothes everyone, etc., in short, brings the commodities previously created as use value into the form of exchange values, a process which comes about by itself through the separation of the workers from land and soil and from property in the conditions of production". (13)

Pour produire dans les rapports capitalistes, le regroupement de la force de travail s'impose, d'autant plus que dans les conditions coloniales, les villes n'existaient que pour répondre à des objectifs militaires surtout. Mais c'est d'abord par l'immigration massive (en particulier d'Irlandais quittant leur pays suite aux famines) au milieu du XIXe siècle que la bourgeoisie recrute sa force de travail, dans sa première grande phase d'expansion. Cette expansion se reflète dans la genèse du réseau urbain, entre 1830 et 1870, alors que le caractère des centres urbains se transforme. Ceux-ci passent progressivement de centres de distribution en centres industriels : St-Hyacinthe, Thetford, Valleyfield, etc. (14). Ainsi, sur 21 centres de plus de 500 habitants en 1830, seulement 7 deviennent des villes après 1870, ce qui indique bien le caractère nouveau des centres. D'autre part, l'attraction de Montréal commence à devenir prépondérante, concentrant une bonne partie des nouveaux ouvriers salariés.

De paire à cette concentration des ouvriers, on voit naître les premiers syndicats: les débardeurs à Québec en 1827, les imprimeurs de Montréal en 1833. Apparaissent aussi les premiers conflits entre le capital et le travail. L'expansion du capital est inéluctable et implique continuellement la création de nouveaux ouvriers salariés. Le capital fait ceci d'abord en soumettant une partie de la population qui se trouve hors des rapports capitalistes, sur la base de la croissance démographique et de l'immigration. On assiste donc à une transformation progressive de la main-d'oeuvre agricole (encore plus de 85% en 1850) en une réserve de force de travail, et à l'extension du marché capitaliste (moyens de réalisation). De 1850 à 1870, on assiste également dans les villes au processus d'éclatement de la production artisa-

(13) Marx, K., *Grundrisse*, op.cit., p. 512.

(14) Trottier, L., "La genèse du réseau urbain" in *Recherches sociographiques*, juin/août 1968, pp. 28-29.

nale dans le travail des cordonniers, charpentiers, peintres, menuisiers, etc.). Ces divers corps de métier subissent "des bouleversements engendrés par l'augmentation du nombre d'ouvriers travaillant sous un même toit et une division plus poussée des tâches". (15)

Il faut dire aussi qu'après l'abandon du protectionnisme dans les années 1840, la bourgeoisie anglaise ayant adopté le libre-échange, la bourgeoisie au Canada commence à développer ses propres intérêts, même si elle demeure liée à l'Empire. Ainsi, avant même 1850, une bonne partie de l'exportation du bois est destinée aux Etats-Unis, et c'est surtout le Haut-Canada qui profite de ces liens. Une première tentative de lier le marché canadien avec celui des Etats-Unis a lieu en 1854 avec le Traité de Réciprocité, mais elle n'aboutit pas. C'est ainsi que la centralisation politique de 1867 allait fournir les bases de l'extension d'un "marché canadien" avec la "politique nationale", le développement des transports et l'immigration vers l'Ouest. Au Québec, ce phénomène a comme conséquence notable la spécialisation accrue de l'agriculture, en particulier dans le domaine de la production laitière. Mais avant d'élaborer davantage sur cette question de la "politique nationale", il nous faut ici souligner un fait important: c'est que à partir de 1850 environ, et après la Confédération, le développement du capitalisme au Canada et au Québec se situe entièrement dans le contexte du développement du capitalisme américain. En effet, on ne peut comprendre le développement industriel de la fin du XIXe siècle qu'à partir de l'expansion du capital américain et sa quête de nouvelles sphères d'investissements, et non à partir des intérêts propres d'une bourgeoisie canadienne:

"la notion des besoins de l'économie canadienne est une fiction, il n'y a que des besoins des économies régionales du Canada qui sont ceux d'une économie continentale américaine." (16)

(15) Rouillard J., et J. Burt, "Le mouvement ouvrier", in *Les travailleurs québécois 1851-1896*, (dir. J. Hamelin), 1973, p.63.

(16) Brunelle, D., *La désillusion tranquille*, 1973, p. 15.

Ainsi l'existence même d'un marché continental de la force de travail est-il évident quand il s'agit d'expliquer l'émigration massive de plus de 600 000 Québécois aux Etats-Unis entre 1850 et 1920. La question de la "politique nationale" et de l'intérêt de la bourgeoisie canadienne à développer son propre marché ne peut être vue comme le facteur déterminant de l'industrialisation et du développement du capitalisme, car cette bourgeoisie demeure une créature de la bourgeoisie marchande et financière britannique et devient par la suite intégrée au capitalisme américain, sans pour autant devenir une bourgeoisie compradore. Nous reviendrons toutefois sur ce point dans la section du présent chapitre traitant de la pénétration de l'impérialisme américain.

4-DEVELOPPEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX CAPITALISTES

La plupart des indices illustrent que suite à une première amorce industrielle vers le milieu du XIXe siècle, c'est à partir de 1870-1880 que s'établit définitivement le mode de production capitaliste, ce que divers auteurs ont appelé le "take-off" industriel. De 1871 à 1890, la population urbaine passe de 19,6% à 31,8%, presque exclusivement sur la base d'une forte croissance de Montréal et les environs. Ainsi s'affirme l'écart grandissant entre cette région et des régions comme la Gaspésie, le Bas-St-Laurent, la Mauricie et Québec même. Cet écart retrouve bien sûr sa forme moderne dans le phénomène dit des "disparités régionales". La population de Montréal double donc à cette époque, drainant lentement la campagne et profitant de l'immigration. Il se forme alors une concentration massive de prolétaires, issus des campagnes et occupés à travailler dans les fabriques de textiles, du cuir, du tabac, du vêtement:

"le vaste réservoir de main-d'oeuvre à bon marché et non qualifiée des régions rurales offrait aux capitalistes de l'époque la force de travail nécessaire à la mise sur pied de fabriques ne requérant que des investissements réduits et de nombreux ouvriers." (17)

Apparaissent ainsi de nombreux capitalistes, petits et moyens, types même du capitalisme concurrentiel, dont la majorité disparaîtra quand les investissements nécessaires à la poursuite de la production deviendront plus importants. C'est aussi le moment où l'organisation des ouvriers devient plus importante et où le nombre de grèves atteint des proportions croissantes, avec des luttes sur les questions salariales et de conditions de travail. En terme des rapports sociaux, c'est la disparition des rapports paternalistes aux endroits de travail, rapports qui existaient entre les apprentis et maîtres. L'existence des grandes fabriques indiquent en effet la présence d'ouvriers qui n'appartiennent plus au monde des artisans, et c'est d'ailleurs en termes sans équivoques que les capitalistes de l'époque s'expriment quant à la nature du travail:

"le travail est un article acheté et vendu comme toute autre espèce de marchandise, le prix en étant déterminé par la qualité, l'offre et la demande". (*Le Moniteur du Commerce*, 7 août 1885). (18)

Retenons ici deux remarques se rapportant à l'analyse de Marx sur le développement du capitalisme, à savoir l'apparition du machinisme et ses effets sur la création de l'armée de réserve industrielle. Ces deux aspects nous permettront d'évaluer l'état de développement des forces productives du capitalisme. Selon Harvey, qui a étudié les travaux de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail de 1887-1888, les manufactures se sont développées de deux manières au Québec, soit par la décomposition des métiers traditionnels, soit par le transfert technologique:

"il semble indéniable que la première moitié du XIXe siècle ait été témoin de la transformation d'entreprises artisanales en petites manufactures employant quelques dizaines d'ouvriers et parfois davantage" (alors que d'autre part) "il est évident que certaines fabriques créées au cours des années 1880 ont bénéficié directement du transfert technologique venant de pays plus avancés". (19)

(17) Harvey, F., *Révolution industrielle et travailleurs*, 1978, p. 27.

(18) Bélanger, N. et J-G. Lalande, "Les réactions vant la montée ouvrière", in *Les travailleurs...op.cit.*, , dir. J. Hamelin, 1973, p.171.

(19) Harvey, F., *op.cit.*, p. 102.

Dans le premier cas, c'est là où la résistance ouvrière sera la plus forte, car l'introduction des machines ne requérant que peu d'habiletés (et utilisant davantage le travail des femmes et des enfants) conduit à une déqualification des ouvriers, synonyme d'une réduction de salaires. Dans les industries comme celle du coton par exemple, où n'existent pas de tradition d'ouvriers artisans, les salaires seront les plus bas dès le départ, et c'est là qu'on retrouvera la force de travail arrivée des campagnes.

Pour la conception traditionnelle des théories bourgeoises-libérales du développement économique, on traduit ce phénomène par le terme de la croissance de l'emploi. Ainsi, le processus de reproduction du capital qui implique la création continue de travailleurs salariés est ramené à une question de "création d'emplois". Cependant, il faut ajouter que la reproduction du capital pose aussi comme principe la mise permanente au rencart d'une partie de la force de travail:

"Capital, as the positing of surplus labour is equally and in the same moment the positing and the non-positing of necessary labour; it exists only insofar as necessary labour both exists and does not exist." (20)

Ainsi les causes qui contribuent à l'expansion impliquent l'existence d'une armée de réserve de chômeurs. Le capital est aussi créateur de non-emploi si l'on peut dire, et le chômage se développe telle une plaie incurable.

5-LA QUESTION DU RETARD DU QUEBEC

Même si le développement du capitalisme au Québec est le reflet d'un processus plus général, il est possible de lui attribuer certaines particularités. Ainsi, le développement industriel été accentué par le transfert technologique:

"Le Québec étant une colonie et de peuplement récent, il y a des cas où l'étape initiale de l'artisanat ne s'y est jamais développée. Certains produits, comme ceux du textile, ont été pendant longtemps importés et, quand on commence à

les fabriquer sur place, il est possible de démarrer à la phase industrielle" (donc) "l'étape intermédiaire de la manufacture est, au Québec, assez brève et, parfois, escamotée." (21)

Cela confirme le fait que la bourgeoisie canadienne n'est pas de nature une bourgeoisie indépendante. Mais cela fait-il de la bourgeoisie québécoise une classe plus "en retard" par rapport à la bourgeoisie canadienne ou celle de l'Ontario? Cette question alimente de nombreux débats plus ou moins justifiés. D'abord, faisons une mise au point à ce sujet. Même si certaines comparaisons de ce genre peuvent être utiles, elles comportent le raisonnement que, par exemple, l'Ontario ou les Etats-Unis ont suivi un mode d'évolution neutre ou qui serait supérieur. Lorsque nous ferons de telles comparaisons, ce ne sera que pour situer la place du Québec au sein du capitalisme nord-américain, et non pour mettre en valeur le développement d'une région ou l'autre. La réalité du développement capitaliste est fondée sur le développement inégal et n'implique pas l'existence d'un développement équilibré même dans les régions "favorisées".

Nous pouvons quand même chercher les causes des particularités du capitalisme au Québec. Il faut d'abord dire un mot sur la crise agricole au Bas-Canada avant 1850. Ayant constaté le fait que la commercialisation de l'agriculture est à un état moins avancé dans le Bas-Canada (à cause de l'ampleur du retard technique et le maintien de structures seigneuriales), il faut aussi faire intervenir des facteurs géographiques comme la présence de sols plus fertiles dans le Haut-Canada. Cependant, ce seraient:

"les contradictions internes du féodalisme et l'importance historiquement reproduite de la résistance paysanne bas-canadienne qui expliqueraient le mieux, selon nous, l'importance du retard de la commercialisation des régions seigneuriales" (22)

(21) Linteau P-A., R. Durocher et J-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain*, 1979, p. 141.

(22) Bourque et Légaré, op.cit., p. 56.

Pourquoi? Parce que les seigneurs demandaient une augmentation du rendement agricole pour répondre aux besoins du commerce grandissant mais ce, dans le cadre d'un rapport d'exploitation qui ne pouvait que faire naître une résistance accrue de la part des habitants. Bien entendu, ceux-ci ne voulaient pas se soumettre davantage à leurs propriétaires, mais cherchaient à accroître leur autonomie. La commercialisation de l'agriculture aurait ainsi favorisé dès le départ le Haut-Canada, où n'existait pas le rapport d'exploitation de type seigneurial, et où se seraient développées plus rapidement les techniques et le rapport entre la production et le marché. Le régime seigneurial n'est aboli formellement qu'en 1854, mais les fermiers doivent par la suite acheter leurs terres aux anciens seigneurs, si bien que même en 1940, 44% des fermiers versaient encore des rentes (qui sont abolies cette année-là) aux descendants des anciens seigneurs (23). Ceci dit, il est plus aisé de comprendre l'émigration massive des Québécois vers la Nouvelle-Angleterre de 1850 à 1900 comme un exutoire face à une structure sociale retardataire.

Cette explication s'avère plus satisfaisante que celle reposant simplement sur la position géographique du Québec au moment où l'industrialisation se base sur l'utilisation du charbon, dont les sources se trouvent plus près de l'Ontario que du Québec (24)

6-LA MONOPOLISATION DU CAPITAL

La fin du XIXe siècle marque donc la transition du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste, caractérisé entre autre par l'introduction à large échelle du machinisme et la concentration du capital. En effet, de nombreux petits industriels apparus après 1850 seront supplantés par le grand capital et particulièrement, par le capital américain (25) De plus, les industries se localisent davantage suivant la présence de ressources naturelles (l'in-

(23) *ibid.*, p. 123.

(24) Faucher, A. et M. Lamontagne, "Histoire de l'industrialisation" in, *Essais sur le Québec contemporain*, 1953, p.29.

(25) Linteau, R., et.al., op. cit., p.356.

industrie chimique en Mauricie par exemple) et elles développent de nouvelles technologies requérant des investissements de base beaucoup plus importants. Ce phénomène entraîne également la nécessité de former une certaine couche de travailleurs qualifiés, et c'est à ce moment que divers capitalistes fondent des écoles techniques, comme en Mauricie pour l'industrie des pâtes et papier. Cette couche de travailleurs occupant des postes intermédiaires entre la production et les capitalistes émerge donc au moment où le capital utilise de plus en plus la science et la technique dans la production(26). En effet, c'est au tournant du siècle que le Québec entre dans la phase "d'accélération du développement technologique et de l'épanouissement des moyens de production" (27). L'électricité remplace la machine à vapeur et augure l'ère de la production à une échelle toujours grandissante. Ainsi, à Montréal, la part de l'énergie électrique dans l'industrie passe de 9,5% à 24,4% entre 1900 et 1910 (28), et dans l'ensemble de la province, la production hydro-électrique passe de 1 791 millions de kw/h en 1921 à 8 066 en 1931 et 29 690 en 1951 (Annuaire du Québec, 1972).

De façon générale, cette phase se poursuit jusqu'à la guerre de 1939-45. Si la première moitié du XIXe siècle représente la mise en place des rapports capitalistes et du développement inégal, alors le début du XXe siècle représente l'affirmation du capitalisme au stade monopoliste, et la période de la Deuxième Guerre Mondiale accélérera davantage cette affirmation.

Selon Bourque et Legaré (29), trois aspects caractérisent cette époque: 1- *la dissolution de la petite production agricole* Ce phénomène se reflète par la baisse absolue de la main-d'oeuvre employée, du nombre de fermes et une diminution relative de la part de la production agricole dans la production totale (de 37% en 1920 à 10% en 1941). Cette main-d'oeuvre

(26) Une discussion plus approfondie viendra à la fin de ce chapitre sur la conception et le rôle de cette nouvelle classe au sein du capitalisme monopoliste.

(27) Harvey, F., op. cit., p.95

(28) *ibid.*, p. 98

(29) *ibid.*

constitue la réserve de force de travail pour l'expansion du capital industriel après 1890, alors qu'à ce moment, les agriculteurs formaient encore 46% de la main-d'oeuvre (30) Par extension, ce phénomène se traduit aussi par l'élimination des rapports subsistant entre une partie des ouvriers et la campagne, dans laquelle une majorité d'entre eux a été élevée. La subsistance de ces rapports a permis le maintien de conceptions et de pratiques para-capitalistes jusqu'aux lendemains de l'après-guerre; 2- *la domination de l'impérialisme* C'est durant les années 1910-1920 que la domination de l'impérialisme américain, en montée partout dans le monde, va remplacer celle de l'impérialisme britannique, et imprimera un nouveau caractère au développement socio-économique. Nous reviendrons sur ce point dans la prochaine section; 3- *la lutte des classes* Le capitalisme monopoliste entraîne des modifications sociales importantes, dont le niveau d'organisation de la classe ouvrière et les luttes qu'elle mènera contre le capital et l'Etat. L'urbanisation est aussi accélérée, la proportion des citoyens passant de 40% en 1901 à 65% en 1941 (31)

Il faut dire un mot encore sur le chômage, car selon divers auteurs, l'expansion que connaît le Québec au tournant du siècle fut frappante, mais elle "est en outre insuffisante en termes de création d'emplois pour retenir les surplus de population" (32) Cet argument revient d'ailleurs souvent dans l'explication des phases de développement du Québec et l'on affirme ainsi qu'une des causes du "retard" est l'incapacité à "mobiliser" la main-d'oeuvre, i.e. que l'industrie ne crée pas tous les emplois qu'elle devrait, etc. En réalité, comme nous l'avons indiqué déjà, le capital ne se reproduit pas pour créer des emplois; il n'engage la force de travail que si elle est productive du point de vue capitaliste, et si elle ne se trouve pas sur les lieux, il l'a fait immigrer, ce qui s'est produit souvent dans l'histoire du Canada et du Québec.

(30) Hamelin, J. et F. Harvey, *Les travailleurs québécois 1941-1971*, 1976, p. 21.

(31) Hamelin et Harvey, op.cit., p. 21 et Bourque et Légaré, op. cit., p. 153.

(32) Linteau, R. et al., op.cit., p. 91.

7-LA PÉNÉTRATION DU CAPITAL AMÉRICAIN

Cette pénétration débute vers la fin du XIXe siècle pour devenir prépondérante après la Première Guerre Mondiale, surpassant alors en termes d'investissements la bourgeoisie britannique. Un des aspects de cette pénétration c'est qu'elle s'effectue en partie dans des domaines de juridiction provinciale (mines, ressources naturelles), jouant ainsi contre les tentatives de centralisation politique de la bourgeoisie qui avait voulu établir sa "politique nationale" et son propre marché canadien. En fait, il apparaît que cette intégration du Canada au capital américain s'inscrivait dans la logique même de l'expansion du capital et sa concentration accrue. D'ailleurs la politique tarifaire établie après la Confédération, bloquant l'entrée des produits américains, aurait "contribué à la mainmise du capital américain sur l'économie canadienne." (33) En effet pour contourner les tarifs, la bourgeoisie américaine commença à implanter des filiales en 1889, et le nombre de celles-ci monta à 11 en 1908, 32 en 1918, 28 en 1928 et 23 en 1939. Du même coup on voit que les provinces jouent un rôle plus important à mesure que la pénétration américaine se fait. Ainsi, en 1912, les provinces annexent les terres du nord (le Nouveau-Québec par exemple) dans le but éventuel d'y développer les ressources naturelles et l'hydro-électricité. En 1925 de nouveaux pouvoirs sont accordés aux provinces et au niveau fédéral, on peut souligner le fait que l'élection du gouvernement McKenzie-King reflète la consolidation de l'emprise américaine. Ainsi en est-il également de la présence de gouvernements provinciaux forts, comme celui du Crédit social en Colombie-Britannique et le régime Duplessis au Québec.

Alors que l'industrie manufacturière passe d'une valeur représentant 4% de l'économie en 1900 à 38% en 1920, on doit souligner qu'une grande part de ce développement est due à la pénétration de capitaux américains. Ainsi ils représentent 43% des nouveaux investissements durant la période 1900-1915. Jusqu'en 1939, ce processus continue de paire avec la monopoli-

(33) Bélanger, P. et C. St-Pierre, "Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale" in *Sociologie et sociétés*, Vol X, no 2, 1978, pp. 123-146.

sation. Après la crise, la guerre de 39-45 agira comme un facteur contribuant à une nouvelle intégration au capitalisme américain. Après la guerre, plus de 50% de l'industrie manufacturière au Québec est dans les mains d'Américains, et cette proportion est plus élevée dans les secteurs en croissance. Les secteurs les plus dominés sont les mines, l'industrie automobile, les pâtes et papier, l'affinage, le matériel et fournitures électriques. Selon les études de l'économiste A. Raynauld, il est évident que la productivité est plus élevée dans ces secteurs.(34)

Après 1945, la pénétration américaine se caractérise par un développement fulgurant dans le domaine des ressources. Celle-ci est en partie reflétée dans les recommandations du fameux rapport Paley, intitulé officiellement le rapport de la "Commission du président américain sur les politiques d'approvisionnement des ressources pour la liberté", rendu public en 1951. Ce rapport est une vaste enquête sur l'état et les perspectives de l'économie américaine, et où l'on identifie 29 matières premières essentielles dont une douzaine se retrouvent au Canada. Hugh Aitken, un universitaire américain a analysé ce rapport et il dit entre autres:

"The dominant motive for American direct investment in the Canadian resources industries, is the desire to secure access to raw materials that are either not available or available at higher real costs, in the US. The process represents a movement of factors of production to a location where their productivity is higher; it is an attempt to prevent real rising costs of production in the home country." (35)

et il indique plus loin:

"Effective exploitation of these resources requires large organization and large amounts of capital. Probably in time Canada could and would have supplied these on the scale required, without external aid. But American corporations and American entrepreneurial groups have typically been in a position to establish the operations more quickly" (36)

Les investissements américains dans le secteur minier passent ainsi de 6% du total en 1939 à plus de 30% en 1957 (une valeur de 3 873 millions \$). De plus, le recours au capital américain pour l'investissement dans la formation nette de capital dans l'industrie représente

(34) Raynauld, A., *Croissance et structure de l'économie québécoise*, 1961.

(35) Aitken, H., *American Capital and Canadian Resources*, 1961, p. 85

(36) *ibid.*, p. 103.

24% en 1946-49, 33% en 1950-55 et 44% de 1956 à 1959 (37). Il va de soit également que ce sont les plus grandes entreprises qui investissent davantage, soit 57% des nouveaux investissements en 1945, 66% en 1948 et 63% en 1951 (38) Par ailleurs, la domination américaine s'établit ainsi selon les secteurs, avec entre parenthèses les chiffres pour le Canada:

Domination US par secteurs

Mines	40,6%	(55,0)
Fabrication	60,4%	(63,8)
Construction	12,1%	(20,6)
Transport, entreposage, communications, serv. publ.	34,8%	(19,7)
Commerce de gros	33,2%	(35,7)
Commerce de détail	27,1%	(37,3)
Finances	22,3%	(30,6)
Services	41,9%	(38,7)

(39)

Au cours de ce processus, on peut également remarquer qu'il y a eut spécialisation dans les diverses provinces. L'Ontario par exemple a vu se développer plus rapidement le secteur de l'industrie lourde et le Québec, celui de l'industrie légère. Dans le secteur minier, la propriété américaine est très forte, particulièrement pour les minéraux stratégiques comme le chrome, le nickel, le manganèse, le cobalt, le bauxite, le plomb et le cuivre.

Une des conséquences au Québec de ce phénomène fut donc l'appartenance étrangère d'un nombre d'industries dites "dynamiques":

(37) *ibid.*, p. 61.

(38) Québec, (rapport Tremblay), *L'expansion industrielle dans la province de Québec de 1900 à 1953*, 1956, p. 57.

(39) Canada, (rapport Gray), *Investissements étrangers directs au Canada*, 1972, —(les chiffres sont pour 1965-68).

"Les industries les plus modernes, notamment celles de la machinerie du matériel de transport, des produits chimiques ne sont pas inexistantes au Québec, mais elles sont beaucoup moins développées. Elles se caractérisent par leur appartenance étrangère et leur manque d'interrelation avec le reste de l'économie, ou autrement dit, leur tendance à exporter leurs effets d'entraînement"
(40)

Il y a également eu aggravation du phénomène des disparités régionales, alors que la ponction des revenus allant à l'étranger a augmenté de 46% de 1951 à 1960 et de 103% de 1960 à 1970. (41). Pour terminer ce bref examen de la pénétration du capital américain, voici le tableau illustrant la croissance de l'investissement américain au Canada depuis 1900:

Année	%invest.US			%invest. brit.*
	total	direct	autres	
1900	13,6	- -	- -	85,2
1914	23,0	- -	- -	72,4
1930	61,2	26,1	35,0	36,3
1946	60,0	27,2	32,8	36,0
1950	72,0	34,0	38,0	23,0

En termes absolus, les investissements américains sont passés de 168 millions \$ en 1900, à 881 millions \$ en 1914, à 4 660 millions \$ en 1930 et à 6 549 millions \$ en 1950. Depuis 1960 jusqu'en 1970, les investissements américains ont toujours représenté au moins 3/4 du total, et la part de l'investissement direct a monté à plus de 70%. De 1960 à 1972, ils ont doublé. (42)

(40) Fréchette, P., R. Jouandet-Bernadat et P. Vézina, *L'économie du Québec*, 1975, p. 300.

(41) Brunelle, D., op.cit., pp. 121-122.

(42) Fréchette, R. et. al., op. cit., pp.342-343.

Ayant maintenant apprécié l'ampleur de la domination américaine sur le Canada et le Québec, nous pourrions mieux situer les conditions historiques de l'intervention de l'Etat au début des années 60.

8-L'INTERVENTION DE L'ETAT

La période d'après-guerre au Canada et au Québec a été caractérisée, comme dans les autres pays capitalistes avancés, par une intervention croissante de l'Etat, reflétée notamment par sa part grandissante dans le PNB et les investissements pour l'expansion du capital. Nous avons parlé de ce phénomène dans le premier chapitre. Décrivons donc certains aspects concrets de cette intervention et sa forme.

Le rapport Gray sur les investissements étrangers indique que "sur les 43,9 milliards \$ consacrés au financement total pendant toute cette période (1946-60), 9,7 milliards \$ ont été pris à des sources étrangères—un peu plus de 22%", alors que de 1960 à 1967, "19% seulement du financement total ont été obtenus à l'étranger, un usage proportionnellement plus élevé étant fait des ressources canadiennes, y compris une utilisation proportionnellement accrue des gains cumulés, des déductions pour amortissements et des marchés canadiens de capitaux." (43) Ce qui indique que non seulement les capitaux déjà investis ont servi de base d'accumulation ultérieure pour l'expansion durant les années 1960, mais que l'état a grandement assisté cette expansion:

"Les changements qui ont affecté le compte à long terme sont ici du plus grand intérêt. Les entrées nettes à long terme ayant un effet sur le passif canadien sont passées annuellement de 500 millions\$ environ à 2,5 milliards\$ de 1952 à 1969. En 1952, les investissements directs à long terme au Canada s'élevaient à 360 millions\$; en 1969, ils atteignaient 720 millions\$, soit juste le double de ce qu'ils étaient 17 ans auparavant. Par contre le volume net annuel des entrées à long terme ayant un effet sur l'ensemble du passif a presque quintuplé au cours de la même période. La plus grande partie de cette augmentation a été le résultat de nouvelles émissions d'obligations canadiennes, plus particulièrement d'obligations provinciales qui, à elles seules, ont représenté une augmentation d'un milliard\$. Si l'on y ajoute les autres types d'obligations, les nouvelles émissions ont compté pour 1,5 milliard\$ dans l'augmentation annuelle de 2 milliards\$, enregistrée depuis le début des années 1950" (44)

En termes relatifs donc, l'investissement direct étranger ne représentait plus que 29% du volume net d'entrée de capital à long terme au Canada à la fin des années 60. On ne peut évidemment interpréter cela comme étant une diminution de la domination américaine ou encore par une remontée du capital canadien. En fait, en 1967, les entreprises sous contrôle étranger représentaient 35% des ventes totales et 43,8% des bénéfices. On peut ainsi affirmer que l'expansion du capital en général, et du capital américain en particulier, s'est effectuée en bonne partie sur la base des investissements publics. Cela s'est d'ailleurs traduit par un accroissement du retour sur les investissements en ce qui concerne les capitalistes américains, comme en témoigne le tableau suivant:

Investissements et retours US au Canada (45)

Année	Entrée de capitaux US	Dividendes et intérêts rapatriés aux US	Droits et licences rapatriés aux US	Balance
1960	451	361	90	-
1961	302	464	102	-264
1962	314	476	114	-376
1963	365	455	134	-224
1964	298	634	162	-498
1965	962	703	185	+ 74
1966	1 153	756	211	+186
1967	408	790	243	-625
1968	625	851	261	-487
1969	619	762	268	-511
Total	5 497	6 252	1 170	-2 625

(44) rapport Gray, op.cit., pp. 88-89.

(45) *Canadian Dimension*, Vol. 7 no. 8, avril 1971, p.5; les chiffres sont en millions de dol-

Si l'Etat et les investissements publics ont été le "moteur" de la croissance, on peut cependant constater à quel point cela a profité au capital. Comment concilier cette conclusion avec l'apparente évidence que l'accroissement du secteur public visait à créer les bases pour la croissance des petites et moyennes entreprises, donc la croissance du capital moyen d'origine autochtone. C'est en ces termes précis que s'exprimait d'ailleurs un des artisans de la révolution tranquille, lors de la campagne électorale de 1960, Jean Lesage:

"Seule une politique favorisant l'extension du mouvement coopératif, la création d'entreprises canadiennes-françaises plus nombreuses et l'accession des canadiens-français aux postes de commande dans les entreprises établies avec du capital étranger peut permettre que nous n'ayons plus l'humiliante impression que nous ressentons parfois de jouer les serviteurs dans notre propre maison."
(46)

On serait porté à croire que c'est ce qui s'est produit en constatant que les grandes entreprises (plus de 500 employés) en 1959 employaient 34,5% de la force de travail, contre seulement 30,3% en 1969. Ainsi, le gouvernement québécois aurait mis sur pied diverses institutions de financement afin de permettre au capital québécois de "s'insérer dans l'expansion du grand capital et en tirer tout ce qu'il pouvait" (47)

Pourtant la croissance des investissements publics (de 11,6% du PNB en 1950 à 24,4% en 1974) n'avait rien d'une menace pour le grand capital. Ainsi, selon l'hebdomadaire de la bourgeoisie *The Financial Post*, l'élection de Lesage en 1960 était le symbole de la "reconstruction" de la province et la fin de l'isolationnisme du régime Duplessis (rf. suppléments annuels sur le Québec, mars 1960 et mars 1961). D'autre part, on a fait remarquer que:

"Certaines sociétés engagées dans le développement des ressources naturelles auraient vu d'un bon oeil la création d'entreprises publiques pour fournir les services de base dont elles avaient besoin dans leurs projets." (48)

lars US, cité dans *Ne comptons que sur nos propres forces*, CSN, 1971.

(46) Denis, R., *Lutes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, 1979, p. 93.

(47) Brunelle, D., op.cit., p.102.

(48) McRoberts, K. et D. Postgate, *Développement et modernisation au Québec*, 1983, p.95.

Parmi ces services, il y a bien sûr la question de l'hydro-électricité, dont certaines compagnies comme l'ALCAN réclamaient la nationalisation dans les années 1950 afin de réduire les coûts de production. Il ne faudrait toutefois pas conclure à la lumière de ces remarques que la période du régime Duplessis fut un obstacle au développement capitaliste. Au contraire, ce régime a encouragé l'expansion du capital durant ces années, notamment dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles. Selon Bourque et Legaré, ce régime n'a vraiment manifesté son "retard superstructurel" qu'après 1955, au moment où l'expansion du capital se réorganisait sur d'autres bases, et alors il devint une véritable entrave pour certaines sections des capitalistes. Ces sections capitalistes avaient besoin "de réorganiser le capital non-monopoliste en fonction de nouvelles réalités imposées par le capital monopoliste." (49)

Pour en revenir à la période après 1960, ajoutons que le discours "nationaliste" sous-tendant les réformes reflète aussi l'intérêt du capital à concentrer les petits capitaux. Ainsi, plus tard, *The Financial Post* affirme en mars 1963:

"it is an acknowledged fact that in Quebec there are too many small plants to support an adequate level of profitability, research, development and growth".

L'intervention étatique prend donc une nouvelle forme. Par exemple, sa part dans la formation brute de capital fixe passe de 13,3% en 1955 à 14,8% en 1960, 19% en 1964 et plus de 20% en 1968. Une bonne part de ces investissements se fait sur la base d'emprunts de même qu'en concentrant l'épargne et les fonds publics dans des organismes comme la Société générale de financement et la Caisse de dépôts. L'endettement du Québec augmente considérablement passant de 240 millions\$ à 564 millions\$ en 9 ans, soit plus de 4 milliards\$ au total de 1960 à 1969. Cela équivaut en 1967 à 34% du revenu personnel par employé, alors que cette proportion était de 16% en 1960. (50)

(49) Bourque et Legaré, op.cit., p. 163.

(50) Brunelle, D., op. cit., p.163.

Si l'idéologie nationaliste prétend que ces investissements ont servi à bâtir des instruments "collectifs" de développement, comme les écoles, les hôpitaux et autres établissements publics, la ponction des revenus (intérêts et dividendes) allant à l'étranger, a augmenté de 46,6% entre 1951 et 1960 et de 103% de 1960 à 1970 (pour l'ensemble du Canada), (51). Cette intervention de l'état dans les investissements a également comme résultat d'alléger la proportion de capital fixe que chaque capitaliste doit supporter, et augmente donc leur taux de profit, tout en leur offrant de nouveaux champs de capitalisation (construction, équipements scolaires et hospitaliers, produits pharmaceutiques).

L'analyse détaillée de cette période révèle de plus que loin d'égaliser les revenus et de faire disparaître les écarts de classes, les inégalités se sont creusées. Par exemple, en 1950, la couche des plus bas salariés québécois (33,7%) gagnaient l'équivalent de 16,5% des revenus; en 1970, les plus bas salariés regroupés dans la même proportion (32,4%) ne touchent plus que 13,6% des revenus totaux. Parmi les employés du gouvernement provincial, en 1960, les 78,4% d'employés gagnant moins de 5 000\$ par année recevaient 62,5% du revenu total, et en 1970, ceux qui reçoivent moins de 6 500\$ (l'équivalent de 5 000\$ de 1960) sont descendus à 51,1% mais ils ne touchent que 31% du revenu total. Dans les entreprises, les 76,7% d'employés gagnant moins de 5 000\$ touchaient 58,2% du revenu en 1960, tandis qu'en 1970, les 60% avec un revenu inférieur à 6 500\$ ne reçoivent que 32,7% du total. Ces deux rapports passent donc de 1,25 et 1,32 en 1960, à 1,65 et 1,85 en 1970 (où un rapport de 1,0 exprime l'équilibre), (52)

Ainsi, l'apparition d'une couche moyenne n'a rien à voir avec une standardisation des revenus et des niveaux de vie, mais est liée à l'attribution de revenus plus élevés à une couche d'employés oeuvrant surtout dans les nouvelles institutions publiques et les grandes entreprises.

(51) *ibid.*, pp. 121-122.

(52) *ibid.*, pp. 75-77.

On peut déceler ce phénomène dans l'évolution des revenus selon les catégories (53)

Revenu indexé en \$ de 1950	1950		1960		1970	
	%emp./%	% du revenu	%emp./%	% rev	%emp./%	% rev.
0 -3000\$	69,2	46,0 (1,5)	50,1	30,6	43,1	21,0 (2,1)
3001-5000	22,8	27,3 (0,8)	36,4	37,9	32,7	32,2 (1,0)
5001-10000	6,0	12,9 (0,5)	10,9	19,2	20,7	33,0 (0,6)
10001- +	2,0	13,8 (0,1)	2,6	12,3	3,5	13,8 (0,3)

note: %emp. indique le pourcentage d'employés avec un revenu imposable selon les catégories de salaires et % du rev. indique la portion du revenu total des employés avec un revenu imposable selon les catégories.

On voit que le rapport numérique pour les revenus les plus bas est passée de 1,50 à 2,05, aggravant donc l'écart entre les catégories de revenus, puisque le rapport des couches les plus fortunées n'a presque pas changé. (54) Une autre étude comportant des données jusqu'en 1973 indique que la situation est demeuré la même (55)

Parlons brièvement maintenant de ces nouveaux emplois qui sont apparus dans les années 1960. Selon plusieurs auteurs, la croissance des emplois dans le secteur public et en général, dans les sphères non productives, est associée à une ère de prospérité et de bien-être généralisé. Ainsi, A. Cossette soutient la thèse du département du commerce des Etats-Unis voulant que:

"l'avènement d'une économie de services n'est pas le résultat d'une érosion du secteur manufacturier. Il s'agit plutôt du résultat naturel d'un enrichissement progressif, d'une complexité et d'une spécialisation économique accrues." (56)

(53) Bien qu'il faut savoir que les catégories de revenus n'identifient en rien les classes sociales.

(54) *ibid.*, p. 82.

(55) Frappier-Desroches, M. "La répartition des revenus au Québec", in *Problèmes actuels de l'économie québécoise*, (A.S.D.E.Q.), 1978, p. 65.

Plus précisément, l'augmentation des emplois de services proviendrait de la croissance même des revenus, qui aurait "créée une demande qui a élargi le champ des activités tertiaires rentables." (57). Cette croissance serait aussi un des aspects de l'avènement de la "société post-industrielle", où règne "la saturation des principaux besoins matériels" (58). Pourtant, de nombreux faits illustrent que la croissance des emplois dans le secteur dit "tertiaire" a signifié trois effets contredisant la thèse du "bien-être": 1-un taux de syndicalisation plus faible; 2-des salaires plus bas et; 3- la croissance des emplois à temps partiel et temporaires. Ainsi, mis à part l'enseignement (75%), les services de santé et sociaux (53%), les transports, communications et services publics, le taux de syndicalisation est de loin plus faible dans le "tertiaire" (34%), que parmi les employés de l'industrie manufacturière (45%). Ce fait se reflète dans la moyenne des salaires, qui est demeuré le plus bas dans les secteurs moins syndiqués (services, finances, commerce), et il en va de même pour les augmentations salariales entre 1966 et 1979, soit de 14,3% à 14,9% pour ces trois secteurs contre 15,4% pour l'ensemble. (59)

Enfin, le secteur "tertiaire" est celui où la proportion d'employés à temps partiel et d'employés rémunérés au salaire minimum est la plus forte, phénomène qui ne cesse d'ailleurs de croître depuis les années 1970 (60) Au moment même où la crise du chômage reprend, en 1966 (année où le taux fut le plus bas), les capitalistes et le gouvernement lancent une campagne contre les hausses salariales des travailleurs, qui sont alors blâmés pour "l'essoufflement" de la croissance. Pour les réformistes et les nationalistes, c'est le signe de l'abandon par la bourgeoisie moyenne au Québec de son alliance avec une partie des travailleurs, marqué par l'adoption de mesures anti-démocratiques, ou ce qu'ils appellent la "mise au rancart de la démocratisation" (61). La crise capitaliste dont les effets furent retardés en quelque sorte par

(56) Cossette, A., *La tertiarisation de l'économie québécoise*, 1981, p.xix.

(57) *ibid.*, p.56.

(58) *ibid.*, p. 61.

(59) *ibid.*, pp. 162-165

(60) *ibid.*, p. 174.

(61) Brunelle, D., *op.cit.*, p. 101.

L'intervention de l'état, doit éclater tôt ou tard. Cette crise donne ainsi lieu à un aiguïsement des conflits de classes, non seulement entre bourgeoisie et classe ouvrière, mais aussi entre fractions de classe bourgeoise. Ce sujet prête en soi à une étude que nous n'avons pas le loisir d'entreprendre en profondeur. Néanmoins, examinons la position sociale qu'occupe la "nouvelle classe moyenne" produite par l'expansion du capitalisme monopoliste.

9-LA PLACE DE LA PETITE-BOURGEOISIE DANS LE CAPITALISME MONOPOLISTE

Nous avons souligné divers phénomènes relatifs au développement du capitalisme monopoliste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, dont l'intervention de l'Etat, la domination impérialiste, la croissance inégale, sans oublier qu'une des bases de ce développement fut le pillage néo-colonial des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Un autre aspect important concerne les changements dans la structure des emplois puisque surtout à partir de 1960, la proportion d'emplois dans le secteur manufacturier reste à peu près au même niveau et que celle des emplois improductifs (services, commerce, institutions financières, appareil d'état) augmente considérablement. On a assisté ainsi à ce que divers auteurs ont appelé la "tertiarisation" de l'économie, tantôt interprétée comme l'avènement d'une société post-industrielle sans antagonisme de classes, tantôt comme l'émergence d'une société de la classe moyenne, représentant une troisième force ou une troisième voie entre le prolétariat et la bourgeoisie. Nous avons déjà signalé que dès le début du siècle apparaît une couche d'employés occupant des postes intermédiaires entre les travailleurs et le capital et que ces employés devaient de plus recevoir une formation spécialisée.

Si l'on peut aisément déterminer la position de classe de ces employés salariés comme étant la petite-bourgeoisie, qu'en est-il de la masse des employés improductifs qui émerge après 1945? Sont-ils eux aussi des agents de cette nouvelle petite-bourgeoisie? Sont-ils les

agents derrière le moteur des transformations caractérisant la "révolution tranquille"? S'il est évident que ces "cols blancs" (terme certes ambiguë qui prétend définir le caractère intellectuel du travail d'un grand nombre de ces employés) ne sont pas des ouvriers productifs dans le sens défini par Marx, i.e. des producteurs de plus-value pour le capital, doit-on comme Poulantzas les associer à une nouvelle classe(62) petite-bourgeoise, qui se définit négativement par rapport aux deux classes fondamentales? Ainsi cette classe comporterait tous ces éléments (sans compter ici les classes pré-capitalistes et la petite-bourgeoisie traditionnelle) n'étant ni agents du capital ni travailleurs productifs, mais qui néanmoins tendraient à se fractionner et à se polariser vers l'une ou l'autre des deux classes antagonistes. Cette petite-bourgeoisie serait distincte de l'ancienne, basée sur la petite propriété et la petite production; car au contraire de celle-ci, elle est le produit du capitalisme monopoliste, alors que l'autre a tendance à disparaître sous le capitalisme. Enfin, selon Poulantzas, cette classe n'aurait pas de position politique à long terme, mais certains traits idéologiques la caractérisent, notamment un réformisme voué à modifier les torts ou abus du capitalisme. Poulantzas souligne de plus que la détermination de classe de cette couche d'employés est essentielle pour contrer les diverses théories de la tertiarisation, de la déprolétarianisation, etc., bref des théories fondées sur l'argument que l'évolution du capitalisme depuis 1945 tend vers une résorption des antagonismes de classe, une société ouverte et mobile, etc.

Selon Poulantzas, l'émergence de cette nouvelle petite-bourgeoisie n'élimine pas l'antagonisme fondamental entre le prolétariat et la bourgeoisie ni le fait que seule la classe ouvrière peut assurer, par son hégémonie, les transformations révolutionnaires de la société. Ainsi soutient-il que ces employés ne peuvent être incorporés au prolétariat parce que le salaire qui leur est attribué est une dépense improductive pour le capital car en retour, le travail ne crée aucune nouvelle valeur (même s'il s'agit bien d'un travail exploité puisqu'il n'est payé qu'en partie). Les frontières de classe départageant la plupart des employés improductifs et le pro-

(62) Poulantzas, N., *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, 1974, 3e section.

létariat sont fondées sur le fait que dans le cadre de la division entre travail manuel et travail intellectuel, ces employés salariés se retrouvent plutôt du côté du travail intellectuel. Mais par rapport à la bourgeoisie et au travail intellectuel, ces employés sont majoritairement dans une position subordonnée/dominée. Par contre, certaines occupations liées à la surveillance et la gestion du travail ont tendance à rapprocher certaines fractions petites-bourgeoises avec le capital (63)

Une des conséquences de l'analyse de Poulantzas pour les sociétés capitalistes avancées est que dans l'examen de la structure sociale, on se rend compte que les effectifs de cette petite-bourgeoisie nouvelle deviennent aussi, sinon plus, importants que les effectifs du prolétariat (64) C'est d'ailleurs ce dont rend compte A. Légaré dans son analyse des classes sociales au Québec, dont nous discuterons plus loin. D'autres auteurs cependant, tout en rejetant les théories de la tertiarisation et autres du genre, arrivent à des conclusions différentes quant à la position de classe des employés salariés improductifs. Ainsi, Baudelot, Establet et Malemort estiment qu'une bonne part des travailleurs salariés du secteur commercial, du secteur des banques et des institutions financières et d'autres secteurs sont des "quasi-prolétaires", même s'ils ne sont pas producteurs de plus-value, parce que leur travail assure la compression des frais de circulation du capital et accélère sa réalisation. Leur travail est ainsi conditionné par le rythme d'accumulation du capital et la masse des profits. Ces salariés s'associent donc au prolétariat du fait de la pénétration capitaliste dans le commerce, les banques, institutions financières, etc., qui a comme effet de soumettre tous les rapports de travail au salariat et d'intensifier le travail en vue d'accélérer la rotation du capital (65). P. Jalée reprend les mêmes arguments, soulignant le fait que la masse des travailleurs improductifs apparue depuis 1945 crée les conditions pour augmenter la plus-value en accélérant la circulation du capital

(62) *ibid.*, pp. 222-226 et p. 287.

(64) Poulantzas soutient toutefois que cela ne signifie pas la réfutation de la thèse marxiste sur la prolétarianisation de la société capitaliste, laquelle doit être entendue aussi au niveau mondial.

(65) Baudelot, C., R. Establet et J. Malemort, *La petite-bourgeoisie en France*, 1974, chapitre 6.

(66). Il réfère directement à ce propos à l'analyse de Marx (*Capital* Livre III, section 4) où ce dernier étudie la fonction du capital commercial par rapport au capital productif. Avec la division du travail entre capitalistes, le capital commercial, qui "n'est rien d'autre que le capital marchandise du producteur appelé à parcourir le procès de conversion en argent", en vient à être la fonction exclusive d'une partie des capitalistes, les commerçants. Le capital commercial devient pour eux "une affaire autonome d'investissements particuliers de capitaux"

(67). Or ce capital qui se trouve dans la sphère de circulation n'est pas productif, les capitalistes retirant leur revenu d'une plus-value déjà produite (68). Cependant, le fait qu'un nombre croissant de capitalistes n'aient comme fonction exclusive que le commerce (la circulation) fait que le "producteur" économise sur le temps de vente, temps qu'il peut employer à une surveillance accrue du procès de production, donc pour augmenter la productivité. Ainsi, "non seulement le producteur voit sa marchandise se convertir plus vite en argent, mais encore le capital-marchandise accomplit plus rapidement sa métamorphose qu'il ne le ferait entre les mains du producteur" (69)

De plus, la circulation se fera d'autant plus rapidement que la consommation est facilitée, ce qui implique le développement de branches comme le marketing, les communications, la publicité, etc., autant d'activités tertiaires improductives. Il est clair donc que "le procès de circulation est une phase de l'ensemble du procès de reproduction. Mais aucune valeur, donc aucune plus-value, n'est produite au cours du procès de circulation" (70); elle est déjà contenue. Mais dans la mesure où le capital-marchand "contribue à abrégé la période de circulation, il peut aider indirectement à augmenter la plus-value produite par les capitalistes industriels", et en étendant le marché capitaliste, "sa fonction favorise la productivité du capital industriel et son accumulation (et) augmente le rapport de la plus-value au capital avancé,

(66) Jalée, P., *How capitalism works*, 1977, pp. 104-105.

(67) Marx, K., op. cit., Cap. III, p. 263.

(68) *ibid.*, p. 266.

(69) *ibid.*, p. 268.

(70) *ibid.*, p. 271.

dont le taux de profit" (idem.).

Qu'en est-il alors des travailleurs employés dans cette activité? Si à cette époque, la proportion de ces travailleurs ne représentait qu'une infime minorité parmi les salariés, Marx n'en dit pas moins que leur travail n'est pas tellement différent de celui des autres salariés, notamment en ce que leur salaire "est déterminé comme pour tous les autres salariés, par les frais de production et de reproduction de sa force de travail" (71). Il existe entre les types de salariés la même différence qu'entre le capital industriel et le capital commercial, lequel tire son profit du transfert de plus-value du capital industriel et en ne payant qu'une partie du travail accompli par ses employés. Plus la masse de capital commercial est élevée, plus il est possible de faire du profit:

"Bien que le travail non payé de ses commis ne crée pas de plus-value, il lui procure cependant l'appropriation de plus-value; ce qui, pour le capital, aboutit au même résultat; ce travail non payé est donc source de profit." (72)

Ce travail non payé est "le travail nécessaire pour qu'un capital fonctionne comme capital commercial, afin d'entraîner la conversion de marchandises en argent et d'argent en marchandises." Plus le capital produit de marchandises, plus importantes et diversifiées deviennent les fonctions commerciales, donc la dépense en capital variable dans cette sphère. Si cette dépense est improductive, elle doit donc supposer un profit important au départ.

Marx avait déjà supposé que la croissance des travailleurs improductifs signifierait aussi une diminution de leurs salaires et une dégradation relative de leurs conditions de travail, plus avantageuses à son époque par rapport à celle des autres travailleurs. Ce phénomène est évidemment lié à une division plus poussée du travail, la parcellisation des tâches et la déqualification du travail. Ainsi la croissance de ce secteur est inévitable avec le développement du capitalisme. La force de travail engagée dans ce secteur par le capital "lui rapporte non pas

(71) *ibid.*, p. 282.

(72) *ibid.*, p. 283

parce qu'il crée directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer les frais de réalisation de la plus-value, en accomplissant du travail en partie non payé". Et avec "le progrès du mode de production capitaliste, son salaire a tendance à baisser même par rapport au travail moyen. Cela est dû d'abord à la division du travail à l'intérieur du bureau" et aussi, "à la généralisation de l'enseignement", qui assure un recrutement massif parmi les éléments auparavant inadaptés à ce travail (73). Du point de vue du capital donc, ce travail est un "investissement productif".

A la suite de cet exposé, il devient plus difficile de caractériser ces travailleurs comme étant des nouveaux petits-bourgeois, au même titre par exemple que les ingénieurs, techniciens, professionnels et autres travailleurs intellectuels. Ces derniers peuvent-ils vraiment être associés à la masse des employés salariés dans les bureaux, les commerces, les services, etc., qui font un travail de plus en plus parcellisé? La définition de la nouvelle petite-bourgeoisie devrait à notre avis se restreindre à ces travailleurs intellectuels qui occupent vraiment une position intermédiaire, bien que soumis aussi à divers degrés, à la parcellisation et la déqualification du travail.

H. Braverman considère de même que la masse des employés salariés fait partie du prolétariat au sens large, puisque la réserve de force de travail est commune pour tous ces travailleurs:

"La grosse masse des employés drainée vers ces domaines où la demande en main-d'oeuvre est croissante provient de ce grand réservoir de travailleurs indifférenciés rendus disponibles par la chute relative de l'emploi dans d'autres domaines." (74)

Les individus qui forment cette masse peuvent donc aussi bien travailler dans des usines que dans les bureaux ou les services, et la productivité ou non de leur travail dépend des besoins de l'accumulation:

(73) *ibid.*, p. 228 et p. 289.

(74) Braverman, H., *Travail et capitalisme monopoliste*, 1976, p. 298.

"La grande masse de travail qui était considérée comme improductive parce que ne travaillant pas pour le capital a été transformée maintenant en une masse de travailleurs improductifs parce que travaillant pour le capital, et parce que les besoins du capital en travail improductif ont tellement augmenté"
(75)

Ces emplois improductifs ne sont que "de simples rouages de l'ensemble de la machine destinée à multiplier le capital" (p.339), et c'est à ce titre que leur détermination de classe doit plutôt tendre vers le prolétariat que la petite-bourgeoisie, ou ce que Poulantzas a identifié comme les "fractions inférieures" de la petite-bourgeoisie.

La croissance de cette couche d'employés salariés pose en soi le problème de l'éducation, comme Marx d'ailleurs en a déjà parlé. Il est très utile de remarquer que la croissance du nombre de ces employés se fait à peu près au même moment où dans les sociétés capitalistes on introduit diverses lois relatives à l'instruction obligatoire et l'usage croissant de la science et la technique dans la production. De plus, c'est au lendemain de la guerre de 39-45 qu'ont lieu les grandes réformes de la "démocratisation" de l'enseignement. Quelle est la relation entre ces phénomènes? Plusieurs interprètes de cette période considèrent que la réforme de l'enseignement a été l'oeuvre de la classe moyenne, ou de la nouvelle petite-bourgeoisie. Mais l'extension de l'enseignement n'est-il pas le résultat du besoin objectif du mode de production capitaliste de scolariser davantage la force de travail que les capitalistes embauchent?

Selon Baudelot et Establet (1971), le système scolaire capitaliste serait en fait non un système mais un double réseau de "filiales", reflétant la division de la société en deux classes fondamentales. Ils parlent ainsi de:

"réseaux de scolarisation complètement distincts, par les *classes sociales* auxquelles ils sont massivement destinés, par les postes de la *division sociale du travail* auxquels ils destinent ceux qui en sont les objets, et de ce fait par le *type de 'formation'* qu'ils dispensent" (76)

(75) *ibid.*, p. 334.

(76) Baudelot, C. et R. Establet, *L'école capitaliste en France*, 1971, p. 19.

Donc un réseau qui débouche non sur les "études supérieures", mais sur la production matérielle, le salariat, ou le chômage; et un autre réseau qui mène celui-là, pour la minorité des cas, aux études "supérieures", le domaine de la bourgeoisie principalement, de même qu'un nombre limité d'individus d'autres classes sociales, mais en tout, jamais plus de 25% des effectifs scolaires. Pour la majorité des enfants, la possibilité même d'entrer dans ce réseau ne se posera pas, se retrouvant plutôt dans un réseau qui essentiellement mène au travail exploité:

"c'est bien l'essentiel de l'appareil scolaire qui est constitué de secteurs dévalorisés, d'impasses et de dépotoirs; à cette nuance près que, dans la réalité, ces voies sans issues mènent bien quelque part: à la production et aux postes subalternes de l'administration, de la distribution ou de la circulation." (77)

Dans cette hypothèse des deux filières de classe donc, la position de la petite-bourgeoisie est fondue, soit du côté du prolétariat, dans la formation d'une main-d'oeuvre salariée, soit du côté de la bourgeoisie, où les individus entrent en concurrence pour se "tailler une place". C'est pour la minorité de ceux provenant des classes petites-bourgeoises et travailleuses qui ont, pour diverses raisons, accédé au réseau supérieur que devient capitale la question de la démocratisation de l'enseignement.

10-CHANGEMENTS SOCIAUX ET REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Il nous faut donc expliquer la réforme de l'enseignement dans les années 1960 dans le contexte des changements sociaux survenus dans l'évolution récente du capitalisme moderne, et dont l'un des éléments que nous venons d'analyser est l'émergence d'une masse de travailleurs salariés non productifs. Il faut ici traduire dans les rapports concrets l'émergence de cette "nouvelle" classe et établir le rapport entre ce phénomène et la réforme entreprise dans le domaine scolaire, et plus particulièrement dans le domaine de l'éducation post-secondaire.

A. Légaré dans son ouvrage déjà cité sur les classes sociales soutient avec Poulantzas que la

(77) *ibid.*, p. 23.

masse des travailleurs non productifs appartient à la nouvelle petite-bourgeoisie. Elle distingue également des fractions de classe au sein de celle-ci, qui ont tendance à se polariser suivant divers facteurs. Voici comment elle distribue la population en âge de travailler au Québec, en 1961, selon les classes sociales: la bourgeoisie et agents du capital- 4,9% ; la classe ouvrière (salariés productifs)- 22,0% ; la petite-bourgeoisie salariée (nouvelle)- 22,2% ; petite-bourgeoisie traditionnelle- 5,4% ; femmes inactives (identifiées à la petite-bourgeoisie traditionnelle)- 44,0%

Au sein de la nouvelle petite-bourgeoisie, elle distingue trois fractions polarisées importantes, soit une première fraction qui tend à se polariser vers le prolétariat, effectuant surtout un travail manuel. Elle se retrouve surtout dans les entreprises d'état et les grandes entreprises, et nombre des travailleurs sont féminins et non syndiqués. La deuxième fraction regroupe les agents occupant des postes où le travail intellectuel domine, mais de façon subordonnée. Enfin, la fraction supérieure de la nouvelle petite-bourgeoisie est surtout composée des contremaîtres, techniciens, professionnels et autres. Chacune des fractions regroupent environ le tiers des agents, soit respectivement 35%, 27% et 38% (78).

D'autres conclusions viennent étayer ces chiffres. Ainsi, Légaré affirme que 75% des travailleurs manuels improductifs sont rémunérés au même taux que les ouvriers. D'autre part, la division capitaliste du travail entre travail manuel et travail intellectuel contribue à créer l'illusion que ceux qui se situent davantage du côté du travail intellectuel se rangent du même côté que les agents du pouvoir.

Que l'on accepte ou non les thèses de Poulantzas sur l'appartenance à la nouvelle petite-bourgeoisie des agents occupant les emplois salariés non productifs, il reste qu'avec le développement scientifique et technique, et les exigences actuelles du capitalisme, le rôle du savoir a pris davantage d'importance et que la lutte autour de ce savoir implique toutes les classes

(78) Légaré, A., *Les classes sociales au Québec*, 1977, pp. 174-177).

sociales. Si pour une bonne partie de la classe ouvrière et des autres salariés, on assiste à une déqualification du travail et une parcellisation accrue, il reste que pour d'autres travailleurs, la part du savoir technique garde une importance. C'est pourquoi il ne faut pas concevoir non plus la question de la restructuration du système scolaire du seul point de vue de la bourgeoisie, car s'il est évident que celle-ci devait satisfaire ses besoins en force de travail qualifiée, on peut dire qu'elle court un certain "risque" dans la réforme de l'enseignement. En effet, dans les années 60 et après, ce domaine devient un autre terrain pour la lutte de classes, non seulement entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais également entre fractions bourgeoises (par exemple, ce ne sont pas toutes les fractions qui ont un grand besoin pour ce type de main-d'oeuvre ou pour la recherche) et aussi entre celles-ci et les éléments de la petite-bourgeoisie qui aspirent à "égaliser" les chances en leur faveur, notamment la petite-bourgeoisie technocratique.

Ce qui nous reste maintenant à faire est justement de démontrer en quoi la restructuration de l'enseignement post-secondaire au Québec a servi à répondre aux exigences de la reproduction capitaliste durant son expansion des années 60, mais aussi d'indiquer les contradictions qui ont marqué ce phénomène. Pour ce faire, nous allons d'abord dresser un bref historique de l'enseignement au Québec, dans le but d'apprécier la place du système scolaire dans la satisfaction des besoins en main-d'oeuvre du capital jusque dans les années 60. En dressant par la suite divers éléments de comparaison durant les années 1950-1970, nous serons en mesure d'évaluer quelle place a occupé la restructuration du système d'enseignement post-secondaire dans la satisfaction des besoins de la bourgeoisie. Également, à la lumière de l'analyse des classes sociales, nous formulerons des conclusions quant au problème de la couche des employés salariés improductifs. En effet, si leur place devrait se fondre avec celle de la classe ouvrière, de même leur place dans le système d'enseignement devrait tendre à être la même, et donc différente de la filière des professionnels, techniciens et autres agents

intermédiaires. Ainsi, la "démocratisation" de l'enseignement n'aurait permis qu'à une certaine couche de travailleurs intellectuels d'accéder à cette chasse-gardée qu'était jusqu'alors l'enseignement supérieur. Ou alors aura-t-elle été l'occasion pour une nouvelle classe d'avoir accès à des postes plus élevés tout en permettant à une partie des travailleurs de se libérer d'un travail manuel aliénant?

CHAPITRE 3

3-L'ÉVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT

Nous allons maintenant faire un bref historique de l'évolution du système scolaire au Québec. Dans un premier temps, nous tracerons cette évolution jusque dans les années 1950, pour examiner ensuite la période de 1950 à 1970, avec un accent particulier sur les grandes réformes de l'enseignement post-secondaire dans les années 1960. Ceci nous amènera à décrire concrètement le rôle de cette réforme dans le contexte de l'accumulation capitaliste à cette époque. Nous appréhendons cet historique à partir de deux aspects que nous venons de mentionner: d'une part le lien entre les réformes scolaires et les exigences pour la formation de la force de travail et de la recherche scientifique et technique; d'autre part, la fonction idéologique dans l'évolution scolaire, tant au niveau de la justification des réformes que du rôle idéologique général et particulier de l'école. Même si nous abordons séparément l'évolution historique de l'école, ce n'est pas à partir du point de vue qui attribuerait à cette évolution un caractère neutre ou transcendant par rapport à l'évolution des rapports sociaux.

1-DE LA PERIODE COLONIALE AU XXIEME SIECLE

Le rapport Parent dans son histoire de l'enseignement au Québec a distingué quatre ou cinq grandes périodes et la plupart des historiens s'accordent pour les délimiter ainsi: 1-de la colonie française à la Conquête de 1763; 2- de 1760 jusqu'aux années 1840, alors que furent adoptées diverses lois relatives à l'organisation du système scolaire; 3- des années 1840 aux années 1950, où la base du système ne change guère et se caractérise par le quasi-monopole du clergé sur les institutions scolaires; 4- le début des réformes, notamment l'extension de la scolarité obligatoire dans les années 1940, et caractérisé par la formation de deux comités

d'enquête sur les problèmes de l'éducation, soit la commission Tremblay (sur la formation professionnelle et l'enseignement technique) et la commission Parent.

Cette chronologie n'est pas basée directement sur l'évolution des rapports sociaux, mais on peut dire qu'elle les reflète et nous l'utiliserons justement pour illustrer l'importance de mettre ce rapport en évidence.

Les débuts de l'enseignement sont bien sûr liés au début de la colonisation française en Amérique. L'école est alors principalement l'oeuvre des missionnaires, qui sont donc les premiers instituteurs. Les Jésuites en particulier, sont actifs, et ils fondent le Collège de Québec au début du XVIIIe siècle. C'est l'évêque du Canada qui demeure l'autorité suprême en cette matière et hors la théologie, les seules disciplines qui sont enseignées sous ce régime sont l'hydrologie et l'arpentage. On peut également remarquer qu'un des rôles principaux de l'école à ses débuts fut sans doute d'agir comme instrument de subjugation des nations amérindiennes, sous prétexte de les convertir. En réalité, peu de colons étaient touchés par l'école, et parmi les quelques 160 000 habitants en 1760, l'analphabétisme était général (1). L'apprentissage consiste à hériter les techniques très limitées du terroir, de la famille et les collèges d'arts et métiers qui apparaissent à la fin du XVIIe siècle ne concernent que des emplois artisanaux limités, dans le bois notamment. Cette période se caractérise donc par des rapports sociaux pré-capitalistes ou capitalistes peu avancés, et la reproduction scolaire de la division du travail n'est pas encore apparue. Elle ne se développera réellement qu'après 1820 et surtout après 1870 (2)

Après la Conquête anglaise en 1763, rien ne change réellement pendant environ 30 ans. Après un premier projet de loi scolaire en 1789, le gouvernement britannique cherche à établir en 1801 un réseau d'écoles "royales" qui coexisteraient avec les écoles privées ou "séparées"

(1) Audet, L-P. et A. Gauhnier, *Le système scolaire au Québec*, 1969.

(2) Halary, C., "L'enseignement professionnel au Québec" *Interventions critiques*, no 4, hiver 1979, pp. 8-37.

(3). En 1818, il y a 35 écoles royales, en 1829, 84, mais en 1833, le nombre chute à 61 et en 1837 à 31 seulement pour n'en rester aucune en 1846. On blâme cet échec sur l'opposition résolue du clergé catholique à céder son pouvoir sur les écoles. Il faut pourtant chercher d'autres causes au retard du réseau scolaire dans le Bas-Canada, qui serait lié au blocage socio-économique du début du XIXe siècle, en particulier la crise agricole dont nous avons parlé plus haut. C'est aussi au début de ce siècle qu'eut lieu la défaite des forces progressistes au Bas-Canada, après la révolte de 1837, et qui mena entre autres à l'alliance entre la bourgeoisie anglo-canadienne et le clergé catholique.

Après 1840, une série de mesures adoptées au Parlement établissent grosso modo les structures scolaires telles qu'elles se maintiendront jusqu'en 1960. En 1841 sont établies les commissions scolaires avec droit de "dissidence" pour la minorité religieuse (protestante ou catholique). Ce droit pose "ainsi de manière bien officielle le principe de la confessionnalité de l'école" (4). D'autres lois s'ajoutent par la suite, notamment celle sur les taxes obligatoires, contre lesquelles s'élèveront les populations rurales canadiennes-françaises et irlandaises (la "guerre des éteignoirs"). Le clergé obtient donc le droit de siéger sur les commissions, ce qui reflète sa domination sur la société bas-canadienne et plus tard, québécoise. Selon certaines interprétations, ce fait constituerait alors un des facteurs de régression scolaire par rapport à l'évolution scolaire de l'Ontario:

"The emerging denominational character of public education in Lower Canada meant that the colony was running against the tide of education in the West"
(5).

Précisons toutefois deux points: 1- le développement des écoles entre le début et le milieu du XIX e siècle correspond aux débuts de l'industrialisation, dont nous avons déjà décrit le processus; 2- la forme particulière que prend cette évolution dans la colonie bas-canadienne se

(3) Audet, L-P. et A. Gauthier, op.cit., p. 9.

(4) ibid., p. 16.

(5) Magnuson, R., *A brief history of Quebec education*, 1980, p. 31.

caractérise par des rapports sociaux spécifiques, dont l'alliance entre le clergé et la bourgeoisie. Cette alliance a permis entre autres la défaite du mouvement des Patriotes. Après sa victoire, la bourgeoisie anglo-canadienne s'est accommodée d'une forme particulièrement étroite d'enseignement, dominé par le clergé, qui reflète les rapports sociaux dominants. Notons de plus que l'école bas-canadienne s'alimente des idées les plus réactionnaires (aidée en cela par l'arrivée après 1789 des exilés français réactionnaires) et se restreint à l'enseignement de la théologie et des professions libérales, alors que les écoles anglaises enseignent déjà en vue de professions techniques et commerciales(6).

Il faut dire qu'au Bas-Canada, l'implantation de la production capitaliste se base sur l'exploitation d'une force de travail ignorante ou immigrée. Egalement, le développement capitaliste s'y distingue par la résistance de la classe paysanne, basée sur la petite production agricole qui occupera la majorité de la population après l'abolition des seigneuries en 1854 jusqu'au début de la première guerre (7)

Avec l'Acte constitutionnel de 1867, le clivage confessionnel s'accroît et résultera en un cheminement indépendant des deux systèmes (catholique et protestant) jusqu'au milieu du XXe siècle, malgré le fait que le Conseil de l'Instruction publique devait chapeauter les deux. Quant à l'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de 12 ans, adoptée dès 1871 en Ontario, son adoption sera opposée par le clergé durant plus de 50 ans, soit jusqu'en 1943. Cependant, même si cette loi avait été adoptée plus tôt, peu de choses auraient changé car le degré d'instruction demeurerait lié au stade des rapports de production. On peut ainsi soutenir que la participation scolaire n'aurait pas augmentée sensiblement.

(6) Magnuson, R., op.cit., chap. 3.

(7) Bourque, G. et A. Légaré, op. cit., pp. 130-131.

Le retard scolaire apparaîtra cependant pour certains comme un, sinon le plus important facteur ayant transformé le Québec en une société "repliée sur elle-même et sur un passé trop souvent générateur de pessimisme et de divisions stériles" (8). Nous croyons toutefois qu'il s'agit là d'une surestimation du facteur idéologique dans l'explication du "retard" scolaire du Québec, celui-ci étant moins une cause qu'une conséquence d'un certain blocage socio-économique, lié lui-même à l'inévitabilité d'un développement inégal du capitalisme au Canada. D'autre part, l'évolution de la formation professionnelle démontre que le rôle réactionnaire du clergé demeure limité. Le développement de ce type de formation à la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles, est le reflet objectif du développement des besoins capitalistes. Au même moment où se produit une forte période d'urbanisation et d'industrialisation, on voit surgir un grand nombre d'écoles techniques aux alentours de 1910, jusque dans les années 1940 (9). Le développement des écoles apparaît alors davantage comme le résultat de la nécessité économique pour les capitalistes de prolonger l'école de base, ce qui dans le cas du Québec peut prendre une forme différente avec l'évolution d'écoles privées et semi-privées enseignant les techniques. Ce n'est que lorsque la masse des travailleurs entre dans la production de masse et devient salariée que se présente le besoin d'instaurer une véritable loi sur l'instruction obligatoire (10)

(8) Audet, L-P. et A. Gauthier, op.cit., p. 33.

(9) Québec, (rapport Parent), *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, Tome I, 1963, pp. 16-17.

(10) Halary, C., op.cit., p.14.

2-L'ENSEIGNEMENT ET FORMATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Ainsi, malgré le retard scolaire du Québec au cours du XIX^e siècle, on voit apparaître un type d'enseignement lié au développement industriel que connaît la province. Ce qui est déterminant n'est donc pas le rôle de l'Eglise, même si celle-ci a certes eu son importance pour maintenir la subjugation économique et spirituelle des Québécois. Ce qui l'est davantage, c'est que le développement des rapports capitalistes nécessitent une transformation dans la formation d'une partie de la force de travail. Ainsi l'expansion capitaliste depuis la fin du XIX^e siècle passe par une augmentation sensible du nombre d'emplois visant l'encadrement, la supervision et la direction des entreprises, lesquels nécessitent une formation spécialisée (11). Il est clair qu'au départ, la formation spécialisée ne visait justement que cette couche d'employés intermédiaires. Vint plus tard la formation adaptée aux ouvriers liés spécifiquement aux nouvelles industries et à l'avènement du machinisme dans les secteurs en expansion comme les pâtes et papier, l'industrie chimique, l'industrie mécanique, les textiles, etc.

Le développement capitaliste au milieu du XIX^e siècle au Québec accentue donc la division du travail et contribue à faire éclater les métiers traditionnels, dont plusieurs étaient basés sur le système d'apprentis. La généralisation du salariat brise ce type de rapports avec le travail en faveur d'un travail comportant des tâches de plus en plus spécialisées et avec des relations de travail autoritaires. Ainsi les capitalistes peuvent embaucher massivement une main-d'oeuvre non qualifiée, alors que pour les emplois spécialisés, on compte sur l'immigration pour développer progressivement les instruments pour l'enseignement technique (12). Ainsi, les écoles techniques apparaissent dans certaines entreprises d'abord, en particulier celles des chemins de fer (Canadien Pacifique, Grand Tronc et Dominion Bridge) et en 1910, on compte environ 75 écoles techniques avec 5 800 élèves. Il faut dire que ces écoles ne sont pas intégrées au réseau scolaire, et qu'en fait, la confusion est grande entre les divers paliers

(11) Bélanger, P. et C. St-Pierre, op. cit., p. 131.

(12) Charland, J-P., *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*, 1982, p. 38.

d'enseignement même dans le réseau scolaire officiel. De toute manière, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la scolarisation progresse très peu. Ainsi à Montréal en 1905, sur 3 442 élèves qui entrent en première année, il n'en reste que 1 118 en 4^e année et 426 en 5^e année, soit environ 1/8 (13)

Peu d'ouvriers ont effectivement suivi un cours de formation malgré la création dès les années 1860 des "Mechanics' Institute" par les sociétés d'artisans, pris en main plus tard par le gouvernement. Au même moment, la bourgeoisie, qui est majoritairement anglophone on le sait, veille à ce que l'Université McGill établisse l'enseignement des sciences appliquées, de même qu'à l'établissement d'une école de génie civil et minier, et une autre de chimie et métallurgie. En 1872, le Conseil des Arts et Manufactures établit des cours spéciaux, surtout de soir, pour les ouvriers, et qui correspondent à l'équivalent francophone des cours des Mechanics' Institute. Mais la diversification rapide des tâches dans la production et la difficulté d'y adapter les cours, aboutissent au début du XX^e siècle à une "crise" de l'enseignement technique, lequel fait l'objet d'une commission d'enquête fédérale. De nombreuses écoles techniques étaient apparues vers 1910, à Montréal, Québec, Shawinigan, Hull, mais les capitalistes, par l'entremise des "Board of Trade" réclament davantage du gouvernement fédéral. La bourgeoisie francophone, elle, parle de l'enseignement technique comme étant une voie de salut. Quoiqu'il en soit, c'est entre 1900-1920 que s'établit définitivement la base de la formation, et ce:

"en fonction même de la modification de la structure hiérarchique au sein des entreprises et d'une accentuation de la division entre le travail intellectuel et le travail manuel, s'opère durant ces années une différenciation entre le '*cours technique*', qui après trois ans d'études théoriques et de stages pratiques aboutit au 'Diplôme de technicien' et qui, à certaines conditions, permet l'accès à l'enseignement universitaire de l'École Polytechnique, et le '*cours de métiers*' "

(14)

(13) *ibid.*, p. 43.

(14) Halary, C. et M. Fournier "L'enseignement professionnel au Québec: débats et enjeux", in *Bulletin du RCHTQ*, Vol 5, no 1, p.

lequel dure deux années (après la sixième année) et permet d'obtenir un certificat avec mention de spécialités pour les ouvriers. Ainsi, le cours technique vise plutôt les postes intermédiaires, dont la fonction est d'augmenter la productivité dans les industries comme la métallurgie, le bois et le matériel électrique. D'ailleurs, les conditions d'admission à ce cours vont s'élever au cours des ans et l'enseignement comme tel deviendra plus théorique et général (15). En 1926, on introduit le cours de métiers qui "ne viserait qu'à produire de bons ouvriers, alors que leurs études destineraient les techniciens à être chefs de services, contremaîtres, etc." (p.119), affirmait le Congrès de l'enseignement technique en 1925. La prospérité d'après-guerre (celle de 14-18) semblait donc permettre l'extension de l'enseignement de même que le prolongement jusqu'à 14 ans de la formation générale. Mais la crise des années 1930 fait stagner la scolarisation, et les ouvriers subissent une baisse générale de compétence, ce qui créera à nouveau une pénurie d'ouvriers qualifiés. Celle-ci favorisera alors l'expansion rapide de l'enseignement spécialisé et de cours liés à la rationalisation de type tayloriste du travail. On voit donc, juste avant la guerre, une expansion des écoles d'arts et métiers destinées principalement aux ouvriers dans les métiers mécaniques: mécaniciens, machinistes, etc., de même que dans l'industrie métallurgique et l'industrie des pâtes et papier (16)

On distingue donc nettement une différence entre les cours techniques d'une part, destinés aux futurs contremaîtres, pour lesquels la 8e et 9e année sont nécessaires et d'autre part, les cours de métiers destinés aux ouvriers qualifiés et pour lesquels il faut une 6e année. Dans le dernier cas, peu de temps est consacré aux études théoriques, mais néanmoins, seulement 3% des ouvriers sont affectés par ce type de cours (17). Ce sont ces cours qui connaissent le plus important développement durant les années 30 et 40, et on voit également surgir des écoles spécialisées dans diverses régions, comme pour le meuble à St-Hyacinthe, les textiles dans l'Estrie, les arts graphiques à Montréal et Québec, la papeterie à Trois-Rivières, etc. Le

(15) Charland, J-P., op. cit., p. 100

(16) Halary, C. et M. Fournier, op.cit., p. 9 et Charland, J-P., op.cit., p.160.

(17) Charland, J-P., op.cit., p. 205.

nombre d' écoles d'arts et métiers passe de 7 en 1937 à 32 en 1945.

Par ailleurs, on constate que la proportion des élèves destinés au cours technique est passée de 86,4% à 50% entre 1925-26 et 1945-46, alors que celle des cours des métiers est passée de 13,6% à 49%, sur un total de 860 et 4 500 élèves respectivement (18). Le taux de réussite passe de 20% à 55% pour les cours techniques, alors qu'il stagne entre 34% et 38% pour les cours de métiers, creusant ainsi l'écart entre les deux cours.

Un autre aspect de ce développement est l'intervention accrue de l'Etat. D'abord au début des années 1930, des lois sont adoptées visant à contrôler la qualification et régissant l'apprentissage sur le tas et la certification des ouvriers. Ces mesures visaient surtout à cette époque les domaines touchant la "sécurité du public": électricité, construction. (p.205) En 1940 et 1941, le gouvernement provincial adopte des lois règlementant l'enseignement dans les écoles spécialisées privées, et il crée un Conseil supérieur de l'enseignement technique (p. 154). La participation du gouvernement fédéral s'est accentuée entretemps, avec la guerre, et il peut alors, constitutionnellement, entreprendre des "programmes de formation professionnelle visant les travailleurs de l'industrie de guerre, les chômeurs ou des programmes de mise en valeur des ressources naturelles du pays" (p. 158).

Enfin, après la guerre, en 1945, Québec adopte la "loi de l'aide à l'apprentissage", qui établit un réseau de centres d'apprentissage, parallèle aux écoles techniques et d'arts et métiers existantes, dans le but d'offrir une "formation professionnelle à un nombre élevé d'apprentis" notamment dans l'industrie du bâtiment alors en pleine expansion (19). Aussi les cours spéciaux pour contremaîtres introduits durant la guerre augmentent et de nombreuses écoles professionnelles privées surgissent, sur l'initiative d'entreprises qui considèrent que le réseau public ne satisfait pas la demande en main-d'oeuvre qualifiée. Ce fait portera la com-

(18) Charland, J-P., op.cit., p.192.

(19) Halary, C. et M. Fournier, op. cit., p. 10.

mission d'enquête sur "l'enseignement technique et professionnel" dirigée par Arthur Tremblay à proposer en 1955 des changements afin de "réaliser une meilleure unification-coordination de l'enseignement des diverses institutions existantes (et) adapter cet enseignement aux nouvelles conditions du marché travail" (p.15).

On constate alors un plafonnement ou une "crise" de l'enseignement de ce type autour de 1956, à la fois causé par l'évolution rapide de la division du travail et par le manque de ressources des commissions scolaires. De plus, malgré l'extension durant la guerre de l'âge obligatoire de scolarité, la progression demeure lente; environ 2,7% de la population mâle entre 14-20 ans est inscrite à des cours professionnels, contre 4,2% en 1961-62, mais 42% à l'école secondaire. Egalement, on peut remarquer que la moyenne de scolarité des élèves des centres d'apprentissage passe seulement de 6,7 années en 1952 à 7,7 années en 1960 (20)

L'augmentation du nombre des centres d'apprentissage serait liée à une demande accrue pour des ouvriers qualifiés dans des domaines autres que ceux qui étaient servis par les cours d'arts et métiers (bâtiment, chaussures, imprimerie, etc.). Mentionnons aussi qu'en 1951, le gouvernement fédéral commence à accorder des subsides aux universités, mais au Québec, le régime Duplessis empêchera les universités francophones d'en obtenir jusqu'en 1959.

3-ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL ET LA REFORME

Le rapport de la commission Tremblay a précédé de peu les réformes scolaires qui suivraient les travaux de la commission Parent au début des années 60. Mais dès 1961, on avait recommandé d'unifier les programmes de formation et de créer trois paliers d'enseignement; soit l'initiation au travail, les cours de métiers et les cours techniques (21). Jusque là, aucun

(20) Charland, J-P., op.cit. p. 290.

ministère ne contrôlait toutes les écoles techniques, celles-ci se trouvant sous le contrôle soit du ministère de la Jeunesse, du Travail, de l'Agriculture, des Mines, du Commerce ou d'autres. Parmi les entreprises, par ailleurs, seulement 8,8% fournissaient une formation professionnelle, mais celles-ci regroupaient 32% de la main-d'oeuvre selon un sondage effectué en 1964. Voilà qui est révélateur quant au rôle nouveau joué par la force de travail qualifiée dans l'accumulation capitaliste. Plus les entreprises sont grandes, plus elles sont nombreuses à offrir une telle formation: 39,5% de celles ayant plus de 100 employés; 47% de celles avec de 200 à 499 employés; et 67% de celles avec plus de 500 employés (p. 366). Ce sont ces grandes entreprises qui voulaient de l'Etat une prise en charge de la formation générale et spécialisée des élèves, alors que sans doute, les capitaux plus petits ne s'intéressaient qu'à engager une force de travail qui se forme sur le tas:

Cette intégration des différents types d'enseignement se fera alors progressivement jusqu'en 1970, avec le fusionnement des cours de métiers et d'initiation au travail au niveau secondaire, dans les polyvalentes, dans un premier temps. Avec le fusionnement de la plupart des cours techniques au niveau collégial, dans les collèges d'enseignement général et professionnel (C.E.G.E.P.) dans un deuxième temps, en 1967. Un réseau public d'enseignement général et professionnel qui s'étend du secondaire au collège est donc créé, alors que tout récemment encore, seul le réseau primaire était public et gratuit. Selon le rapport Parent, 10% des effectifs au secondaire devraient être orientés aux cours d'initiation au travail, cours qui doivent être assez généraux afin d'assurer une certaine mobilité du travail dans des groupes d'emplois comme: 1- les emplois de bureaux simples, ne demandant aucune qualification poussée; 2- les emplois dans les hôtels, restaurants, commerces; 3- les emplois non spécialisés en usine; 4- les emplois dans la distribution, la réparation d'appareils simples; 5- les emplois dans les services personnels, comme aides-infirmières, soins de base, services domes-

(21) *ibid.*, p. 343.

tiques, etc. (22). Ce cours correspondra éventuellement au "professionnel court", d'une durée de deux ans, distinct du "professionnel long", issu de l'enseignement des cours de métiers:

"A la différence de certains emplois auxquels conduit l'initiation au travail, le métier requiert une habileté manuelle; il comporte aussi une certaine somme de connaissances théoriques en relation avec le métier; ainsi les métiers de la construction requièrent la connaissance de divers matériaux, de leur préparation ou de leur utilisation" (23)

Cet enseignement prépare à des emplois dans la construction, la mécanique automobile, l'électricité, la métallurgie, les mines, la ferblanterie, la soudure, la plomberie, l'aéronautique, l'électronique, la boucherie, la cuisine professionnelle, la coiffure, l'imprimerie, le nettoyage et la teinture, la couture industrielle, etc. La réalisation de cette unité de l'enseignement professionnel et l'enseignement général est accomplie dans la foulée des slogans sur l'école humaniste et le rapprochement entre les classes, par l'accessibilité pour tous à un enseignement unique, et où le décloisonnement des deux types d'enseignement permettra de faire éclore le libre choix des jeunes. Mais fondamentalement, ce qui dicte cette réforme est

"une plus grande mobilité de la main-d'oeuvre et par là même l'uniformité des conditions d'apprentissage dans toutes les régions du Québec" (24)

La hiérarchisation au sein même de l'enseignement, malgré l'apparente unité du système scolaire, devient donc réelle en fonction même de la hiérarchisation dans le marché du travail:

"on cherche aussi à rendre la classe ouvrière plus hautement qualifiée et plus disponible en même temps qu'à la diviser ou fragmenter en diverses catégories qui ont une qualification différente, qui occupent des postes hiérarchiques différents dans les entreprises et par là même qui peuvent avoir des intérêts immédiats divergents" (25)

En effet, avec l'apparition d'un secteur professionnel au niveau collégial, et même d'un enseignement technique au niveau universitaire, on assiste à la multiplication des enseignements en fonction des "nouveaux" emplois. Quant à savoir si cet enseignement conduit effecti-

(22) rapport Parent, Tome 3, p. 180.

(23) *ibid.*, p. 183.

(24) Halary, C. et M. Fournier, *op.cit.*, p. 15.

(25) *ibid.*, p. 16.

vement aux postes auxquels il doit mener, c'est là un problème sur lequel nous devons revenir. Ce qu'il nous faut maintenant faire, c'est de jeter un bref coup d'oeil sur l'évolution de l'enseignement supérieur avant la réforme.

4-LES COLLEGES ET UNIVERSITES AVANT LA REFORME

On a déjà fait remarquer qu'au Québec avant les années 1950, le réseau public n'existe qu'à l'école primaire, le reste étant dans les mains du clergé ou l'initiative privé. Les universités, du côté francophone, se développent tard, et elles sont d'accès difficile. Il n'existe pas de lien uniformisé entre les collèges classiques, qui dispensent à la fois l'enseignement secondaire et collégial, et les facultés universitaires. Ce qui fait dire à un auteur que la situation de l'enseignement au Québec au tournant du siècle est à peu près celle qui existait en France avant la Révolution:

"le clergé est seul maître à bord. Il n'y a pas encore aucun lien organique entre le primaire et le secondaire classique, tandis que les facultés n'ont pu exiger le baccalauréat pour les admissions des étudiants à certaines professions avant 1890, ce qui fut assuré par une loi du Parlement. Au reste l'enseignement primaire dépendait du Département de l'Instruction publique, dont les évêques contrôlaient de façon souveraine le comité catholique, tandis que l'Université Laval appartenait corps et biens au Séminaire de Québec, avec une charte pontificale ajoutée à sa charte royale, et sous la haute surveillance épiscopale."
(26)

En 1920, on retrouve 32 collèges classiques, lesquels doivent assurer l'enseignement secondaire, et en fait seulement certains collèges, affiliés aux universités, permettent l'entrée à celles-ci. La période d'entre-guerre voit l'apparition de 29 autres collèges, dont 15 pour filles, mais il n'y a pas de changement important ni dans le taux de scolarisation ni dans la provenance sociale des élèves, qui viennent surtout des rangs des professionnels et des commerçants. Ceux qui proviennent d'autres professions passent généralement au collège pour en sortir comme membres du clergé. En effet, s'ils ne quittent pas les études (70% des inscrits à

(26) Galarneau, C., *Les collèges classiques au Canada français (1620-1970)*, 1978, p. 46.

Montréal entre 1805 et 1860 ont abandonné leurs études à mi-chemin), la majorité des élèves se destinent à une carrière religieuse. De 1668 à 1758, sur 900 inscrits au Séminaire de Québec, 160 sont devenus prêtres (27). La proportion des finissants se destinant à une telle carrière se maintiendra dans les 40-45% et ce jusque dans les années 1930. Ainsi, de 1923 à 1927,

"58% des élèves des collèges affiliés à l'Université Laval optent pour les ordres religieux et 54% de ceux des collèges affiliés à l'Université de Montréal" (28).

Ce rapport baisse respectivement à 34% et 28% pour les années 1952 à 1956 dans ces mêmes collèges. Ainsi, outre le clergé, ces collèges ne produisent en fait que des avocats, notaires, médecins et autres professionnels du genre. Ce n'est qu'après 1880 en fait que sont apparues d'autres professions comme l'agronomie, l'art dentaire, la pharmacie. En 1923, seulement 5% des finissants se destinent à une carrière scientifique (contre 25% en 1955). Selon Galarneau, jusqu'au début du XX^e siècle, les collèges classiques auraient "assez mal rempli la fonction de production des rapports sociaux", et étaient destinés davantage aux "fonctions supérieures (qui) se limitent à celles des professions libérales et la campagne a constitué un réservoir largement suffisant à leur recrutement" (p.155). Mais le modèle des collèges classiques, malgré leur évolution après la guerre (135 nouvelles institutions apparaissent entre 1940 et 1965) ne pourra accomoder les besoins en main-d'oeuvre spécialisée survenus avec le développement du capitalisme monopoliste au Québec. Ainsi en 1960, seulement 5% de la population d'âge scolaire poursuit des études collégiales.

Quant aux universités, c'est McGill qui se développe la première et dès la milieu du XIX^e siècle, on y enseigne des disciplines scientifiques, dont la géologie et le génie. Cet enseignement est l'oeuvre d'une collaboration avec les capitalistes anglophones de Montréal. Une faculté d'agriculture est ouverte en 1905. Même si l'Ecole Polytechnique apparaît en 1873, ce

(27) *ibid.*, p. 150.

(28) *ibid.*, p.151.

n'est qu'après 1900 que se développe vraiment l'enseignement scientifique du côté francophone: Ecole d'arpentage en 1907, Ecole forestière en 1910, Ecole de chimie en 1920 et faculté des sciences en 1937 à l'Université Laval, alors qu'au moment de la création de l'Université de Montréal en 1920, on y fonde une faculté des sciences: L'université change progressivement la nature des programmes d'études:

"the teaching university of the 19th century gave way to a university combining the double task of teaching and research in the pure and social sciences without forsaking the humanities and the liberal professions. The transformation of the universities was linked to the industrial and technological advances of the age, which stimulated a demand for increased numbers of scientists, engineers and economists, among others" (29).

Cependant, du côté francophone, il y a un retard marqué; si les Canadiens-français sont 30% de la population canadienne, ils ne représentent que 5% des physiciens, 6% des chimistes et 1% des ingénieurs (au début des années 50). En 1953, 3,7% des francophones fréquentent l'université, contre 9,4% pour les anglophones québécois. Pour les auteurs de la réforme, qui lui donneront un ton "nationaliste", rattraper ce retard signifiera donc de donner les moyens au Québec de former sa propre élite. Mais il s'agit bien plutôt de voir en cette réforme une base plus objective, notamment l'exigence de rationaliser et centraliser les ressources de l'enseignement.

5-REFORME ET RATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT

Cette rationalisation de l'enseignement aura lieu à tous les niveaux et se caractérise essentiellement par la prise en charge par l'état qui assure un système public d'enseignement allant de la maternelle jusqu'aux études supérieures, comprenant la gratuité intégrale jusqu'au collège et fournissant une aide financière par la suite. En 1965, les subventions gouvernementales représenteront 51% des dépenses en 1965, contre seulement 29% en 1956 (30), alors

(29) Magnuson, R., op.cit., p. 98.

qu'au niveau post-secondaire, le gouvernement a "pris en charge la plus grande part au financement de l'accroissement des dépenses de fonctionnement" (31). Cette prise en charge se fait progressivement de 1961 à 1967, avec la création du Ministère de l'Éducation, des commissions scolaires régionales, du Conseil supérieur de l'éducation, des cégeps, etc. Au niveau secondaire, on a vu que ce sont les polyvalentes qui vont regrouper l'enseignement général et professionnel dans un programme de 5 ans donnant accès au niveau collégial, d'une durée de deux ou trois ans. Ce dernier niveau donnant à son tour accès à l'université après deux ans.

Taux de scolarisation selon l'âge

	1950-51	1961	1971
6-13 ans	- -	95%	95%
14 ans	- -	92,4	99
15 ans	35%	74,6	90,9
16 ans	16,5	51,0	80,4
17 ans	11,5	30,9	60,7
18 ans	- -	16,0	37,7
19 ans	- -	10,3	21,5

Ainsi, si la scolarisation au niveau secondaire, jusqu'à 14 ans au moins, a augmenté sensiblement avant 1960, l'absence d'un réseau public intermédiaire entre les études secondaires et les études supérieures a diminué la scolarisation des jeunes de 16 à 18 ans. Mais surtout, la scolarisation de ces jeunes doit aussi répondre aux exigences du marché du travail (et faudrait-il ajouter, au marché du chômage... mais nous aurons l'occasion de développer davantage ce point en parlant des contradictions de la réforme scolaire dans une société capi-

(30) Audet, L-P. et A. Gauthier, op.cit., p.222.

(31) Québec, Ministère de l'Éducation, , 1973, p.94.

taliste). Aussi croit-on que cette tâche ne peut être accomplie qu'en regroupant les institutions existantes au niveau collégial au sein d'instituts réunissant la formation professionnelle et la formation générale. On veut ainsi éviter que l'enseignement professionnel demeure trop "appliqué", car "le monde industriel a besoin de techniciens qui aient une formation de base assez solide pour savoir adapter leurs connaissances spécialisées à des situations variées et changeantes" (32). Quant aux techniciens plus spécialisés, ils obtiendront la formation de base nécessaire pour accéder aux études supérieures qui seront plus spécialisées. Un tel réaménagement apparaît "urgent" aux auteurs de la réforme, dans le but de:

"mettre en oeuvre tous les moyens disponibles pour augmenter le niveau de formation de la main-d'oeuvre active; parallèlement ouvrir toutes grandes les voies nécessaires pour scolariser au plus haut degré (les) jeunes générations" (33)

Dans ce même document, le MEQ souligne que le réseau post-secondaire existant est incapable d'accueillir tous les finissants du secondaire qui sont aptes à poursuivre leurs études, alors que seulement 35% des jeunes de 17-18 ans sont scolarisés, proportion qui devait être de 48% selon le rapport Parent. Pourtant en 1966-67, on retrouve un nombre élevé d'institutions dispensant un enseignement de type collégial, soit: 81 collèges classiques (27 341 élèves); 61 écoles normales (14 369 élèves); 32 instituts familiaux (1 318 élèves); 47 institutions spécialisées (12 636 élèves); et 134 collèges commerciaux privés (15 000 élèves) (34).

La création des cegep en 1967 correspond donc à une politique visant à rationaliser la situation. Les premiers cegep sont formés à partir de 7 institutions d'enseignement spécialisé, 2 écoles normales et 14 collèges classiques, avec un total de 14 219 inscriptions au cours régulier de jour (35). Ces nouveaux collèges devront également assurer le recyclage et le perfectionnement des adultes déjà dans le marché du travail et "offrir de nombreux enseignements

(32) rapport Parent, Tome 2, p. 159.

(33) Québec, Ministère de l'Éducation, *L'enseignement collégial et le collèges d'enseignement général et professionnel*, 1967, p. 10.

(34) *ibid.*, pp.19-23.

(35) Charland, J-P., *op.cit.*, p. 406.

qui sont présentement inexistantes, spécialement pour répondre aux besoins de l'explosion du tertiaire" (36).

Quant aux universités, on a dit que les critères d'admission sont dorénavant uniformisés, c'est-à-dire après 13 ans de scolarité et après le cégep. De plus, la réforme vise à faire du premier grade universitaire, le B.A. (jugé trop général) un grade terminal, menant au marché du travail, puisqu'il

"existe aussi un vaste marché pour des candidats moins spécialisés: des industries, des administrations recherchent ce genre de candidats qu'elles spécialisent elles-mêmes progressivement en fonction des besoins particuliers en cadres supérieurs" (37).

Le niveau universitaire comprend donc également un enseignement technique supérieur, lequel sera intégré à des programmes d'étude spécifiques, répondant à:

"un besoin croissant de cadres moyens (qui) se fait sentir et prendra toujours plus d'ampleur. Les services de bien-être, les hôpitaux, les pénitenciers, les industries, les laboratoires requièrent de tels cadres pour assister les spécialistes, faire le lien entre les tâches de direction et celles d'exécution, accroître le rendement ou l'efficacité des services publics et privés." (38)

Ce type de formation étant en grande "demande" selon les prévisions, on avait alors pensé l'intégrer au sein de "centres universitaires de sciences appliquées". On prévoit également un type de formation plus élevé pour des techniciens supérieurs, dont les industries ont besoin afin d'agir comme "intermédiaires entre l'ingénieur et le technicien ou le contremaître dans les équipes de travail" (p.225), et qui accomplit des tâches associées à l'ingénieur. Il y a enfin la formation encore plus poussée mais moins que celle d'un ingénieur) destinée aux ingénieurs-techniciens.

(36) Ministère de l'Éducation, op.cit., 1967, pp. 34-35.

(37) rapport Parent, Tome 2, p. 200.

(38) ibid., p. 224.

Le rapport Parent, outre ces exemples de programmes spécifiques, souligne donc la nécessité d'une coordination plus étroite entre les universités, non seulement en ce qui a trait aux critères d'admission et l'élaboration des programmes, mais à tous les niveaux et pour éliminer la duplication des programmes. C'est dans ce but que sont créés les organismes concourant à donner aux universités la "conscience" qu'elles font partie d'un système: la direction générale de l'enseignement supérieur, la conférence des recteurs et principaux (CREPUQ), le réseau de l'Université du Québec et son Institut de Recherche Scientifique (INRS), et le Conseil des universités. Cette prise en charge de l'Etat fait grimper le montant des subventions aux universités de 453% entre 1959-60 et 1968-69.

6-UN SYSTEME SCOLAIRE UNIQUE OU DIVISE?

Ce qui sous-tend cette réforme scolaire c'est, on l'a vu, entre autres choses, le discours sur l'égalité des chances, qui devait se traduire par le décroisement de l'école et la possibilité pour tous les jeunes Québécois d'obtenir la formation la plus poussée, lui permettant d'obtenir non seulement un emploi, mais aussi de recevoir un minimum de connaissances générales. Il est donc sous-entendu que le système scolaire forme un tout, de la maternelle à l'université. Malgré de nombreuses critiques "internes" quant à l'insuffisance des réformes et l'échec quant à l'idéal de l'égalité des chances, on persiste à présenter ce système comme une unité qui non seulement ne reflète pas division des classes, mais qui peut même, réformé, contribuer à éliminer cette division. Ceci présuppose l'existence d'une école neutre, pouvant être l'instrument accessible à toutes les classes, et cette idée fut renforcée avec les mécanismes de "consultation populaire" et de démocratisation des structures: vote des parents, participation des enseignants et des élèves à la gestion, intégration à la communauté. Cela masque cependant le fait que le développement de l'école québécoise était imprégné par la division de la société en classes antagonistes, et qu'un des aspects de l'école est de reproduire la force de travail et

assigner les postes dans la production aux agents de ces classes sociales, même si pour la classe ouvrière, l'école n'a pas toujours joué un rôle essentiel dans ce processus (39). C'est donc dire que "l'essentiel de la réforme scolaire va consister à adapter le système d'éducation à une économie capitaliste développée et dominée par les monopoles" (40).

Dans ce sens, il faudra illustrer en quoi l'école n'est pas un système unique du plus bas niveau jusqu'à l'université, que selon qu'on est issu de la classe ouvrière, de la bourgeoisie ou d'ailleurs, le système scolaire représente quelque chose de bien différent. D'autre part, si tel est le cas, il faut démontrer comment les classes et la structure des classes sont affectées par la réforme scolaire. On se demandera jusqu'à quel point la prolongation de la scolarisation pour la masse des jeunes affecte la situation de classe et la position qu'ils occuperont dans la production. Il s'agit aussi de déterminer à quel point l'élaboration de divers programmes d'études, surtout au niveau collégial et au niveau universitaire, correspond objectivement aux besoins capitalistes, et à quelle section de capitalistes. Quel rapport y-a-t-il à établir entre la production de diplômés dans diverses disciplines et leur rôle dans le processus de mise en valeur du capital? Certaines études ont déjà été faites sur ces questions, notamment sur le "cheminement scolaire" des jeunes selon diverses catégories, dont l'origine sociale, et sur le problème de "l'inaccessibilité" face aux études universitaires. Il faudra analyser ces informations disponibles et en chercher d'autres afin de formuler des conclusions satisfaisantes qui permettront d'illustrer en quoi la réforme du système scolaire québécois n'a été qu'une adaptation à une économie capitaliste monopoliste. De démontrer également en quoi l'école sous le capitalisme demeure divisée et que l'accroissement de la scolarisation "n'a pas le moins du monde supprimé la situation opposée des classes exploitées et de la classe dominante par rapport à l'école" (41).

(39) Baudelot, C. et R. Establet, op.cit., 1971, p. 286.

(40) Escande, C., *Les classes sociales au CEGEP*, 1973, p.35.

(41) Baudelot, C. et R. Establet, op.cit., p. 119.

CHAPITRE 4

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET ACCUMULATION

1-UN DEBAT THEORIQUE

Nous avons maintenant dressé brièvement l'historique de l'évolution du capitalisme au Québec jusqu'à son stade monopoliste, de même que l'évolution de l'enseignement en fonction des phases du développement capitaliste. Nous serons maintenant en mesure de délimiter certains aspects particuliers de ce problème. Résumons ici les données du problème. L'enseignement supérieur au Québec se développe de façon explosive pourrait-on dire dès le début de la révolution tranquille, notamment en ce qui a trait aux institutions francophones. Auparavant, seule une infime minorité de jeunes, surtout issus de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie traditionnelle, accédaient aux études supérieures. Après la guerre, le développement du capitalisme monopoliste au Québec exige rapidement une nouvelle force de travail plus scolarisée, plus spécialisée, de même que des instruments pour favoriser la recherche et le développement scientifiques. Durant les années 1950 et 1960, on assiste donc à un développement fulgurant de la scolarisation chez les jeunes Québécois, sous les slogans optimistes de la démocratisation de la société, du nouvel humanisme, de la fin du travail aliénant, etc. Or cette démocratisation de l'enseignement se révèle très tôt limitée, et l'extension de l'enseignement affectera beaucoup moins le niveau post-secondaire.

L'apparition de nouveaux emplois intermédiaires a exigé la création de certains cours et programmes (de même que de nouvelles institutions) formant une main-d'oeuvre avec certaines connaissances, mais quant à l'enseignement supérieur lui-même, l'accès en demeure limité tout au long de la période de la révolution tranquille et après. Ainsi se dessine plus ou moins, sous le couvert d'un système d'éducation unique et progressif, une réelle coupure entre d'une part la scolarisation pour la classe ouvrière et pour la masse de salariés, et d'autre part,

la scolarisation pour la bourgeoisie et des fractions de la petite-bourgeoisie. Dans le premier cas il s'agit d'une généralisation de l'enseignement jusqu'au secondaire et l'intégration d'une masse de jeunes dans des programmes de formation professionnelle ou technique dans les polyvalentes et les collèges (cegeps), et dans le deuxième cas, il s'agit de ce que des auteurs français ont appelé "l'extension du privilège" de l'enseignement supérieur aux enfants de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie nouvelle (1). De plus, à l'intérieur même de l'enseignement supérieur, faut-il examiner le rôle des hiérarchies qui s'établissent durant la réforme, permettant entre autre de réserver certains secteurs comme de véritables chasse-gardée des enfants de la bourgeoisie. Si donc il y a eu élargissement au niveau des effectifs (on parle d'explosion, mais jamais plus de 20-25% des jeunes y ont accès) et au niveau des programmes, c'est en rapport direct avec l'exigence de former la force de travail nécessaire aux conditions de reproduction du capital.

On ne peut cependant affirmer que les réseaux d'enseignement sont hermétiques et strictement déterminés, en ne permettant pas, par exemple, à des enfants de la classe ouvrière d'accéder à l'université. Ce processus est en effet médié par de multiples facteurs, le principal étant la lutte des classes et le développement d'une nouvelle petite-bourgeoisie qui lutte pour l'élargissement des réformes. Ce qui se dégage cependant, c'est une réelle tendance dans les réseaux d'enseignement à reproduire la structure sociale, et même si un grand nombre d'enfants d'ouvriers auront ou ont accès aux études supérieures, cela ne pourra jamais, dans une société capitaliste, dépasser certaines limites, liées intimement aux phases du cycle capitaliste, à la lutte de classes et au niveau de développement des sciences et techniques. Bien sûr, la possibilité même que cela puisse se produire fait partie de l'idéologie libérale qui prétend que l'école donne l'occasion d'égaliser les chances pour tous les membres de la société, et celle-ci est aussi véhiculée par la petite-bourgeoisie.(2) Il faudra examiner concrètement pourquoi il

(1) Baudelot, C., R. Benoliel, H. Cukrowitz et R. Establet, *Les étudiants, l'emploi, la crise*, 1981, p.

(2) Bowles, S. "Unequal education and the reproduction of the social division of labor", in

ne peut en définitive y avoir de "chances égales" à l'école et comment cela se traduit dans les faits. Cette démonstration s'avèrera essentielle en fin de compte, car il s'agira pour nous de voir quelle est la contradiction fondamentale dans l'école capitaliste; la division entre d'une part la masse des ouvriers et autres salariés qui, sont confinés à une formation qui les destine à occuper des postes dans la production ou la circulation du capital, et d'autre part, une minorité de "privilegiés" qui ont accès à une formation les destinant plutôt vers des postes de direction, d'administration, d'encadrement de la production. Ceci dit, il faut ajouter qu'il y a certes d'autres contradictions qui agissent, notamment la question de la lutte de la petite-bourgeoisie pour résister à la déqualification de son travail, et qui dans l'université se transpose dans la lutte pour le maintien de la valeur des diplômes, contre les compressions budgétaires, etc.

Il sera aussi intéressant de voir jusqu'à quelles limites cette contradiction peut être poussée, donc d'interpréter le rôle de la lutte des classes et la position de diverses classes sur la question de l'enseignement. Cela s'avère d'autant plus intéressant aujourd'hui dans le contexte de la "remise en question des acquis" de la révolution tranquille décriée par les courants nationalistes, réformistes et syndicalistes.

Voyons maintenant comment nous allons procéder pour apporter des éléments de réponses à ces questions et amener les données nécessaires pour formuler des conclusions intéressantes. D'abord, il s'agira de répondre à la question: qui va à l'université? Par des données sur l'origine sociale des étudiants, nous pourrons en arriver à déterminer d'abord qui y allait avant la réforme et ensuite, qui sont ceux qui ont bénéficié de l'accroissement des effectifs. Une autre question intéressante est d'examiner le cheminement qu'ils ont suivi et ce qu'ils sont devenus. Il faudrait en effet tenter de déterminer, selon les moyens à notre disposition, quels emplois occupent les premiers diplômés de la réforme, quelle est leur place dans la

structure de classes, à quel point y-a-t-il un écart entre la formation et le poste effectivement occupé.

Selon les Américains Bowles et Gintis, il y aurait y avait trois aspects dominants dans l'expansion de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis: 1- l'exigence du capitalisme monopoliste pour former des travailleurs ("cols blancs") qualifiés; 2-la prolétarianisation d'une partie de ces travailleurs, et la soumission de leurs privilèges aux objectifs de rentabilité des entreprises; 3- les revendications parmi les jeunes et les minorités pour un accès plus large (3). Ainsi, ils associent, comme Baudelot et al., l'expansion des universités et des collèges à l'émergence de la couche de travailleurs salariés improductifs, appelés couramment les cols blancs. Mais ils insistent également beaucoup sur le fait que la majorité des jeunes destinés à occuper ces emplois sont refoulés de diverses manières dans des institutions intermédiaires, préservant ainsi le statut d'élite aux "grandes écoles".

Nous avons donc affaire d'abord aux conditions particulières de l'expansion capitaliste après 1945, où une longue période de prospérité relative a permis à la bourgeoisie de se payer le "lux" d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur. C'était là, soulignent entre autres Bowles et Gintis, un phénomène contradictoire car l'arrivée massive de milliers de jeunes dans les institutions collégiales et universitaires a donné à ceux-ci de nouvelles aspirations qui à la longue, et surtout depuis la crise du début des années 1970, ne pouvaient être satisfaites dans l'ensemble. Il y a en effet pour la bourgeoisie un problème quand vient le temps d'ouvrir les portes des écoles parce que les exigences de l'accumulation l'y oblige, et même si l'enseignement que reçoit les jeunes a une grande part d'inculcation idéologique, il y a toujours un danger à fournir aux travailleurs un certain savoir, certaines connaissances et de nouveaux besoins. Sans se faire d'illusion sur la portée révolutionnaire des réformes de l'enseignement, il faut néanmoins situer la place objective qu'occupent les luttes pour ces réformes et leur

(3) Bowles, S. et H. Gintis, *Schooling in Capitalist America*, 1976, p. 202.

extension dans le contexte général de la lutte contre la bourgeoisie, notamment en périodes de crises, alors que les capitalistes et leur Etat cherchent à réduire les dépenses dans des secteurs comme l'enseignement. La bourgeoisie par ces politiques tend donc à réduire les privilèges obtenus par certaines couches de la population à divers degrés, dont les techniciens et travailleurs scientifiques, qui sont de plus en plus soumis à l'exploitation et la prolétarianisation (4). De telles luttes, qui peuvent aussi être menées d'une perspective étroite et même réactionnaire, peuvent ainsi jouer un rôle objectif qui va à l'encontre des intérêts des capitalistes et leurs profits. Pour en arriver à mettre en relief cette lutte, il faudra mettre à nu le caractère capitaliste de l'enseignement, et en particulier dévoiler le dynamisme réel derrière les réformes dans l'enseignement supérieur durant les années 1960.

2-L'EXPANSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:QUELQUES ASPECTS

Nous avons déjà discuté du rapport entre l'expansion de l'enseignement durant les années 1960 et l'évolution des rapports capitalistes dans la société québécoise depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, nous parlerons des besoins en main- d'oeuvre "hautement spécialisée" ou "hautement qualifiée" pour désigner les postes de cadres moyens et cadres supérieurs, et de certains travailleurs et chercheurs scientifiques. Selon la perspective du rapport Parent, l'enseignement doit à la fois servir les buts économiques (d'où le concept de "capital humain", où la valeur de ce capital est reconnue par son potentiel pour favoriser la "croissance") et les buts sociaux, notamment celui de favoriser l'égalité des chances et de tendre vers la disparition des inégalités sociales. Une telle perspective sous-entend bien sûr une conception neutraliste de la nature de l'enseignement, dont le

(4) Gorz, A., op.cit., pp. 282-283 et Levins et Lewontyn, "The commodization of science", in *The Dialectical Biologist*, 1985, pp. 203-204.

développement est perçu comme un mouvement d'uniformisation et de démocratisation. A l'encontre de ce point de vue, nous nous servons des conclusions de Baudelot, Benoliel, et al. sur la nature de l'enseignement supérieur en France et l'analyse de Bowles et Gintis, qui illustre des caractères de l'enseignement supérieur se rapprochant davantage de la situation du Québec (en particulier le fait révélé par Baudelot et Establet (1971) que beaucoup plus de jeunes Nord-américains sont scolarisés et plus longtemps, que ne les sont les jeunes Français).

Bowles et Gintis indiquent que l'essor véritable de l'enseignement supérieur est survenu lorsque des secteurs avancés du capital (dont l'industrie électrique et l'industrie chimique) ont développé des besoins pour une main-d'oeuvre hautement qualifiée, ce que nous avons d'ailleurs remarqué déjà au Québec au début du XX^e siècle. Au départ, ces compagnies formaient elles-mêmes cette main-d'oeuvre, mais elles réclamèrent éventuellement de l'Etat un rajustement de l'enseignement, surtout en ce qui concerne les sciences. Ceci a eu comme résultat de socialiser les coûts de formation de cette main-d'oeuvre et de même que les coûts liés à la recherche.(5)

Il s'agira dans cette partie de recenser certains faits permettant de démontrer que la réforme de l'enseignement, dont la fameuse "démocratisation", n'a rien changé de fondamental dans la nature de classe de l'enseignement ni dans la position des classes par rapport à l'enseignement. Deux aspects nous intéressent d'abord, soit établir qui se rend jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur et ensuite, de voir ce qui advient des diplômés de ce niveau. Plus tard, nous aborderons la question de l'activité scientifique dans les milieux universitaires et les besoins de la reproduction capitaliste. Nous utiliserons des données et à partir de diverses sources, dont certaines analyses qui partent d'une perspective différente de la nôtre, i.e. visant à réformer l'enseignement pour assurer une meilleure égalité des chances entre les classes.

(5) D. Noble relate en détail cette partie de l'histoire du développement de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis: "Corporate roots of American science" *Science and Liberation*; (ed. R. Arditti et al.), 1984, pp.

Avec le recul dans le temps et surtout avec le déclenchement de la crise autour de 1973, on se rend compte toutefois que les tendances révélées à la fin des années 60 et au début des années 70 tiennent encore.

3- COMMENT CARACTERISER LA CROISSANCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Pour le capital, en plus de permettre la formation d'une main-d'oeuvre, le rajustement des politiques d'enseignement permettait éventuellement un contrôle social plus direct, qui était auparavant assuré en grande partie par l'Eglise et autres agents. Avec l'accès gratuit et massif à l'enseignement, la bourgeoisie pouvait diffuser largement son idéologie avec des valeurs comme le savoir pour tous, la richesse passe par l'acquisition des connaissances ("qui s'instruit s'enrichit"), etc.. Cette politique correspondait aussi plus généralement aux nouvelles conditions de reproduction basée sur la marchandisation des services sociaux. Le fait que jusqu'au secondaire, la scolarisation est quasi-totale sert de plus à masquer l'existence d'inégalités profondes, car il semble dès lors que le cheminement scolaire et le choix de carrière repose sur le dos de l'individu. De plus, on peut dire que l'école produit, selon cette vision, non des êtres appartenant à des classes sociales, mais des citoyens-sujet, tous nourris de valeurs dites universelles et adoptant le statu quo, parce que la situation qu'occupe ces citoyens après l'école apparaît non comme le produit d'une réelle ségrégation, mais comme le résultat objectif ou naturel d'un système de qualification neutre (6). Ce rajustement passait donc par une augmentation sensible du nombre de jeunes recevant une scolarisation plus poussée et la mise sur pied d'un réseau d'enseignement supérieur relativement plus ouvert mais aussi, plus hiérarchisé:

(6) Voir notamment Gorz, A., op.cit., p.274 et Schiff, M., *L'intelligence gaspillée*, 1982, pp. 166-172.

"We suggest that the booming community college movement has created a class stratification within higher education parallel to the hierarchical relationship of production in the modern corporations" (7)

Ainsi, on a remarqué dans l'ensemble des pays capitalistes à la fin des années 1960, une différenciation marquée entre l'enseignement universitaire et l'enseignement supérieur non-universitaire (correspondant aux "community colleges" américains et anglo-canadiens et aux cegeps québécois). Ce dernier secteur a ainsi connu la croissance la plus importante pour les années 1965 à 1970 dans les pays membres de l'OCDE, et surtout aux Etats-Unis et au Canada. D'ailleurs, un rapport publié par l'OCDE conclue sur ce sujet que l'on:

"pourrait même créer dans certains cas une sorte de polarisation sociale qui entretiendrait à travers des choix différentiels selon l'origine sociale, une nouvelle forme de ségrégation" (8)

En effet, aux Etats-Unis, on constate qu'un nombre limité d'universités ont préservé un certain statut d'élite, alors que les institutions intermédiaires (surtout les "junior colleges" et "State colleges") ont connu un afflux plus important en effectifs provenant des classes moyennes et de la classe ouvrière. Si au Québec, on ne peut proprement parler d'universités d'élites comme telles, sauf peut-être l'Université McGill, on rencontre cependant certaines filières qui ont conservé un mode de recrutement plus restreint alors que certaines facultés ont été "envahies" par les nouveaux arrivés, ce qui est notamment le cas des facultés d'éducation. En France, il a été démontré que la croissance des effectifs entre 1959-60 et 1975-76 varie beaucoup selon les classes sociales: elle est de 55% chez les membres des cadres supérieurs et des professions libérales, de 15% chez les cadres moyens, de 10% chez les patrons de l'industrie et du commerce et de 3,5% chez les ouvriers et employés des services, la moyenne se situant à 11% (9). Les enfants de la classe ouvrière n'ont donc eu "que des miettes ou des retombées" de ce phénomène caractérisé comme étant la généralisation de l'accès à l'enseigne-

(7) Bowles, S. et H. Gintis, op.cit., p. 208.

(8) OCDE, *Vers un enseignement supérieur de masse*, 1974, p. 32.

(9) Baudelot, C., R. Benoliel et al., p.29.

ment supérieur. En fait cette "généralisation" de l'accès se distingue par deux faits marquants, soit d'abord l'évolution de la participation des filles, qui représentent maintenant près de la moitié des effectifs inscrits à l'enseignement supérieur, et ensuite, la scolarisation massive des jeunes jusqu'à un niveau qui permet théoriquement l'accès à l'université. Comme nous le verrons, pour la masse de ces jeunes toutefois le cheminement scolaire conduit à des filières qui excluent en pratique la possibilité d'accéder aux études supérieures, menant plutôt directement au marché du travail...ou du chômage.

Le taux de fréquentation universitaire au Québec passe de 12,7% en 1965-66 à 17,2% en 1971-72, alors que ce taux passe de 24% à 33,6% pour l'enseignement post-secondaire non universitaire; ainsi, c'est environ la moitié de ce dernier nombre qui est représenté au niveau universitaire. Examinons donc quel a été l'impact des réformes sur l'étanchéité des filières et sur l'accès des classes populaires.

Voyons d'abord les données d'une étude effectuée par l'Association des Universités et Collèges du Canada, à la fin des années 1960. Le but de cette étude était de dégager la nature des obstacles se posant aux jeunes lors du "long processus de fréquentation scolaire aux niveaux élémentaire et secondaire jusqu'à l'entrée à l'université" (10). Il ressort que de 1951 à 1961, les chances de prolonger les études après le secondaire n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions selon les catégories socio-économiques. L'auteur conclut à cet effet:

"à moins que l'accroissement du nombre et de la proportion des finissants du cours secondaire qui entrent à l'université ne soit surtout la conséquence de l'amélioration de l'accessibilité à l'enseignement supérieur pour la classe ouvrière, ainsi que d'un intérêt accru de la part de celle-ci, les différences qui existent entre les classes sociales dans leurs chances de fréquenter l'université peuvent être restées les mêmes malgré l'augmentation du nombre d'inscriptions"(11).

(10) Fike, R., *Ceux qui n'iront pas à l'université et pourquoi?*, 1970, p. 16.

(11) *ibid.*, p. 68.

Ce qui est donc le cas pour les années 1951 à 1961, conclut l'auteur puisque les chances de participation pour les membres des professions hautement spécialisées ont davantage augmenté (de 71% à 83%) que celles des enfants de travailleurs manuels non qualifiés (de 35% à 43%), alors que pour les classes moyennes, l'augmentation a été plus importante. Que s'est-il passé alors de 1961 à 1971? Essentiellement la même chose, à la différence près que l'importance des classes moyennes dans la société a augmenté quantitativement, que la participation des filles a grimpé et que les effectifs ont triplé dans l'ensemble.

D'après une comparaison faite à partir d'une enquête sur la condition des étudiants en 1966-67, Fournier et Dandurand ont évalué la position des classes sociales par rapport aux effectifs dans diverses institutions en 1966-67 et en 1979. Voici d'abord le tableau des données recueillies par les deux enquêtes, avec sur la première colonne l'occupation du père, dans la deuxième colonne la proportion que représente cette occupation dans la main-d'oeuvre au Québec en 1979, en troisième colonne, la proportion des enfants à l'université selon l'occupation du père en 1979 et en quatrième colonne, la même chose, mais pour 1966-67:

Pères d'enfants à l'université

Occupation	% de la main-d'oeuvre (1979)	% a l'université	
		1979	1966-67
Administrateurs	10,4	35,9	17,5
Professions lib.	11,1	18,0	18,1
Employés de bureau de commerce et des services	21,4	13,7	16,3
Ouvriers	43,8	27,7	22,9
Agriculteurs	4,7	4,0	6,4

(12)

Ce deuxième tableau indique la proportion d'étudiants dans diverses institutions selon l'occupation de leur père, et au bas, la proportion que représentent ces occupations parmi 2 catégories d'âge d'hommes (idem.):

Institutions (1979)	Cultiva- teurs	Ouvriers	Empl. de bur., com- merce et services	Gérants	Semi- prof. et prof.	Autres
Pré-universit.	15,2	36,9	12,8	8,9	9,9	16,4
Laval	11,9	30,8	15,5	11,6	16,4	13,8
Montreal	6,8	32,0	17,0	13,4	17,4	13,4
McGill	2,2	18,8	16,8	25,9	22,2	14,0
Sherbrooke	10,3	39,9	13,5	10,7	9,6	16,1
Ensemble univ.	6,7	28,0	16,4	17,3	17,9	13,7
%						
des hommes						
au Québec						
de 40-54 ans	9,4	40,0	18,8	14,1	7,5	3,0
de 40-59 ans	10,0	46,5	19,1	14,0	7,4	3,0
ayant des enfants à l'université	6,4	27,9	16,3	17,5	18,3	13,8

(12) Dandurand, P. et M. Fournier, "Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec", in *Sociologie et sociétés*, Vol 12, no 1, 1980, pp. 131-133. Ayotte, R., *Budget de l'étudiant des niveaux collégial et universitaire*, 1970, p.26.

L'augmentation la plus importante concerne donc la situation des enfants d'administrateurs (17,5% à 36%), alors que pour ceux de la classe ouvrière, l'augmentation est moins importante, et qu'en plus, la représentation varie sensiblement selon les institutions (noter la différence entre Sherbrooke et McGill entre autres). Ajoutons à ces chiffres révélateurs que pour les universités francophones au Québec, de 1961 à 1978, la proportion des effectifs provenant des classes supérieures est passée de 12% à 16,4%, celle des classes moyennes (cadres moyens et petits propriétaires) de 32% à 33% et de la classe ouvrière de 31% à 37,5% (13). Si ce n'est la proportion des effectifs féminins, passée de 14% du total en 1960 à 45% en 1978, la réforme n'a donc presque pas affecté le mode de recrutement universitaire en concluent les deux auteurs. Cependant, en ce qui a trait aux études à temps partiel, on peut noter que la représentativité des classes sociales est plus équilibrée. Mais il s'agit là d'une autre question, liée aux besoins des universités de garder leur clientèle et aux besoins des capitalistes en main-d'œuvre plus mobile et temporaire.

D'autre part, les auteurs démontrent un rapport existant entre l'origine sociale et certains domaines d'études, illustrant ainsi une structuration de l'université avec la structure des classes. Par exemple, c'est dans le domaine de l'éducation que l'on retrouve la plus forte proportion d'étudiants issus des milieux populaires. Quant aux enfants des classes supérieures, ils sont davantage sur-représentés dans les secteurs de santé-médecine, sciences pures et sciences appliquées. Ainsi, alors qu'un plus grand nombre de jeunes issus des milieux populaires ont pu accéder à l'université, cela est dû pour une large part à "l'inclusion des sciences de l'éducation dans le système d'enseignement supérieur et la mise sur pied du réseau de l'Université du Québec" (14). Donc les places ouvertes aux classes moyennes et travailleuses se retrouvent davantage dans des niveaux inférieurs au sein de la hiérarchie universitaire et ce, de plus, dans un contexte où le système universitaire francophone serait lui-même dans une position

(13) Dandurand, P. et M. Fournier, op.cit., p. 120.

(14) Dandurand et Fournier, op.cit., p.123.

inférieure, c'est-à-dire octroyant des diplômes qui mènent à "des positions dominées (ou d'intermédiaires) au sein des classes supérieures québécoises et canadiennes" (p.125). C'est une conclusion que nous allons retenir dans notre discussion sur la position qu'occupent les diplômés universitaires et la place de l'enseignement supérieur dans la structure de classes du Québec. Pour l'instant on peut souligner que même au niveau universitaire, comme l'ont démontré les études françaises et américaines, il existe une hiérarchisation reflétant la structure sociale. Mais cette hiérarchisation compte pour bien peu comparée à la différenciation qui s'opère avant le niveau universitaire et même collégial.

4-SEGREGATIONS SOCIALES ET FILIERES SCOLAIRES

Comment expliquer alors que le domaine des études universitaires demeure relativement fermé? Pour répondre à cette question, il faut évidemment examiner le processus de sélection et d'élimination qui oeuvre dès les débuts de la fréquentation scolaire et qui contribue à distribuer les jeunes issus de milieux sociaux différents dans des filières scolaires différentes.(15) Dans un document produit en 1974, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), révèle les données d'une enquête effectuée auprès de 5 500 élèves du niveau secondaire. On y révèle d'abord que la proportion des élèves provenant des classes supérieures (professionnels, cadres supérieurs, hauts fonctionnaires) est de 7,8% au primaire, de 10,7% au secondaire et de 12,9% au cegep. La proportion des élèves provenant des classes inférieures (ouvriers, employés de services, etc.) passe respectivement de 64,1%, à 58,4% et 51,4% pour les mêmes niveaux (16). Quant au facteur du rendement scolaire, l'enquête révèle que:

(15) Une étude en profondeur a été effectuée en France par M. Schiff (op.cit.), qui présente scientifiquement le fonctionnement de ce processus de ségrégation basée sur les classes sociales, et aussi comment il est justifié.

(16) Centrale de l'enseignement du Québec, *Ecole et lutte de classes au Québec*, 1974, pp: 23-24.

"les élèves d'origine sociale supérieure sont deux fois plus représentés que ceux d'origine inférieure dans le groupe des forts. Cet écart dans le rendement est renforcé par un autre encore plus important; les élèves d'origine sociale inférieure sont beaucoup plus largement représentés que les autres dans le groupe des faibles" (17).

On ajoute que cet écart grandit entre la 2e et la 5e année, reflétant déjà en partie la sélection consacrée au cours secondaire par l'existence des cours "allégés", "réguliers" et "enrichis". L'enquête a aussi abordé la question des aspirations des jeunes, et le résultat est qu'en 2e année, 25% des enfants des classes supérieures et 29% de ceux des classes inférieures aspirent aux études universitaires. En 5e année, les proportions sont passés respectivement à 70% et 27% (p.28).

Pour ce qui est du niveau secondaire, on constate que dans la voie enrichie, les élèves provenant des classes supérieures sont sur-représentés et qu'en voie allégée, ce sont ceux des classes inférieures qui le sont, sauf en mathématiques. Un autre indice retenu est celui de l'âge moyen des élèves selon le niveau. Par exemple, si en secondaire I on ne constate pas de différence selon l'origine sociale, en secondaire V, 53% des enfants des classes supérieures ont 17 ans (l'âge normal) et 26% ont plus de 17 ans, alors que pour ceux des classes inférieures, 47% ont 17 ans et 37% en ont plus, ce qui dénote forcément un plus haut taux de dédoublement (p.31). Quant à la répartition selon le secteur d'études (professionnel ou général), voici comment se présente la situation exprimée sous forme de tableau:

Origine des étudiants

Origine:	Secondaire III secteur		Secondaire IV secteur	
	Gen.	Prof.	Gen.	Prof.
Classe supérieure	87,1	11,0	76,7	21,0
Classe inférieure	75,1	22,6	56,2	42,8

(18)

Puisque le secteur professionnel mène presque exclusivement au marché du travail et ferme pratiquement la porte aux études post-secondaires, on le verra plus loin, on aperçoit déjà entre le secondaire III et le secondaire V un élément du processus de sélection entre les deux filières scolaires. Il s'agirait donc d'une véritable accélération des tendances déjà remarquées au niveau primaire. cela se reflète aussi dans les aspirations universitaires, qui sont de 45% chez les élèves des classes supérieures en secondaire I et de 35% chez ceux des classes inférieures, mais de 39% et 18% respectivement rendu en secondaire V (p.34). Dans une autre enquête menée dans 4 cegeps, on constate que si la proportion moyenne entre le cours général et le cours professionnel est de 40/60, 53% des enfants des classes supérieures sont dans le cours général et que 64% des enfants des classes inférieures sont au cours professionnel (p.36).

Ces conclusions ne sont pas exceptionnelles, puisque d'autres études ont donné des résultats similaires, notamment celles effectuées par l'équipe A.S.O.P.E. (Aspirations scolaires et orientations professionnelles des étudiants) des départements de sociologie à l'Université de Montréal et à l'Université Laval. Ces études ont porté sur des cohortes d'élèves inscrits au cours secondaire au début des années 1970, qui ont été suivis jusqu'à la fin de leurs études.

Dans une de ces enquêtes, on constate dans l'ensemble que:

"De toute évidence, malgré la réforme scolaire au Québec, malgré la polyvalence, malgré les efforts d'humanisation de l'école, les élèves qui abandonnent prématurément les études sont nombreux, beaucoup trop nombreux dans un contexte où la démocratisation de la scolarisation constitue une priorité de la société et du système scolaire" (19).

Ce taux d'abandon se situe à 16% parmi les enfants des classes supérieures, à 33% pour les classes moyennes et 51% pour les classes inférieures (20). Ainsi, le nombre d'étudiants compris dans la cohorte d'étude passe de 4 235 en secondaire I en 1972, à 1 339 au cegep en

(18) *ibid.*, p. 33.

(19) Morissette, D., *Les inégalités scolaires au secondaire*, 1980, p. 121.

(20) *ibid.*, p. 126.

1977, soit 31,6%; au fur et à mesure qu'elle progresse, moins elle devient représentative socialement, puisque ceux qui ne sont plus aux études "viennent proportionnellement en plus grand nombre des catégories inférieures des trois variables prises comme critères" (21) Pour ce qui est du rapport entre ces variables, l'auteur conclue que:

"Les conditions d'apprentissage, représentées par le statut socio-économique, interviennent d'abord directement sur la variable psychologique sentiment d'aliénation puis indirectement sur le concept de soi. Par la suite, ces deux variables déterminent en partie les résultats scolaires qui, eux-mêmes fixent la décision scolaire, aidés en cela par une action directe du sentiment d'aliénation et surtout du statut socio-économique" (22).

Un autre membre de la même équipe de recherche illustre l'existence de deux filières au niveau secondaire et collégial, tout en constatant qu'au départ, dans la cohorte de 1971-72 inscrite en secondaire I, la proportion des enfants des classes inférieures est plus forte dans le cours professionnel. Puisque ce secteur est pratiquement coupé de l'accès à l'université (seulement 3% des étudiants du cours secondaire professionnel s'inscrivent au cours général du cegep et 28% font le contraire, soit du général au professionnel), ils sont donc destinés à déboucher rapidement sur le marché du travail (23). De plus, l'accès au cegep n'est que de 11% pour les diplômés du cours secondaire professionnel, alors qu'il est de 55% pour ceux du secondaire général (24). Il semble également qu'après l'entrée au cegep, il y ait forte étanchéité des filières puisque les allées et venues entre une et l'autre n'affectent jamais plus de 8% des étudiants (p.118). 71% des étudiants inscrits au cegep professionnel terminent leur cours, alors que 55% des inscrits au cegep général passent à l'université.

(21) *ibid.*, p. 92. Ces variables sont: le sentiment d'aliénation, le statut socio-économique et les résultats scolaires.

(22) *ibid.*, pp. 174-175.

(23) Massot, A., *Cheminements scolaires dans l'école québécoise après la réforme*, 1981, p. 110.

(24) *ibid.*, p. 114.

Ces proportions prennent une autre signification lorsqu'on tient compte de l'origine sociale des étudiants. Ainsi, on note la distribution suivante entre le général et le professionnel en secondaire V selon l'occupation du père, avec en dernière colonne, le pourcentage de l'échantillon représenté par chacune des occupations:

Profession du père	Secteur		% du total		% de l'échantillon
	Gén./Prof.	Gén./Prof.	Gén./Prof.	Gén./Prof.	
Administrateur	79,3	20,7	8,3	3,1	6,1
Cadre moyen	72,0	38,0	21,1	11,9	17,2
Petit propriét.	63,6	36,4	9,7	8,0	9,0
Col blanc	64,1	35,9	7,0	5,6	6,4
Ouvrier spéc.	54,2	45,8	22,2	27,1	24,2
Ouvr. semi-spéc.	49,0	51,0	12,8	19,1	15,4
Manoeuvre	49,4	50,6	11,4	16,8	12,6
Fermier	56,2	43,8	7,5	8,4	7,8
Total	59,0	41,0			

Ainsi les enfants de la classe ouvrière constituent 63% des effectifs du cours professionnel en secondaire V, ce qui rend ce secteur plutôt homogène, et où le taux d'abandon est de 88%. Si le secteur général est plus hétérogène du point de vue de l'origine sociale, il faut remarquer que:

"Si 59% des étudiants(es) d'origine sociale supérieure entrent au cegep général, seulement 19% d'entre eux entrent au cegep professionnel (alors que) 25% des fils ou filles de manoeuvres entrent au cegep général, tandis que 35% vont au cegep professionnel" (25).

(25) *ibid.*, p. 135.

Le passage entre secondaire V et cegep général/professionnel se révèle être un point de bifurcation essentiel, où se distingue une inégalité selon l'origine sociale qui tend à s'estomper après la première année de cegep (p.137). En effet, après le cegep II (général), 74% des enfants des classes supérieures entrent à l'université, 61% de ceux des classes ouvrières et 59% de ceux des classes moyennes (ce qui ne tient pas compte toutefois des différences pouvant exister au niveau du type d'études universitaires, note l'auteur). Ce rapprochement des chances est de plus conditionnel à ce qui s'est passé précédemment, car ce n'est qu'une faible minorité d'enfants d'ouvriers (9% en fait de ceux qui étaient inscrits en secondaire V contre 44% pour les classes supérieures) qui ont une chance d'avoir accès aux études universitaires, et qui sont donc intégrés dans une filière qui ne reflète pas le destin de la majorité de ceux provenant de cette classe. Egalement, dans les probabilités de passage du secondaire V à l'université, on remarque que la situation des enfants des cols blancs se rapproche davantage de celle des ouvriers, soit un taux de probabilité de 11% contre 16% pour les petits propriétaires et de 21% pour les cadres moyens (26).

C'est à partir de la notion théorique de "rationalité de l'acteur" que Massot examine comment la réussite scolaire influe sur la décision de poursuivre les études. A ce propos, il constate qu'en secondaire V pour ceux avec une réussite scolaire "excellente", 80% des jeunes des classes supérieures passent au cegep, ce qui n'est le cas que pour 63% de ceux des classes moyennes et 52% de ceux de la classe ouvrière (p.156). Les jeunes d'origine sociale supérieure avec des résultats scolaires moyens ont de meilleures chances d'aller au cegep que ceux d'origine sociale inférieure avec des résultats excellents (ce qui n'est le cas que pour 15% des enfants d'origine sociale inférieure. (27). Plus tard cependant, ces écarts tendent à s'estom-

(26) *ibid.*, p. 139.

(27) Ces données semblent par ailleurs concorder avec celles de M. Schiff (1982) qui a révélé que "sur 17 enfants d'ouvrier assez 'doués' pour les études universitaires de second cycle, 16 sont exclus" (p.186). Egalement, cet auteur note au sujet de la fameuse courbe des notes et du QI en forme de cloche "qu'elle a un fondement totalement arbitraire et correspond à une "conception sociale dominante (qui) est basée sur la compétition, l'exclusion et l'échec" (p.100) et que pour "chaque tranche de notes, le nombre de places est strictement limité (...) l'intelli-

per, probablement à cause d'un facteur d'homogénéisation et d'une autonomie croissante des élèves par rapport aux conditions d'origines. Avec ce concept de "rationalité de l'acteur", Massot conclue en effet qu'à l'intérieur de certaines limites, les étudiants peuvent se créer des places dans le système d'enseignement lequel serait comme un "marché plus ouvert" que celui de l'emploi. Même s'il est d'accord avec Baudelot et Estabiet sur l'existence de deux filières scolaires, il estime que l'existence d'un certain "pouvoir décisionnel" contredit ce qu'il appelle leur conception "ferroviaire" du cheminement scolaire des étudiants.

Enfin, une autre recherche de l'équipe A.S.O.P.E. a porté sur l'examen de certains facteurs expliquant les abandons scolaires. L'étude portait sur 7 000 étudiants francophones inscrits en secondaire V. On constate d'abord l'existence de deux filières divergentes (général/professionnel) qui permet facilement le passage du général au professionnel, ce qui n'est guère une promotion en soi, mais où le contraire est une "quasi-impossibilité structurelle" (28).

La divergence entre les deux se manifeste très clairement, puisque 7/10 des élèves inscrits au cours général poursuivent leurs études (encore plus s'ils sont d'origine sociale supérieure), alors que seulement 1/7 des élèves du cours professionnel passeront au cegep (p.9 et p.17). Dans ce dernier cas, on retrouve une majorité (56%) constituée d'enfants provenant d'un milieu économique faible, alors que seulement 14% proviennent d'un milieu supérieur. Pour ce qui est du destin scolaire, c'est donc le facteur de l'origine sociale qui serait le plus important, surtout pour ceux qui sont inscrits au cours professionnel, alors que pour le secteur général, le fait que l'écart...

gence apparaît comme une marchandise de luxe, dont la production doit être limitée, pour maintenir son prix et sa valeur sociale" (p.103). On sait que cette fameuse courbe en cloche est adoptée comme un principe quasi-dogmatique dans les facultés d'éducation, inculquant aux futurs enseignants que la distribution des élèves en catégories faibles, moyennes et fortes est normale et apparaît naturellement sous la forme de cette cloche...

(28) Lévesque, M. et L. Sylvain, *Après l'école secondaire: étudier ou travailler*, choisit-on vraiment? , 1982, p. 8.

"entre les jeunes de différents milieux socio-économiques soit moins grand, en termes de chances relatives de poursuivre des études, au secteur général, on pourrait supposer que les jeunes dont le statut socio-économique d'origine est faible, qui terminent un programme d'études secondaires général, ne constituent peut-être pas un échantillon représentatif de l'ensemble des jeunes de cette strate sociale" (29).

Ce qui d'ailleurs avait été remarqué par Massot dans l'étude citée précédemment. Quant à la distribution des élèves entre les deux secteurs, on mentionne que:

"le fait de se retrouver dans un secteur d'enseignement plutôt que dans l'autre est conditionné pour une bonne part importante par la position qu'occupe le jeune et sa famille dans l'échelle de stratification sociale" (30).

En conclusion, les auteurs soulignent encore que le facteur social est prépondérant et que son impact sur la décision de poursuivre ou non les études est à la fois direct et indirect, influençant des facteurs tels que la réussite scolaire et les aspirations professionnelles des élèves (p.37). Si l'accès aux études supérieures passe par l'école secondaire, on constate donc l'échec de la réforme "face à ceux qui ne peuvent obtenir le diplôme d'études secondaires" (p.47), ce qui représente environ 40% des élèves francophones du secondaire.(31)

On constate donc que même s'il y a eu des changements importants concernant le taux de scolarisation jusqu'à l'âge de 16 ans, tout semble indiquer que cette croissance a favorisé principalement les enfants des classes moyennes, et qu'en ce qui concerne les études post-secondaires, la croissance est encadrée dans une structure plus hiérarchisée, distribuant les places selon l'origine sociale. L'OCDE constatait d'ailleurs, lors d'une revue des politiques éducationnelles au début des années 1970, que:

(29) *ibid.*, p. 27.

(30) *ibid.*, p. 29.

(31) L'étude de M. Schiff est quelque peu différente de celle de l'équipe A.S.O.P.E. en ce qu'il a examiné l'évolution scolaire d'enfants de travailleurs manuels adoptés par des cadres pour démystifier les thèses "sociobiologistes" sur le lien entre le QI et les gènes. Dans une note intéressante, cet auteur avoue que cette étude de cas pourrait être récusée parce que limitée, mais il ne resterait qu'un moyen "ultime" de "mettre en évidence l'effet d'un changement de classe sociale": "supprimer les inégalités sociales". (pp.156-157).

"l'individu d'origine modeste a plus tendance à raccourcir le nombre de ses années d'études, soit par le choix d'études de formation professionnelle, soit par l'abandon scolaire" (32).

On peut donc être d'accord avec l'affirmation que la création des cegeps n'a permis qu'à "une partie des enfants de la classe ouvrière et des classes moyennes d'envisager une destination de classe différente de leur classe d'origine", et encore, dans un contexte où le travail demeurait lié à des tâches d'exécution (33). Ainsi, ces nouvelles institutions ne "permettent pas plus ni moins que les anciens collèges classiques une soit-disant démocratisation de l'enseignement collégial" (p.132). C'est aussi la conclusion formulée par Fournier et Dandurand qui soulignent que les anciens collèges classiques recrutaient largement parmi les couches populaires pour former les membres du clergé et les enseignants. Quant à la participation des filles, si on peut remarquer des progrès réels, il faut aussi souligner qu'elles se retrouvent nombreuses dans les domaines d'études menant à un travail où elles exécutent des tâches qui sont plus ou moins "un prolongement d'anciennes fonctions remplies autrefois dans la vie familiale et aujourd'hui sous une forme plus socialisée" (34), notamment dans le secteur hospitalier et autres services. Faut-il aussi rappeler que c'est dans le domaine de l'enseignement que l'on retrouve la plus forte proportion des effectifs de l'enseignement supérieur, et qu'en 1973, 43% des diplômés francophones se destinaient à une carrière dans ce domaine. Or c'est justement dans ce secteur que se retrouve une large part des enfants des classes inférieures à l'université (35).

Ainsi, comme le soulignent ces deux auteurs, la démocratisation de l'université a été principalement fictive si l'on considère que les places concédées aux nouveaux venus l'ont été surtout dans les disciplines occupant les strates inférieures comme les sciences humaines, l'éduca-

(32) OCDE, *Revue des politiques d'éducation au Canada-Québec*, 1975, p. 104.

(33) Escande, C., op.cit., p. 131.

(34) ibid., p. 133.

(35) Dandurand et Fournier, op. cit., p. 122.

tion, les arts (36) Quant aux disciplines comme droit, santé-médecine, sciences pures et dans une moindre mesure, administration, elles sont largement occupées encore par les fils et filles des classes supérieures.

5-OU SE DIRIGENT LES DIPLOMES?

Dans leur analyse de l'enseignement supérieur français, Baudelot et al. soulignent que généralement, depuis 1970, "l'emploi occupé le plus fréquemment par un individu ayant dépassé le niveau du baccalauréat est avant l'âge de trente-cinq ans, un emploi de cadre salarié (moyen ou supérieur)" (37). De plus, affirment-ils; plus longue est la scolarité, plus élevé devient le rang social de l'emploi occupé, et que pour ce qui est des diplômés des niveaux les plus élevés, il n'y a quasiment pas de chômage ni de processus de prolétarianisation. Selon les auteurs américains Bowles et Gintis toutefois le phénomène de la prolétarianisation semble d'une ampleur assez importante parmi les diplômés américains, le système d'enseignement ayant saturé le marché de main-d'oeuvre qualifiée au point où des crises importantes ont menacé les écoles américaines. Nous tenterons à partir de ces deux analyses de situer le destin éventuel des diplômés de l'enseignement supérieur québécois.

Certaines études intéressantes ont été faites relativement aux débouchés occupationnels des diplômés canadiens et québécois, et nous relèverons ici les éléments importants de ces enquêtes. D'abord notons l'enquête effectuée sur l'emploi des diplômés en sciences sortis des universités en 1954, 1959 et 1969, qui souligne entre autres un rapport étroit entre la formation reçue et l'emploi, de même qu'un taux de chômage négligeable parmi ces spécialistes. L'enquête souligne que la période économique la plus favorable aux diplômés fut celle allant de

(36) *ibid.*, p. 124. En disant strates "inférieures", cela ne comporte pas un jugement sur la valeur de ces disciplines, mais vise plutôt à situer la valeur qu'accorde le capital à ces disciplines, qui sont souvent les premières à subir des compressions budgétaires.

(37) Baudelot, Benoliel et al., *op.cit.*, p. 138.

1954 à 1964 alors que, incidemment, la moitié de l'augmentation en main-d'oeuvre scientifique était constituée de cadres spécialistes immigrés (38). Récemment, il y aurait eu saturation relative du marché du travail, surtout pour les diplômés oeuvrant dans le domaine de la recherche et de l'enseignement universitaires. Or selon l'enquête, 3/4 des diplômés du baccalauréat en physique et en chimie sont professeurs (au collège ou à l'université), enseignants au niveau secondaire ou encore praticiens dans leur domaine (p.57). Voici d'ailleurs la distribution des diplômés selon l'emploi, le secteur d'activité et la fonction occupée pour les détenteurs d'un B.A. en physique ou chimie (39).

Emploi:	Emplois des diplômés (physique et chimie)		
	Année de graduation		
	1954	1964	1969
Spécialistes dans leur domaine	23,4	27,8	39,1
Spécialistes dans un autre domaine	1,9	1,2	3,3
Administrateurs	14,0	9,3	4,1
Professeurs universitaires	35,5	40,7	24,0
Professeurs au secondaire	11,2	13,0	12,5
Autres, secteur privé	12,1	7,4	15,1
Militaires	0,9	0,6	1,1

Avant de commenter ce tableau, voyons maintenant la répartition des diplômés selon le secteur et la fonction de l'emploi:

(38) Boyd, A.D. et A.C. Gross, *Formation et emploi des scientifiques: caractéristiques des carrières de certains diplômés canadiens et étrangers*, 1974, p. 50.

(39) *ibid.*, p. 118.

Année de graduation

Secteur d'emploi	1954	1959	1969
Exploitation minière	2,8	2,5	3,3
Fabrication	24,3	20,4	18,8
Transport/Communications	0,9	- -	0,7
Services publics	0,9	1,2	0,4
Commerce, Finances et autres services	6,5	6,8	8,5
Universités	35,5	44,4	41,3
Enseignement secondaire	13,1	14,8	13,3
Administration publique	10,3	9,9	11,4

Fonction de l'emploi

Consultation	- -	0,6	0,4
Consultation privée	3,7	1,9	3,0
Conception	0,9	- -	0,4
Gestion	32,7	13,7	9,2
Production	0,9	1,2	0,7
Recherche et développement	28,0	40,1	42,1
Vente	2,8	1,9	3,0
Enseignement	28,0	36,4	29,9
Essais	1,9	0,6	4,8

Bien sûr, si on retrouve un nombre grandissant de diplômés dans le secteur universitaire, dans la recherche et l'enseignement, cela est dû à la croissance même de ce secteur durant les années 1960, alors que l'activité scientifique est devenue un champ d'activités presque entièrement soumis aux intérêts capitalistes. Quant à la diminution du côté des administrateurs (emploi) et de la fonction de gestion, on ne peut l'attribuer qu'au fait que l'activité des spécialistes s'inscrit de plus en plus au sein de larges organismes, privés ou publics, alors que les sommes consacrées à la recherche et au développement ont augmenté avec celles consacrées à l'éducation. Ces données démontreraient donc que ce n'est qu'une minorité de diplômés en sciences qui se retrouvent en fait à travailler directement dans les entreprises, et ce nombre a même diminué proportionnellement au cours des années, reflétant la socialisation des coûts de la R&D. Ceci nous fournit une raison de plus pour explorer un des aspects du rôle des universités, soit celui de la recherche. En effet, si l'impact de la recherche dite appliquée peut sembler lié de près aux besoins des entreprises, cela ne signifie pas que l'intérêt animant la recherche dite fondamentale ne soit aussi proche de celui du capital. Cette enquête n'abordait pas cette question et nous y reviendrons dans la dernière section de ce chapitre. Notons d'autre part que l'enquête auprès de 633 diplômés a démontré que le facteur décisif quant à l'emploi occupé était le fait de détenir un diplôme en sciences, et non le domaine de spécialisation lui-même. Conséquemment, il y a "mobilité" relative entre les emplois obtenus par ces diplômés (40).

Cette enquête ne portait donc que sur les détenteurs d'un baccalauréat en sciences, mais une étude de 1973 par une équipe de chercheurs du Secrétariat d'état a porté sur plus de 720 000 diplômés universitaires recensés en 1971. Parmi ce nombre, 96 000 diplômés furent effectivement l'objet d'une enquête. Le premier fait marquant de celle-ci, c'est que seulement la moitié des femmes travaillent à temps plein (87,3% pour les hommes), et que près du quart d'entre elles sont à la maison. D'autre part, outre des disciplines bien spécialisées comme la

(40) *ibid.*, p. 68.

médecine, le droit et d'autres, on remarque souvent que le domaine d'emploi se détache de la formation reçue, surtout en science sociale. (41)

Cependant, nous ne mentionnons cette enquête que parce qu'elle a ensuite servi de base à une autre enquête portant cette fois-ci sur la situation des diplômés au Québec. Il s'agit d'une étude commanditée par l'Office de la langue française du Québec visant à mettre en relief le problème du retard dans le taux de scolarisation universitaire parmi les francophones et leur sous-représentativité parmi la couche des cadres et professionnels hautement qualifiés.

Les auteurs constatent d'abord que les universités francophones québécoises ont une plus forte production au niveau des domaines de l'enseignement, de la santé et de l'administration provinciale, alors qu'elle est plus faible en ce qui concerne le secteur manufacturier et celui des finances, assurances et affaires immobilières (42). Avant d'expliquer en détail ce phénomène et de comparer la situation lors de l'enquête avec celle durant les années 1960, voyons d'abord comment se répartit l'importance de la main-d'œuvre hautement qualifiée (MHQ) selon les secteurs d'activité économique(43):

Secteurs	% MHQ	% MHQ parmi les cadres	
Agriculture, chasse et pêche	0,55	8,18	
Mines, carrières, pétrole	3,39	39,11	
Industrie manufacturière	3,31	26,14	
Bâtiments, travaux publics	0,98	14,23	
Transport, communications, utilités publiques	3,54	22,42	
Commerce (gros et détail)	2,07	14,53	
Finances, assurances, aff. immobilières	5,64	16,86	
Services socio-culturels, personnels et comm.	6,44	46,74	
Administration publique	8,21	30,73	
Mcycenne	6,20		(44)

(41) Ahamad, B., J. Greenberg, J. Desroches, R. Mitchener, N. Cartier et A. Bowen, *Diplômés canadiens: analyse de l'enquête de 1973 sur la main-d'oeuvre hautement qualifiée*, 1979.

(42) Girard, G., J-C. Otis et N. Proulx, *Le stock des ressources humaines hautement qualifiées au Québec et la production des universités québécoises*, Etude #1, 1978, p. 153

(43) Nous utilisons ce terme de MHQ même si cela pourrait être discutable, en l'identifiant grosso modo à la couche supérieure des travailleurs scientifiques et techniques occupant des postes de direction. D'autre part, les diplômés identifiés par l'enquête comme formant cette MHQ sont les diplômés universitaires seulement, dont 20% détiennent des diplômes de 2e ou 3e cycle.

L'importance de la MHQ varie donc beaucoup selon les secteurs, et on en retrouve une proportion plus élevée dans les secteurs des services et de l'administration publique. Il faudra se rappeler de ces proportions quand on examinera la provenance des diplômés selon le secteur. Ajoutons que parmi les cadres supérieurs, la MHQ représente 69% du total, et pour les cadres moyens, c'est 23% seulement. Si l'on regarde maintenant la répartition de la MHQ par secteur d'activité, on se rend compte qu'il y a une forte concentration dans quelques secteurs seulement, soit 38% (plus de 50 000) dans l'enseignement, 10,5% dans la santé et 15,9% dans les autres services socio-culturels, personnel et commerciaux. Dans l'industrie manufacturière, on ne retrouve que 12,4% de la MHQ québécoise et environ 5% dans les secteurs suivants: transport, communications et services publis; commerce, finances et affaires immobilières; et administration provinciale. Quant au domaine de l'enseignement, la MHQ a reçu sa formation dans différents domaines dans les proportions suivantes:

Type de formation de la MHQ

Education	19,7%	
Beaux-arts, Humanités	14,2	
Santé	10,7	
Administration, affaires et gestion	10,4	
Math., sc. physique et biologique	9,4	
Secteur général	9,1	
Economie, sc. pol. et sociologie	3,6	
Autres sciences sociales	5,1	
Droit	4,3	
Génie	11,9	
civil	3,2	
électrique	2,6	
mécanique	2,5	
chimique	1,3	
autres	2,3	(45)

Ces chiffres ne représentent quelque chose que si on les met en rapport maintenant avec la profession exercée par les diplômés du Québec (car il s'agit aussi de diplômés ayant été formés ailleurs, puisque l'enquête portait sur ceux qui travaillent au Québec, excluant donc les diplômés provenant du Québec travaillant à l'extérieur). Nous tenons également compte ici de la proportion de francophones dans chaque secteur, laquelle est de 60,3% en moyenne. Notons aussi que 54,3% des diplômés proviennent d'une université québécoise francophone, 19,1% d'une université québécoise anglophone, 12,7% d'une autre université canadienne et 13,2% d'une université étrangère. Voici donc une série de professions et le pourcentage que chacune représente parmi la MHQ totale:

La MHQ selon les professions

Professions	% MHQ totale	% francophone
Enseignants	25,3	70,9
Administrateurs (dont directeurs dans l'enseignement)	10,3	61,0
Professionnels de la santé	9,5	70,3
Professionnels de la gestion	9,4	54,7
Architectes, ingénieurs	7,7	50,3
Vendeurs, techniciens, employés de bureau	6,6	48,6
Praticiens en sciences sociales	4,8	68,3
Praticiens en sciences naturelles	4,5	49,8
Juges, avocats, notaires	3,4	76,1
Autres	7,1	63,7
Imprécis	11,3	- - -

(46)

Le secteur social représente donc environ la moitié de la MHQ en terme des emplois exercés, mais encore plus pour ce qui est des diplômés francophones. Notre intention en soulignant ce fait n'est pas d'adopter la perspective de l'Office de la langue française, mais de relever ces observations sur la langue en rapport avec la provenance des diplômés, ayant déjà établi que les universités anglophones du Québec étaient encore plus "élitistes" en termes de représentativité sociale, et qu'on retrouve plus de programmes d'études où se concentrent les classes populaires dans les universités francophones. C'est pourquoi nous soulignerons l'appartenance linguistique des diplômés là où cela est pertinent. Ainsi les secteurs où les diplômés francophones sont les plus fortement sous-représentés, comme ceux des mines, de l'industrie manufacturière, des transports, commerce et finances, "contribuaient, en 1974, à plus de la moitié de l'emploi total au Québec" (47). Nous avons déjà vu que ces secteurs sont contrôlés majoritairement par des groupes anglo-canadiens ou américains, et qu'il y a aussi une "faible production des universités francophones pour ce type de main-d'oeuvre", même si parmi les plus jeunes cadres, cela est moins manifeste (p.64).

L'étude de Sales sur la bourgeoisie industrielle concorde avec les constatations que seulement un peu plus du quart des administrateurs et gestionnaires dans l'industrie manufacturière sont francophones. En effet, il a constaté que si 44,6% des diplômés parmi la bourgeoisie industrielle (dont 42% des agents ont un diplôme universitaire) ont obtenu leur formation au Québec, 56% d'entre eux l'ont reçu dans une institution anglophone. Parmi les autres, mentionnons que 40,6% ont une formation d'une université étrangère, principalement américaine (48).

(46) *ibid.*, p. 40.

(47) *ibid.*, p. 62.

(48) Sales, A., *La bourgeoisie industrielle au Québec*, 1979, p. 226.

Il y a donc un rapport entre le lieu de formation et la destination professionnelle, et il semblerait que certains facteurs, surtout culturels:

"restreignent la mobilité des diplômés de langue d'usage française; inversement, compte tenu du contexte géographique et de la situation économique du Québec, l'immigration de ressources humaines hautement qualifiées vient surtout accroître le stock de diplômés anglophones ou allophones" (49).

Par exemple, plus du quart des diplômés francophones ont reçu une formation en éducation, contre seulement environ 1/8 pour ceux qui proviennent d'autres universités. Il y aurait donc une "spécialisation relative" des institutions francophones dans la satisfaction de MHQ au Québec, et parmi les secteurs "faibles" de ces institutions, on retrouve le génie et les sciences, ce qui serait un indice du niveau d' "importation de connaissance ou de technologies" (p.128): En effet, il y a plus de disciplines où la contribution des universités francophones est inférieure à la moyenne, les seules exceptions étant l'éducation, la santé, le droit, l'agriculture et le cours général (p.132). On émet donc une hypothèse à l'effet que:

"c'est peut-être l'orientation même des établissements d'enseignement supérieur, et en particulier leur interaction avec les secteurs d'activité économique, qui a déterminé dans une certaine mesure les orientations des individus vers des activités de production individuelle, dans des professions libérales (droit, santé) ou vers des activités de perpétuation du système d'enseignement (sciences de l'éducation) alors que pour les autres disciplines requises par l'activité économique, la production extérieure était appelée à la rescousse" (50).

Pour compléter cette idée, nous pourrions suggérer comme le font Dandurand et Fournier qu'il s'agit bien là du reflet concret du phénomène de hiérarchisation qui a caractérisé l'expansion de l'enseignement supérieur, dont un des aspects est la hiérarchisation entre institutions francophones et anglophones. Cependant, comme les auteurs ont constaté que "la spécialisation relative" entre celles-ci a eu tendance à diminuer, on constate encore une nouvelle hiérarchisation caractérisée par des divisions entre facultés et écoles, comme par exemple, les Hautes Etudes Commerciales à l'Université de Montréal ou la faculté des Sciences administra-

(49) Girard et. al., op.cit., p. 127.

(50) ibid., p. 144.

tives et comptables à l'UQAM, ou entre les études à temps complet et les études à temps partiel. Toutefois, malgré ces changements, la proportion de jeunes qui a accès aux études universitaires n'a pas changée.

Comme nous venons de l'indiquer, les auteurs ont effectivement remarqué "une augmentation systématique de la présence francophone lorsqu'on passe des groupes d'âge les plus vieux aux plus jeunes", dans les secteurs où ils sont sous-représentés (51). Cela est conforme aux conséquences de l'augmentation des effectifs depuis 1960. Ainsi, les francophones ne représentaient que 28% des diplômés de plus de 51 ans, mais 55,3% de ceux de moins de 40 ans et 62,3% de ceux de moins de 30 ans, tout en demeurant largement minoritaires dans les disciplines administration et affaires.

Pour ce qui est du rapport entre le secteur d'activité et le lieu d'obtention du diplôme, le secteur manufacturier et celui des mines recrutent davantage de diplômés à l'extérieur du Québec qu'ils n'en recrutent dans les universités francophones. D'autre part, on constate que 43% de la MHQ des universités francophones est dans l'enseignement et 28% dans la santé, alors que les diplômés des autres universités ne se retrouvent que dans une proportion de 30% dans le secteur de l'enseignement. Si l'on compare les secteurs d'activité avec la discipline d'étude et la langue d'usage, on voit que le secteur public (administration publique, santé, enseignement) accapare 31% des diplômés francophones en génie, 33% des diplômés francophones en affaires, 66% en sciences sociales et 74% en sciences, tandis que le secteur public ne recrute que 8% des diplômés de langue anglaise de génie, 6% en affaires, 28% en sciences sociales et 38% en sciences (52). Ces derniers sont davantage intégrés au secteur manufacturier.

(51) *ibid.*, p. 147.

(52) *ibid.*, p. 192.

6-DESTINATION DES DIPLOMES; 1964-1975

Une comparaison entre les diplômés des années 1964 à 1970 et ceux de 1970 à 1975 a également été faite par les mêmes auteurs, afin d'évaluer partiellement l'impact de la croissance des effectifs et des institutions après la révolution tranquille. D'abord on constate qu'en 1975, les universités francophones ont produit 70% des diplômés universitaires, ce qui pour l'ensemble des diplômés depuis 1939, ne représente que 59% (53). Ainsi, jusqu'en 1969 la croissance moyenne du nombre de diplômés issus des universités francophones était de 8 à 9% par année, alors que de 1970 à 1975, ce taux est de 12,1% annuellement, et de 8,6% pour les universités anglophones. Mais de 1965 à 1975, on ne constate une croissance du nombre de diplômés que dans quelques domaines, soit les arts et humanités (de 17,6% du total de 56-65 à 30,4% de 66-75), éducation (de 5,5% à 13,7%), aux dépens surtout des disciplines des affaires, de génie et de la santé. Egalement on remarque que 85% des diplômés actuels en éducation ont reçu leur formation entre 1966 et 1975 (54).

Au niveau de l'origine des diplômés, on remarque une légère augmentation de la part des universités francophones en sciences (de 26,6% en 1964 à 41,7% en 1974) et en affaires (de 56,5% à 62,9%). En éducation, les diplômés francophones représentent 92% de tous les diplômés dans cette discipline, et en santé, 84,4%. Cependant, même si parmi les plus jeunes diplômés la proportion des diplômés francophones en sciences, génie et autres secteurs a augmenté, il n'apparaît pas:

"certain que ces efforts contribuent à modifier de façon significative la faible présence de diplômés francophones dans certains secteurs clés de l'activité économique"(55).

(53) *ibid.*, Etude #2, p. 31.

(54) *ibid.*, p. 38.

(55) *ibid.*, p. 46

Ces secteurs clés étant identifiés aux disciplines "modales" que sont les sciences, le génie et les affaires. Il semblerait que la hausse de diplômés francophones dans ces disciplines "n'est pas imputable à un accroissement de l'importance relative de ces disciplines chez les diplômés des universités francophones, au contraire"; il s'agit donc surtout d'une diminution de l'importance relative de ces disciplines dans les universités anglophones et de plus, parmi les nouvelles institutions nouvelles comme l'UQAM, ces disciplines demeurent relativement faibles jusqu'au milieu des années 1970. En effet, l'Université du Québec a produit 49% de ses diplômés en éducation, 10% en affaires, 6% en sciences et 2,5% en génie (p.46).

Avant de commenter davantage les données de cette enquête sur la MHQ au Québec, examinons une autre étude qui porte cette fois sur les diplômés de l'Université de Montréal, comparant les données pour les années 1965-69 et ceux des années 1970-73. D'abord cette enquête révèle qu'il n'y a pas eu de changement important pour ce qui est du secteur d'activité où l'on retrouve les diplômés, sinon que la grande majorité oeuvre dans le secteur public et celui des services:

Diplômés universitaires par secteur d'activité

Secteur	1965-69	1970-73	H	F
Secondaire (Ind. manufacturière)	1,5	3,3	3,6	1,2
Tertiaire:				
Fonction publique	13,0	20,1	18,8	14,3
Santé	10,3	15,2	5,4	20,1
Enseignement	66,5	46,6	57,3	55,8
Professions lib.	5,1	12,0	10,7	6,4
Clergé ^A	1,7	1,0	1,8	0,9
"Quaternaire":				
Consultation/recherche	1,9	1,0	2,4	1,3

On remarque encore une fois la forte prépondérance pour les diplômés féminins à se concentrer (3/4 dans deux secteurs, soit l'enseignement et la santé). Quant à la baisse relative des diplômés dans l'enseignement, cela est sans doute explicable par l'apparition de l'Université du Québec et la réduction progressive des postes. D'autre part, la croissance des emplois dans la fonction publique est sans doute due à la création de divers organismes et institutions gouvernementaux à la fin des années 1960 (57). La faiblesse du secteur de l'industrie manufacturière demeure flagrante, confirmant ainsi les tendances révélées par l'étude de Girard, Otis et Proulx. Regardons maintenant la profession exercée par les diplômés; où encore là on ne constate pas de changement majeur:

Emploi des diplomes				
Emploi	1965-66	1970-73	H	F
Sante	5,0	8,7	2,5	11,2
Sciences pures	3,1	9,2	9,6	2,7
Sciences sociales/Arts	17,0	19,1	16,3	19,8
Enseignants	54,6	38,0	44,9	47,7
Membres du clerge	0,6	1,1	1,5	0,2
Administrateurs	7,3	6,9	8,4	5,8
Journaliers, cols blancs	0,7	1,4	1,1	1,0
Professions liberales, finances	4,2	9,8	9,2	4,8
Consultants/recherchistes	7,5	5,8	6,5	6,8

(58)

(56) Farine, A., *Les diplômés de l'Université de Montréal sur le marché du travail*, 1974, p. 174.

(57) Simard dans "La longue marche des technocrates" in *Recherches sociographiques* Vol 18, no 1, 1977, indique une augmentation dans le nombre de fonctionnaires au gouvernement provincial dans les secteurs suivants, entre 1964 et 1971: techniques biologiques et physiques +20,5% (1 316 à 1 586); services juridico-administratifs, +247% (602 à 2 088); et services sociaux et personnel, +421% (185 à 972); p.122.

L'augmentation relative des professions en sciences pures est notable, mais on a vu que ces emplois ne sont pas liés à l'industrie manufacturière. On peut donc supposer que ces emplois sont soit dans la fonction publique ou dans l'enseignement. Comparons toutefois avec les données recueillies pour les diplômés de 1973-74. Cette enquête révèle notamment que la légère augmentation des emplois dans le secteur manufacturier s'est poursuivie alors que la baisse dans l'enseignement a continué (59). Cela confirme aussi les résultats de l'enquête sur la MHQ. Il demeure donc que pour une large part, la production de diplômés universitaires consiste à former les éléments requis pour perpétuer le système d'enseignement de même que divers services sociaux, celui de la santé principalement. La diminution de la production de diplômés dans le secteur de l'enseignement est relative du fait que la fin des années 1960 et le début des années 1970 correspond à la fin de la période d'expansion, qui a certes été caractérisée par un recrutement massif de professeurs et d'enseignants. D'autre part, il ne faut pas négliger la production de diplômés qui sont devenus des praticiens soit en sciences pures, soit en sciences sociales. Parmi ces derniers, sociologues, anthropologues, politicologues, etc., il serait intéressant d'examiner le rôle idéologique de cette couche d'intellectuels.

D'autre part, notons qu'il est révélateur de savoir qu'un grand nombre de dirigeants syndicaux sont issus de cette couche d'intellectuels formée dans les universités. Ainsi, la biographie du livre de R. Denis (60) nous révèle que la moitié des dirigeants syndicaux cités ont une formation universitaire. Par exemple, Fernand Daoust, secrétaire-général de la FTQ, a une formation en relations industrielles à l'Université de Montréal; Jean-Gérin Lajoie, ancien dirigeant de la FTQ, membre du NPD et proche du PQ, est diplômé en science économique des universités de St-Louis, Oxford et McGill; André L'Heureux, ancien collaborateur du gouvernement Lesage devenu un des dirigeants de la CSN à la fin des années 1970, a un diplôme en

(58) Farine, A., op.cit., p. 195.

(59) Farine, A., *Aspects de l'expérience universitaire et de la carrière des étudiants*, 1975, p. 58.

(60) Denis, R., op.cit., annexe bibliographique.

science économique de l'Université d'Ottawa; Jean Marchand, leader de la CSN avant de devenir député libéral en 1965, a été formé en sciences sociales à l'Université Laval; Marcel Pépin, dirigeant de la CSN pendant 15 ans, aujourd'hui membre du Conseil Mondial du Travail, possède une maîtrise en relations industrielles de l'Université Laval; Gérard Picard, dirigeant de la CSN et de la CTCC (précurseur de la CSN), membre fondateur du NPD-Québec et du Conseil canadien des relations ouvrières a étudié en droit à l'Université Laval; Roger Provost, ancien président de la FTQ et membre du NPD, est diplômé de l'Université de Montréal. Cette brève énumération illustre quand même la place des universités dans la formation de cette couche d'intellectuels qui forme une partie de l'aristocratie ouvrière. Cette couche a certes été un des instruments principaux pour la dissémination des idées social-démocrates et réformistes dans le mouvement ouvrier et il nous faudra revenir sur ce rôle idéologique qui a influencé la lutte des classes et a présenté une vision particulière de la révolution tranquille.

Avant de terminer cette section, jetons un bref coup d'oeil sur la position des diplômés de 3e cycle (doctorat) au Canada. Dans ce cas, il y a encore une fois nette domination du secteur de l'enseignement, alors que 38% des détenteurs d'un doctorat en 1971-72 étaient professeurs d'université, ce qui étaient le cas pour 36% d'entre eux en 1978-79. Le nombre d'enseignants de niveau collégial passait de 4% à 6%. Ceux engagés dans l'industrie passaient de 9% à 11%, alors que ceux employés dans des "Research Fellowships" passaient de 27% du total à seulement 16%, dont seulement un peu plus de la moitié au Canada. Enfin ceux qui étaient engagés par des organismes privés de recherche passaient de 3% à 7% du total, et le gouvernement employait 8% des diplômés de 3e cycle en 1971-72 contre 12% en 1978-79 (61). Dans l'ensemble, environ 1/4 des diplômés de 3e cycle travaillaient à l'extérieur du pays.

(61) Watt, L., "Canadian Universities: their role in research and engineering", in *Financing Canadian Universities: for whom and by whom?*, coll., 1981, p.

Pour conclure cette section où nous avons examiné quelques données relatives à la position des diplômés universitaires dans la société québécoise actuelle, est-il nécessaire de dire que les phénomènes qui ont caractérisé l'enseignement supérieur ne sont pas particuliers à cette société. La question de la position relative des groupes linguistiques ajoutent des traits distinctes à ce phénomène mais ne modifie en rien l'essence d'un processus d'adaptation de l'enseignement supérieur aux conditions de l'accumulation monopoliste. Ces conditions nécessitent entre autres un nombre important de chercheurs et travailleurs scientifiques oeuvrant dans des organismes, universitaires, publics ou privés.

7-L'EXPANSION DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Nous avons déjà parlé des conditions du développement de la science et la technique et son intégration dans la production capitaliste au cours du siècle et surtout depuis 1945. D'un instrument de lutte idéologique contre le féodalisme, la science s'est progressivement transformée en une marchandise elle-même et ce, d'autant plus que l'entreprise scientifique requérait des investissements et infrastructure importants. Au départ, ce sont les entreprises elles-mêmes qui ont cherché à développer leurs propres laboratoires et équipes de recherche, surtout aux Etats-Unis, mais l'Etat assume de plus en plus une part importante des coûts. Au Canada, la domination étrangère sur le secteur manufacturier de même que l'existence de deux niveaux de gouvernements, a eu comme conséquence un développement particulier de la recherche, basé davantage sur le besoin d'entreprises étrangères (62).

Ce n'est qu'à la fin des années 60 en fait que l'on parle de politique scientifique au Canada, qui serait mise au service des objectifs de croissance économique. Il en va de même au Québec. Dans l'ensemble du pays, la recherche connaît un essor sans précédent après 1945,

(62) voir Britton, T., J. Gilmour et M. Murphy, *The Weakest Link: a technological perspective on Canadian industrial development*, 1978.

mais ce n'est qu'à partir de 1963-64 que le gouvernement parle d'orienter les dépenses afin d':

"inciter les universités à collaborer à l'accomplissement de missions plus pratiques en matière de recherche et de créer un climat favorable à la recherche industrielle, en accordant des subventions directes à l'industrie et en confiant à cette dernière des contrats relatifs à l'exécution de programmes fédéraux de recherche". (63)

C'est à peu près à cette époque de financement massif de l'éducation qu'est soulevé le débat dans les universités entre la recherche utilitaire et la recherche désintéressée. La pratique des subventions fédérales aura tendance à favoriser la recherche dans les universités les plus développées, alors que les subventions provinciales découleront d'une politique dite de "rattrapage", favorisant la recherche comme outil de "développement de la collectivité", notamment avec la création de l'INRS (Institut National de Recherche Scientifique) en 1968.

Même si ce n'est qu'au début des années 70 que l'on commence à établir formellement une politique scientifique, tant à Ottawa qu'à Québec, dès la fin de la Deuxième guerre mondiale, le développement de la r-d prend une orientation bien déterminée. Ainsi, l'expression progressive du besoin de formuler une politique scientifique découlera en partie de la nécessité de faire face aux contraintes de la crise économique, qui force des choix et des directions plus précises quant au développement de la r-d (64). du Conseil de la science et la technologie, Conjoncture 1985).

Pour ce qui est de la fonction des universités par rapport à la r-d, elle consiste surtout à former le personnel nécessaire, et secondairement à produire elles-mêmes. Les universités cessent progressivement d'être des institutions qui transmettent une "culture universitaire" ou humaniste pour se consacrer davantage à une "spécialisation technique" dans le cadre de la

(63) Ministère d'Etat au développement culturel *Pour une politique québécoise de recherche scientifique*, Québec, p. 26.

(64) voir Duchesne, R., in *L'enjeu du progrès*, pp. 159 à 194, et le document du Conseil de la science et la technologie, *Conjoncture 1985*, de même que les projets de rapport sur la réorganisation de l'enseignement des sciences publiés de 1973 à 1975: *Opération sciences appliquées*, *Opération sciences fondamentales* et *Opération sciences de la santé*.

reproduction de la division du travail (65). Cela se reflète dans la croissance significative de l'enseignement des sciences, traduit par l'augmentation rapide du nombre de diplômés en sciences et génie. Par exemple, de 1936 à 1955, l'Université Laval n'a produit que 169 diplômés de 1er cycle en sciences, mais 766 entre 1956 et 1970; à l'Université de Montréal, il y en a 436 entre 1936-1955, mais 1 926 entre 1956-70; à McGill, 2 719 entre 1936-1955, mais 5 172 entre 1956-1970, etc. (rf. R. Duchesne, *La science et le pouvoir*, annexes). Du même coup, l'aide gouvernementale à la recherche industrielle se développe: 1961-programme fédéral d'aide à la recherche industrielle; 1965-programme d'avancement de la technologie industrielle; 1967- lois pour stimuler la r-d industrielle; 1968- programme de productivité de l'industrie de défense. Il en va de même au niveau provincial, avec des programmes de dégrèvement d'impôts pour les entreprises faisant de la r-d, des programmes d'aide directe et la création du CRIQ (Centre de Recherche Industrielle du Québec) en 1969. Il reste cependant, que la majorité des industries faisant de la r-d sont celles liées aux capitaux étrangers, où le niveau de développement est le plus élevé: industrie des machines et de matériel de transport, industrie électronique, industrie d'instruments de précision et industrie à base chimique. Il y a aussi une forte concentration de la r-d dans la seule région de Montréal.

Cette concentration de la recherche autour des grandes entreprises a été révélée entre autre par une étude américaine qui a mis en évidence le fait qu'entre 1953 et 1973, la majorité des innovations sont issues de:

"centre des recherches fortement liés aux entreprises qui assuraient la mise en marché des découvertes et des produits ainsi développés" (66).

Quant à la recherche dans les universités, elle ne se développe réellement (mis à part des projets particuliers comme celui de l'industrie des pâtes et papier et l'Université McGill) qu'à partir du début des années 60, alors que l'Etat assumera les frais de l'expansion de l'enseigne-

(65) Gorz, A., "Techniciens...", op. cit., p.281.

(66) *Interface*, Acfas, Vol 5, no 3, p.26.

ment supérieur. On retrouve ainsi parmi les recommandations du rapport Parent que:

" L'industrie et les gouvernements doivent entreprendre de vastes programmes de recherches destinées à maintenir le progrès technique et à accroître la productivité; l'université doit principalement contribuer au progrès de la théorie et à l'avancement des connaissances de tous les champs de savoir" (67).

On parle donc d'avancement de la recherche fondamentale dans les universités, alors que pour la recherche dite appliquée, on favoriserait plutôt l'aide à l'industrie et le développement de laboratoires gouvernementaux et conjoints. Mais qu'en est-il en réalité de cette supposée dichotomie entre la recherche pure et la recherche appliquée? En ce qui concerne la recherche pure ou fondamentale, dans le contexte du processus de marchandisation de la science, l'orientation des chercheurs s'inscrit de plus en plus selon les besoins de tirer un bénéfice quelconque de la recherche et à la quête pour l'obtention de nouveaux fonds, créant de la sorte divers liens avec le pouvoir. Il faut aussi dire qu'en ce qui concerne les "retombées" de cette recherche, seules les grandes entreprises disposant du personnel et des moyens suffisants, peuvent se tenir au courant des développements et les mettre en application (68). Enfin, considérant l'effort financier requis pour soutenir ce type de recherche, la pression que subissent les universités pour obtenir des contrats, pour attirer des chercheurs, améliorer leur image et pour tirer des bénéfices, etc., sont autant de facteurs déterminants dans l'orientation de la recherche dite fondamentale (69).

Ainsi, c'est le développement même de la science et la technique en tant que marchandise capitaliste (qui touche aussi l'information scientifique elle-même, qui est de plus en plus véhiculée par de grands monopoles de l'édition plutôt que par des sociétés savantes(70)

(67) Rapport Parent, III, p.143.

(68) Jaubert, A. et J-M. Lévy-Leblond, *Auto-critique de la science*, 1973, pp. 71-72.

(69) Levins et Lewontyn, op.cit., p.205)

(70) Sur la question des entreprises d'édition et plus généralement, sur la question de la marchandisation de la culture, voir l'ouvrage de A. Huet et al., *Capitalisme et industries culturelles*, 1984.

qui oriente les universités à rentabiliser leurs activités scientifiques et à collaborer davantage avec les entreprises. Il ne s'agit pas seulement de la question de "commercialiser" la recherche universitaire, mais de la question plus large des décisions prises en ce qui concerne la recherche fondamentale. Même les chercheurs les plus désintéressés qui se considèrent au-dessus des intérêts économiques et projettent l'image d'une science neutre, renforcent par leur activité la conception idéologique selon laquelle le progrès scientifique est un progrès en soi, découlant d'une rationalité objective. Cette conception se manifeste dans la croyance des chercheurs que leur travail obéit à un intérêt supérieur, qui sera préservé si l'on distingue bien entre la recherche en vue d'applications pratiques et la recherche en vue de contribuer aux connaissances générales. D'autre part, il est juste de souligner que cette division reflète une des contradictions de la science sous le capitalisme, alors qu'en période de crise, il y a une tendance à comprimer les dépenses superflues et à les concentrer dans les secteurs les plus profitables à court terme. C'est ainsi que se présente la question de la militarisation croissante de la recherche scientifique, qui accapare de plus en plus de ressources, comprimant ainsi les fonds destinés à d'autres types de recherches.

Les chercheurs auraient donc le choix entre s'engager dans la recherche appliquée ou s'en tenir à la recherche pure. Le problème est que dans ce cas, l'idéologie qui est répandue parmi les scientifiques les empêche de concevoir la direction même que prend ce type de recherche ou d'en prévoir les conséquences. La conception traditionnelle-humaniste des universitaires est une forme de résistance à la rentabilisation des activités scientifiques ou la militarisation, mais elle est sans issue si elle ne saisit pas les enjeux sociaux de cette lutte.

Un autre aspect de l'essor de la r-d dans les universités est donc le développement de l'idéologie technocrate associée à une fraction de la nouvelle petite-bourgeoisie, en particulier celle occupant des postes dans la fonction publique et l'enseignement supérieur. Cette idéologie est l'expression des intérêts de cette couche qui voyait dans l'élargissement des fonctions

de l'Etat et des services sociaux, la possibilité de se créer une niche et obtenir du pouvoir. Un aspect de cette idéologie est la croyance que l'expertise scientifique dépasse les intérêts politiques et économiques des classes sociales et permet donc des politiques qui amèneraient une croissance réelle pour tous (71).

La réforme de l'enseignement supérieur a donc joué un rôle dans la reproduction de cette nouvelle petite-bourgeoisie, dans un processus a été décrit comme "l'institutionnalisation" du champ scientifique" (72). Au Québec, ce processus a eu ceci de particulier que cette nouvelle petite-bourgeoisie a profité de ces réformes pour assurer l'éviction de la petite-bourgeoisie traditionnelle. Mais il s'est aussi créé un espace pour la bourgeoisie québécoise elle-même, dans le cadre de l'expansion du capital. Par exemple, la croissance de l'industrie pharmaceutique, rendue possible par l'extension du réseau hospitalier et l'aide gouvernementale à la recherche bio-médicale. En ce qui concerne ce type de recherche, dont une partie s'effectue au sein du réseau universitaire, il faut ajouter que l'expansion du système de santé au Québec a été caractérisée par la marchandisation des services de santé et une recherche qui se fonde davantage sur le souci d'obtenir des profits que de soulager réellement les problèmes de santé de la population, voire même, en en créant d'autres (73).

Les conditions de l'expansion ont permis une alliance entre technocrates et le capital, mais quand la crise a réduit le nombre de postes dans la fonction publique et dans l'enseignement supérieur, la base de cette alliance a été sapée, soumettant la fraction petite-bourgeoise à des tendances contradictoires: élitisme vs prolétarisation, déqualification, etc.(74)

(71) Lévy-Leblond, J-M., *L'esprit de sel*, 1981. p. 218.

(72) Fournier, M. et L. Maheu, "L'institutionnalisation..." *Sociologie et sociétés*, Vol 5, no 1, pp. 105-106.

(73) voir Gorz, A., "Médecine et société", in *Ecologie et politique*, 1978, pp. 169-224.

(74) La croissance des postes universitaires est passée, pour l'ensemble du Canada, de 17% entre 1961-65, 20% entre 1966-69, 7% entre 1970-73 et 2% entre 1974-77. *Interface*, Acfas, Vol 3 no. 2, 1981, pp8-10). Corollairement, la position des diplômés universitaires en Education est passée de 30,9% du total des diplômés en 1970, à 20,6% en 1982 (une baisse réelle de 24%), principalement au profit des diplômés en Commerce/Administration, qui sont passés de 6,6% en 1970 à 17,5% en 1982 (CST, *Avis sur le programme de soutien à l'emploi scientifique*

La crise met aussi un terme à l'essor de la r-d dans les universités, et il y a une baisse significative du niveau d'intensité de la recherche, niveau exprimé par le rapport entre le montant des subventions et le nombre de professeurs et leur qualification. Egalement, la propension à poursuivre des études au-delà du 1er cycle a stagné ou baissé à partir de 1973-74. Un effet de la crise et des compressions budgétaires est donc la tendance vers la concentration et la spécialisation de la recherche dans certaines universités, de même que la politique de centres de spécialisations régionaux en ce qui concerne les cegeps (75). Il en est de même dans l'industrie, qui effectue maintenant une plus grande part de la recherche que dans les années 60: on retrouve ainsi la moitié du personnel de r-d dans 10% seulement des entreprises impliquées, et 3/4 du personnel est employé dans une dizaine d'équipes.

Avec la crise, la position contradictoire de la classe petite-bourgeoise s'est donc aggravée. En effet, associée à une idéologie revendiquant le progrès social et l'égalité des chances, etc., elle se trouve objectivement comme partie d'un instrument de domination idéologique et de reproduction de la division du travail (cf. Fournier, *L'institutionnalisation des sciences sociales*, 1973, p.55). Pourtant, malgré leur idéologie technocratique et professionnaliste, leur position subordonnée, en général, et la déqualification qu'ils subissent, portent objectivement les agents de cette couche moyenne à confronter la logique capitaliste et à s'associer à la classe ouvrière. Il nous manque d'espace pour élaborer sur cette question, mais suffit-il de dire que dans le contexte actuel de crise, l'enseignement supérieur est plus que jamais aussi un terrain où s'affrontent les classes, que ce soit sur la question du contenu et de l'orientation même de l'enseignement ou la question des perspectives de la recherche universitaire.

Pour conclure sur ce point toutefois, disons que l'expansion de l'enseignement supérieur aura dans le cas du Québec permis un certain rattrapage en ce qui concerne la formation de scientifiques et le niveau de recherche. Il semble toutefois que l'on manque de données qui:

, Québec, 1984, p.14).

(75) Ministère de l'Éducation, *Les collèges du Québec, une nouvelle étape*, 1978.

"permettrait de nous éclairer sur la performance relative des universités et des programmes selon les champs disciplinaires et éventuellement permettrait de nous éclairer sur la nature des difficultés auxquelles font face les universités" (76).

C'est là un sujet qui reste donc à explorer davantage. La persistance de la fonction de la recherche fondamentale dans les universités se heurte aux exigences du capital en temps de crise, et cette recherche fait de plus en plus l'objet compressions de la part des gouvernements, alors qu'on assiste d'autre part à diverses formes de collaboration entre les universités et les entreprises (77). Il demeure sans doute vrai que les universités

"forment l'armature principale du système scientifique et technique. En remplissant leur mission de formation et de diffusion des connaissances, ils contribuent indirectement à la production scientifique et technologique de tous les autres secteurs de l'économie" (78)

Le problème est cependant que ces "autres secteurs" sont dominés par la logique interne de l'accumulation capitaliste, qui dans les conditions actuelles met en place des politiques de recherche scientifique qui écartent de plus en plus le développement de la science et la technique de la satisfaction des besoins sociaux.

Pour terminer, ajoutons quelques mots au sujet des compressions budgétaires depuis le début des années 1970, et qui correspondent au terme de la période d'expansion et de de l'enseignement. Indiquons d'abord que l'analyse des débuts de la crise a été amplement décrite de façon globale en ce qui concerne l'ensemble des pays capitalistes avancés (voir par exemple Mandel, Granou, Hoxha, Yaffe). Au Québec, on a assisté en effet à une réorientation majeure des politiques gouvernementales, reflétée entre autres par les budgets, qui a mené en définitive à une dilapidation progressive des services sociaux, au profit d'une plus grande rentabilité des dépenses de l'Etat.

(76) Conseil de la science et la technologie, *Conjoncture 1985 II*, 1986, p. 41.

(77) Voir entre autres *Québec Science*, Vol. 23, no. 10, juin 1985, pp14-21), et Maxwell, J. et S. Currie, *Ensemble vers l'avenir: la collaboration universités- entreprises au Canada*, 1984.

(78) CST, op.cit., p. 37.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, les gouvernements poursuivent depuis 1970-71 une politique fondée sur la rationalisation des dépenses, accompagnée d'une hiérarchisation entre les institutions et la centralisation des pouvoirs de décision entre ses mains. Ainsi, principalement grâce au contrôle financier qu'il exerce, le gouvernement a fortement rationalisé les programmes d'enseignement aussi bien que la recherche, forçant les universités à se débrouiller avec les fonds qu'elles reçoivent. Le résultat a été une détérioration croissante des conditions d'étude, une réduction de l'accès (du moins en ce qui concerne les étudiants à temps plein, car il y a plafonnement en 1971-72) et le manque de financement pour les dépenses d'immobilisation et de maintien (79)

Quant aux compressions dans les autres domaines, comme la santé et les autres niveaux d'enseignements, on constate un sous-financement général depuis le début ou le milieu des années 70, caractérisé par le refus de résorber les déficits accumulés dans les hôpitaux, par exemple. Le gouvernement a donc reporté sur le dos des institutions individuelles (commissions scolaires, hôpitaux, CLSC, collèges) la tâche de trouver les moyens de fonctionner avec des sources de financement réduites année après année (80)

La période qui correspond à peu près de 1972-73 jusqu'à 1981 a donc été caractérisée par des politiques de l'Etat visant à réduire les dépenses dans le secteur de l'éducation, et que plusieurs ont appelé une "contre-révolution tranquille". Il est manifeste en tout cas que depuis cette date, la politique éducationnelle de l'Etat québécois a subie une transformation liée au déclenchement d'une crise du régime d'accumulation capitaliste en place depuis 1945, et nous discuterons d'une façon plus générale de la nature de ces transformations dans la conclusion.

CONCLUSION

(79) Voir R. Tardif, "La politique du gouvernement du Québec dans l'éducation", in *Pour l'Organisation*, Vol 3 no 8, 1976, pp. 4-6, de même que Canadian Association of University Teachers, *The Funding of Canadian Universities*, 1981.

(80) Voir P. Beaulne, "Les restrictions dans les dépenses de santé et d'éducation au Québec: nature et incidence", in *La crise économique et sa gestion*, Ed. G. Dostaler, 1982, pp. 211-226.

Cette étude sur la réforme de l'enseignement supérieur au Québec durant les années 60 nous amène à nouveau sur le terrain du débat théorique concernant la nature de l'Etat. Nous avons illustré que cette réforme est liée à une série d'interventions de la part de l'Etat qui ont marqué l'évolution des sociétés capitalistes avancées après 1945. Ces interventions sont aujourd'hui devenues le sujet d'un débat sur le terrain politique entre d'une part les tenants d'un retour aux forces du libre marché, d'un désengagement de l'Etat et d'une compression des dépenses publiques, et d'autre part, ceux qui maintiennent la nécessité d'une intervention de l'Etat afin de résoudre les faiblesses ou les erreurs des acteurs économiques et assumer une certaine équité sociale. Pour généraliser les deux positions dans ce débat, on peut parler d'une part des néo-libéraux, qui regroupent grosso modo la plupart des organisations politiques traditionnelles, et d'autre part des réformistes, regroupant grosso modo les partis sociaux-démocrates et les organisations syndicales institutionnalisées.

Pour les néo-libéraux donc, l'intervention de l'Etat depuis 1945 a été nécessaire certes, mais elle est aussi responsable en partie de la crise actuelle et elle est aussi devenue une trop grande entrave aux lois du libre marché, étouffant les efforts de croissance du secteur privé. Le rôle de l'Etat doit donc être réduit et remis en question dans les conditions de crise fiscale et de budgets déficitaires. afin de permettre aux entrepreneurs de relancer l'économie. Pour les réformistes, cependant, l'intervention de l'Etat est soit insuffisante ou soit guidée par de mauvaises politiques. Pour enrayer la crise et assurer la croissance, il doit y avoir un élargissement du secteur public dans le cadre d'une économie mixte. Notre but ici n'est pas d'analyser en détail les arguments invoqués de part et d'autre ni de relever les divers courants existant au sein de ces deux positions, mais plutôt d'analyser la base théorique de ces deux positions politiques.

En abordant cette question du point de vue de la théorie de l'Etat, nous pourrions mieux saisir les enjeux du débat et nous situer selon une perspective permettant de le dépasser et de poser des questions plus fondamentales.

Voyons donc quelles sont les conceptions théoriques fondamentales par rapport à l'Etat qui se retrouvent dans ces positions. Il y a d'abord l'approche la plus traditionnelle et celle que l'on retrouve le plus souvent non seulement dans les sciences politiques mais aussi dans la majorité des publications et les media, et que l'on pourrait qualifier de pluraliste/ fonctionnaliste. Ces théories, que nous regroupons toutes ici pour fin d'analyse, ont été développées surtout aux Etats-Unis, par des auteurs comme Dahl, Easton, Galbraith, etc., qui ont dégagé leur analyse à partir de l'observation des structures politiques modernes afin de généraliser une approche au système politique valable pour toutes les sociétés.

Pour les théoriciens pluralistes, le système politique est essentiellement une structure neutre dont la fonction est de permettre l'expression des intérêts émergeant des divers groupes dans la société, lesquels sont canalisés à travers des organisations politiques ou autres institutions légitimes, puis d'émettre des réponses aux demandes formulées. L'Etat, dans ce système politique, est confronté à une pluralité d'intérêts, et n'est pas dominé par les intérêts d'une certaine classe ou d'un groupe en particulier. L'élite qui compose le système politique ne s'apparente pas, ou seulement partiellement, aux autres élites. Il y a donc reconnaissance par les pluralistes de la domination d'élites, mais celles-ci étant nombreuses et avec des intérêts variés et divergents, il n'y a pas de concentration du pouvoir dans les mains d'un groupe. Le système politique a d'ailleurs comme fonction spécifique, entre autres, de maintenir et promouvoir cette diffusion du pouvoir.

L'Etat est un arbitre, en tant que sous-système parmi tant d'autres évoluant dans un certain environnement social où règne l'interdépendance sans qu'aucun sous-système ne soit déterminant. L'Etat agit en fonction du jeu politique auquel se livrent les groupes d'intérêts et partis, transformant les inputs en outputs dans le but d'assurer avant tout le maintien, ou la "persistance" du système, donc en ne favorisant pas un groupe au détriment des autres, mais en modérant les demandes de façon à satisfaire l'intérêt du plus grand nombre possible.

L'Etat assume sa fonction de catalyseur des demandes et des besoins afin de promouvoir la stabilité et l'efficacité du système social.

On peut donc affirmer que ces théories ont comme souci d'analyser le comment, ou le fonctionnement du système politique, dont l'Etat est un des éléments. On ne s'intéresse donc pas à l'origine socio-historique de l'Etat ou de ce qui détermine sa nature. Elles écartent la possibilité qu'il y ait des intérêts dominants et que par conséquent, que la société soit caractérisée par l'existence de rapports contradictoires entre classes ou intérêts de classe. Certaines variantes pluralistes admettent volontiers que certains groupes soient plus forts que d'autres, mais on affirme aussi que la domination d'un groupe ou d'une élite dans un sous-système ne peut se transposer dans un autre sous-système. Ou alors, si effectivement il y a domination de l'ensemble de la société par une élite, on parlera non plus d'un système pluraliste, mais d'un système totalitaire, d'où la division entre deux systèmes politiques, peu importe la nature de l'Etat ou du système économique. Mais cette question ne nous concerne pas pour l'instant puisque selon le modèle d'analyse, les sociétés capitalistes avancées sont des types de sociétés pluralistes-démocratiques, caractérisées par la coexistence des élites politiques, économiques, religieuses, syndicales, culturelles, bureaucratiques, etc. La hiérarchie des élites ou des intérêts n'est pas déterminée et donc la compétition entre les groupes est plus ou moins égale et libre. Il y a des forces qui contre-balaçent continuellement le pouvoir des élites. Ce qui compte donc dans l'analyse est l'observation du fonctionnement du système politique et les mécanismes par lesquels il régie le jeu des intérêts. On ne met pas en cause la raison d'être du système politique, ni la nature des transformations qu'il subit, et en portant toute l'analyse sur son fonctionnement, on le valorise comme tel, puisque après tout, la solution de rechange du système pluraliste est le système totalitaire.

C'est justement en prétendant analyser le système politique sans aucun préjugé, sur la base de strictes observations, qu'on lui prête un caractère immuable et supra-historique. La

conception pluraliste détache la question de la nature du système politique de son analyse, et ne pose aucune limite à sa possibilité de régler les conflits qui peuvent exister (le stress), donc nie la possibilité même que le système politique soit lié à des intérêts économiques historiquement déterminés. Ceci impliquerait que les solutions soient elles aussi limitées par cette détermination. Ainsi, le développement de l'Etat moderne n'est qu'une question d'efficacité, la logique de l'Etat en demeurant une de fonctionnalité et d'adaptation avec l'environnement (et les autres sous-systèmes dont le système économique ou le marché libre). Si on a observé une multiplication des interventions de l'Etat au cours des trente dernières années, c'était pour mieux satisfaire les intérêts des groupes sociaux, qui se sont organisés pour formuler leurs demandes de façon efficace.

Voyons maintenant, par exemple, comment cette conception pourrait être utile pour expliquer le phénomène de la révolution tranquille et en particulier la réforme de l'enseignement supérieur. D'abord, l'intervention de l'Etat serait une illustration de la fonction du système politique consistant à répondre à la formulation de demandes de la part de divers groupes comme les partis, les syndicats, le clergé, les chambres de commerce, les organisations populaires, etc. Ainsi, les politiques formulées en matière de relations de travail, de santé, d'éducation, de développement économique, etc. indiqueraient le besoin de combler les demandes des divers groupes dans ces domaines sans les antagoniser entre eux. Ainsi la réforme de l'enseignement supérieur, symbolisée par la publication du rapport Parent, correspondrait à l'expression des demandes de plusieurs groupes, telles que formulées dans les audiences publiques, mémoires, consultations. Il fallait donc tenir compte des intérêts de divers groupes comme le clergé, le patronat, les syndicats, les étudiants, les enseignants... L'efficacité du système politique est jugée en fonction de ce qu'il dégage de ces demandes une politique modératrice favorisant le plus d'intérêts possible sans délaisser complètement les intérêts d'un groupe ni en favorisant trop ceux d'un autre.

Ainsi, la réforme de l'enseignement supérieur correspond plus ou moins à une politique neutre, découlant d'une logique externe aux intérêts de classe : démocratisation de l'enseignement, modernisation de l'appareil scolaire selon les besoins de l'économie et du progrès scientifique et technique, etc. Cette politique résulte de la compétition entre les groupes pour l'obtention de certaines réformes ou restructuration, comme par exemple, la gratuité scolaire, la laïcisation, l'octroi de crédits aux universités, l'ouverture de certains programmes, la formation professionnelle, la recherche et le développement, l'aide aux étudiants... Si les groupes n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient, cela fait partie du jeu et ils peuvent toujours réclamer par des moyens de pression ou en s'alliant avec d'autres groupes sur certaines questions, etc. Comment expliquer cependant que vers le début des années 70, on assiste à un revirement complet sur la question des réformes dans l'enseignement et dans d'autres secteurs?

C'est là un problème pour les théories pluralistes, car elles assument que tous les intérêts peuvent être accommodés par le système politique, alors que la réalité illustre pourtant des limites bien déterminées en ce qui concerne certaines politiques. Par exemple, on affirme que la réforme était une réponse aux demandes de démocratisation de l'enseignement, mais depuis les années 70 on constate un plafonnement quant à l'accès aux études supérieures et le fait que l'école demeure marquée par un recrutement basé encore principalement sur l'origine sociale des individus, de même que d'autres facteurs (sexe, origine ethnique, ...). * Comment expliquer cette défaillance, ou encore comment expliquer que depuis le début des années 70, on assiste à une compression des dépenses publiques dans certains secteurs, mais non dans d'autres?

* Voir sur ce sujet, *La pédagogie progressiste*, Groupe de recherche la maîtresse d'école, 1983; *L'école primaire divisée*, C. Baudelot et R. Establet, 1975; "Unequal education..." op.cit., S. Bowles; et *Ecole et lutte de classes...*, op.cit., CEQ, 1974, pp. 57-112.

On se rend compte donc que le problème avec la conception pluraliste de l'Etat est qu'elle ne reconnaît pas l'existence de rapports antagoniques dans la société, qui façonnent, entre autres, les rapports politiques. Ainsi pour le pluralisme, la logique de l'intervention de l'Etat n'est pas marquée par des contradictions et transcende de fait le conflit antagonique entre la classe qui possède le pouvoir économique et ceux qui en sont exclus. Si à divers degrés, les pluralistes reconnaissent l'existence des classes et des conflits entre elles, ils considèrent le système politique au-dessus des intérêts de classe et donc capable de résoudre les conflits. Bien sûr, durant la phase d'expansion après 1945, il était plus facile de supporter une telle vision (en autant que l'on ne tienne pas compte des bases même de cette expansion, notamment le système d'exploitation néo-colonial) en affirmant que l'Etat n'agissait pas strictement selon les intérêts du capital et tenait compte des demandes des travailleurs et des autres groupes dans la société. Ainsi, non seulement la réforme de l'enseignement a évincé (partiellement) le pouvoir du clergé, mais elle a aussi servi l'intérêt du développement scientifique et technique tout en établissant des structures administratives démocratiques: élection de membres sur les conseils d'administration, mécanismes de consultation, etc. L'Etat aurait donc agi non selon un intérêt de classe déterminé, mais selon un intérêt supérieur, selon un principe d'efficacité. Cependant, la réalité démontre que l'intervention de l'Etat suit un cours qui semble déterminé par les phases cycliques de l'économie, et que si elle incorpore les demandes de divers groupes, c'est souvent d'un point de vue dicté par les intérêts économiques. Par exemple, la réforme de l'enseignement a permis l'essor scientifique et technique au Québec et la formation de travailleurs plus qualifiés, mais nous avons vu que ce phénomène s'est caractérisé par un accroissement du chômage, la création de nouveaux emplois qualifiés mais soumis à une division plus poussée du travail et par une orientation grandissante de la recherche vers des buts définis par la rentabilité.

La théorie pluraliste nous semble donc plutôt une conception idéologique des rapports politiques, qui ne s'en tient qu'aux apparences et qui prête une légitimité au système politique en place en niant son caractère historique. Il n'est donc pas surprenant que cette conception soit la plus enseignée et la plus répandue, car elle correspond à l'idéologie de la classe dominante pour préserver le statu quo et masquer les rapports d'exploitation caractérisant le système économique. Les partis traditionnels et les groupes de pression de toutes sortes, représentant les intérêts des consommateurs, de la grande entreprise, des syndicats, des femmes, des écologistes, de la petite entreprise, etc., véhiculent cette conception de l'Etat et présentent la lutte pour le pouvoir comme étant une compétition libre et ouverte à tous et que donc, l'intervention de l'Etat n'est pas déterminée.

Si l'on met de côté cette conception de l'Etat, examinons maintenant celle issue du mouvement social-démocrate et qui voit en l'Etat plus qu'un arbitre, mais essentiellement un réformateur agissant pour le bien-être général. Cette conception réformiste de l'Etat, on la retrouve donc, selon divers courants, dans les plate-formes des partis se réclamant de la Deuxième Internationale, du communisme et de l'euro-communisme (i.e. les "vieux" PC). Selon cette vision, l'Etat a une certaine responsabilité, qui consiste à résorber les conflits et à faire disparaître, ou tout au moins, réduire les inégalités sociales. Reconnaisant l'inégalité entre les groupes ou classes face au système politique, la social-démocratie réclame de l'Etat qu'il procède à des réformes égalitaires. Ainsi, on accorde à l'Etat la possibilité de transcender les contradictions sociales et d'en arriver à imposer certaines limites au pouvoir économique afin d'assurer l'égalité des chances pour tous. La compétition pluraliste est reconnue au départ comme étant inégale, mais sans pour autant être limitée. Pour favoriser l'égalité et la mobilité, l'Etat doit intervenir au nom de l'intérêt général et pour assurer la stabilité et la prospérité.

Plus particulièrement, les réformes dans l'enseignement sont perçues comme étant essentielles pour assurer l'égalité des chances et l'idéal démocratique de l'abolition des privilèges de classe. Considérant que le problème n'est pas l'exploitation d'une classe par une autre, mais l'inégalité entre elles, la social-démocratie voit en l'Etat un agent favorisant un meilleur équilibre social et un frein aux excès de la part du secteur privé. Ainsi la réforme de l'éducation permettrait un recrutement social plus équilibré et une mobilité réelle. D'autre part, si l'intervention étatique est en soi un progrès, cela ne lui confère pas en soi un caractère de classe. Au contraire, l'Etat s'il agit pour réformer la société demeure neutre et agit selon un principe d'efficacité transcendant les intérêts de classe et supérieur au principe d'efficacité du secteur privé. Ce dernier a donc aussi un intérêt dans l'intervention de l'Etat car il serait le garant d'un ordre social plus stable et d'une croissance assurée.

C'est ainsi que la vision social-démocrate explique l'émergence du Welfare State, surtout durant les années 60, garant d'une économie mixte, où le secteur public limite les excès du secteur privé tout en lui assurant la croissance. Cet Etat a donc non seulement favorisé par ses politiques sociales les groupes défavorisés, mais aussi, par ses politiques économiques, il aurait été responsable de la prospérité qu'ont connue des pays comme le Canada. On reconnaît donc le fait que l'Etat peut servir tout aussi bien les intérêts des travailleurs que ceux des patrons. La conception social-démocrate reconnaît aussi que c'est le "jeu" politique qui détermine l'orientation des actions de l'Etat, et que c'est en participant à ce jeu que l'on peut arriver à certaines réformes. C'est ce que font donc les partis qui véhiculent cette vision; de même que les organisations syndicales, qui se reconnaissent elles-mêmes comme un groupe d'intérêt sur le même pied que les groupes patronaux ou autres, en lutte pour arracher de l'influence auprès des gouvernements, et que c'est l'existence même de ces groupes qui est le garant de la survie de la démocratie.

Même si l'on peut admettre que l'Etat agit plus souvent en faveur du capital et a même un préjugé en sa faveur, l'essence de la conception social-démocrate est toujours de nier l'existence de la contradiction fondamentale qui pose une limite infranchissable aux actions de l'Etat, de par sa nature de classe. En effet, il ne s'agit pas de remettre en question la logique interne de l'Etat, mais de l'orienter vers une logique rationnelle, plus efficace et non partisane. Si l'Etat applique de mauvaises politiques comme la compression des dépenses sociales, il faut utiliser le jeu politique qui permet d'influencer et orienter le système politique afin qu'il applique de bonnes politiques.

Pour les réformistes et social-démocrates, la révolution tranquille fut donc un phénomène progressiste, un projet de réformes, mais qui a été soit abandonné en cours de chemin, soit resté incomplet ou encore trahit par certains groupes au pouvoir. La réforme de l'éducation ne correspondait pas à la logique d'une classe déterminée, mais correspondait à l'intérêt général, et si elle est incomplète, c'est que l'Etat n'a pas joué son rôle comme il le devait et a été utilisé par certains groupes ou classes pour servir leurs intérêts. Or ces intérêts ne constituent pas une limite aux possibilités de réformes de l'Etat, et c'est en favorisant l'intervention croissante de l'Etat en faveur des investissements publics qu'on pourra relancer l'économie et résoudre la crise actuelle. Si ces politiques n'ont pas toujours fonctionné, la faute ne réside pas dans la logique du système capitaliste mais dans de mauvaises politiques ou dans les excès du secteur privé. On se rend compte que tout comme le pluralisme est une conception idéologique des rapports politiques, aussi la social-démocratie véhicule une vision idéologique, donc faussée, notamment sur la différence entre le secteur privé et le secteur public et la nature de l'Etat et l'économie mixte.

Examinons maintenant la théorie marxiste de l'Etat, qui n'occupe pas une position privilégiée dans l'enseignement des sciences politiques ou dans les publications et les media en général, du moins en ce qui concerne son aspect révolutionnaire. Sans doute parce qu'elle ne

reconnait pas seulement les inégalités ou la lutte des classes, mais aussi la nécessité et l'inévitabilité de renverser l'ordre social actuel. La conception marxiste de l'Etat découle de l'analyse du système capitaliste et de ses lois fondamentales, que nous avons esquissées dans la première partie.

Cette conception part d'une analyse historique des rapports sociaux sous le capitalisme, qui sont marqués par la prédominance des intérêts de la classe capitaliste. Cette classe détient le pouvoir économique et ce fait aurait un effet déterminant pour ce qui est des rapports politiques, sociaux, culturels et autres. L'Etat n'est-il alors qu'un simple instrument dans les mains des capitalistes? Non, car il est aussi le lieu spécifique où se déroule la lutte politique entre les classes sociales, cette lutte étant liée et déterminée par les luttes économiques et idéologiques. Nous savons que selon l'analyse marxiste, l'affrontement des classes sous le capitalisme est non seulement inégal, mais est encadré dans les limites de la structure des rapports capitalistes d'exploitation.

Ainsi, dans le cours de l'affrontement entre les classes, la bourgeoisie demeure en position de dominance tant que la logique de la production demeure celle de la satisfaction du profit capitaliste. La conception marxiste affirme donc que la domination de la bourgeoisie est liée à l'existence d'un rapport d'exploitation qui lui permet de s'approprier la plus-value produite par les travailleurs. Dans le cadre de ce rapport, la lutte au niveau politique définit divers degrés et formes, mais elle reste déterminée en dernière instance par le maintien des structures d'exploitation capitaliste.

En affirmant donc, contrairement à la conception réformiste (dont certains courants se réclament du marxisme) qu'il existe un rapport antagonique entre bourgeoisie et prolétariat, la théorie marxiste pose la possibilité de modifications politiques que par une transformation révolutionnaire qui altère radicalement la nature de l'Etat et de ses interventions. La théorie

marxiste considère que la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste fait en sorte que la logique de l'accumulation du capital (ce qui ne correspond pas nécessairement à l'intérêt de tous les capitalistes) impose une limite plus ou moins évidente à l'intervention étatique. C'est justement le problème que pose cette évidence qui rend difficile, en période de croissance, de rendre compte de la nature de classe de l'Etat. Ainsi, l'intervention de l'Etat peut sembler se détacher d'une logique capitaliste, mais la réalité des crises périodiques, avec le chômage, les compressions budgétaires et la détérioration des conditions de vie et de travail remet en cause la neutralité de l'Etat et discrédite les solutions réformistes.

Pourtant, la social-démocratie continue à promouvoir en temps de crise la solution de l'intervention de l'Etat, en vue d'assurer la gestion de la crise, plutôt que de remettre en question la nature du système économique qui mène périodiquement à ces crises. C'est en ce sens que l'on peut dire que le courant social-démocrate, qui a rompu avec le marxisme au début du siècle, partage les principes de base du pluralisme, malgré son aspect critique, et on peut en dire tout autant des partis communistes traditionnels qui ont adopté la politique officielle de la "voie parlementaire" vers le socialisme.

En quoi la conception marxiste nous fournit-elle une explication plus satisfaisante des phénomènes que nous avons étudiés? Elle nous indique comment l'expansion de l'enseignement a pu se faire dans le cadre de structures sociales fondées sur l'exploitation; elle explique l'essor de la r-d dans des secteurs rentables et la formation de la main-d'oeuvre spécialisée selon des besoins spécifiques. Elle démontre également comment les limites de l'expansion de la réforme de l'enseignement supérieur sont liées à l'avènement de la crise économique. Ainsi, le fait que pendant une période de temps, soit du début des années 60 jusqu'au début des années 70, la politique d'Etat reflète le souci de l'expansion de l'enseignement supérieur, et que par la suite, cette politique se caractérise par la rationalisation des ressources et la compression des dépenses, est une expression de la contradiction principale du mode de production capitaliste.

Ceci nous amène à poser la question des enjeux politiques relatifs à la crise de l'enseignement et du Welfare State, et de situer la position des diverses classes sur cette question.

D'abord, on peut dire qu'il y a trois facteurs principaux expliquant l'essor de l'enseignement supérieur dans nos sociétés. Premièrement, le développement du niveau de l'industrialisation. Deuxièmement, l'importance de la domination impérialiste. Enfin, la fluctuation dans la demande en main-d'oeuvre hautement qualifiée selon les cycles de l'économie capitaliste.

Ainsi, nous pouvons savoir pourquoi et comment les années 60 ont été caractérisées par une expansion accélérée de l'enseignement supérieur au Québec (plus forte peut-être qu'ailleurs à cause du maintien jusque dans les années 50 de structures sociales arriérées). Nous pouvons aussi comprendre en quoi ce phénomène est lié au problème de la domination impérialiste, particulièrement en ce qui a trait à la question de la recherche-développement, qui est toujours demeurée à un niveau relativement faible comparativement à d'autres sociétés capitalistes. Quant à la demande pour les diplômés universitaires, qui fut très forte lors de l'expansion du Welfare State et de l'ensemble des services sociaux, culturels et autres, elle subit aujourd'hui les effets de la crise, stagnant ou baissant dans la majorité des cas, mais augmentant dans certains secteurs liés à la "relance". Quant aux dépenses en général pour l'enseignement supérieur, elles ont chuté dramatiquement depuis les années 70 en termes réels. Si ces dépenses ont atteint des niveaux records en période d'expansion, il ne faut pas oublier les facteurs qui permettent de l'expliquer: une prospérité basée sur l'exploitation néo-coloniale, sur l'augmentation de la productivité de la classe ouvrière, l'élimination des rapports pré-capitalistes, la centralisation des finances d'Etat et aussi les emprunts massifs des gouvernements. Alors que l'interprétation réformiste du Welfare State présente ce phénomène comme ayant été en faveur du peuple au détriment du secteur privé, la réalité est que ce dernier a largement profité des dépenses publiques (construction de nouveaux édifices, nouveaux marchés liés au secteur de la santé et de l'éducation,...) de même que des emprunts contractés par les gouvernements et dont la population fait aujourd'hui les frais. C'est donc le peuple qui a lar-

gement financé les coûts de l'expansion, et c'est lui qui doit maintenant subir les frais de la crise par les compressions budgétaires, le chômage, l'inflation, bref en subissant, au nom de l'austérité et de la santé économique, une série d'attaques contre ses conditions de vie et de travail. Les limites de l'expansion du Welfare State, selon la conception marxiste, ne sont donc en fin de compte que les limites de l'expansion capitaliste, et la crise actuelle marque la fin du régime d'accumulation qui a caractérisé la période d'après-guerre.

Si le Welfare State est en crise, la cause réside dans le système économique alors la position des réformistes est que la solution consiste à réformer le système afin qu'il soit plus efficace. Ainsi, dans les débats politiques sur la crise actuelle, les partis et organisations réformistes décrient le phénomène des privatisations et le désengagement de l'Etat, réclamant le maintien de l'Etat en tant qu'outil de développement et de "patrimoine collectif". Mais s'il faut maintenir le Welfare State, comment le financera-t-on? Faudra-t-il imposer des mesures d'austérité, laisser galoper l'inflation ou alors continuer l'endettement public? Face à cette question, on voit en fait beaucoup de gouvernements ayant des socialistes à leur tête appliquer les mêmes politiques de compressions budgétaires et de réductions des salaires (du moins en termes réels). Car la solution à ces politiques ne peut qu'être de forcer les capitalistes à assumer les dépenses, donc remettre en question la logique même de la production capitaliste. Poser cette question, c'est remettre en cause le pouvoir politique en termes de classes, ce qui dépasse le niveau du débat dont nous avons parlé entre néo-libéraux et réformistes. Car ce qui est déterminant, ce n'est pas l'intervention ou non de l'Etat, mais le besoin capitaliste de produire pour le profit. C'est cette logique qui détermine actuellement le cours que prend la société. La conception marxiste nous permet de comprendre que l'intervention croissante de l'Etat n'est pas en contradiction avec l'expansion du capital. Le développement du Welfare State a correspondu à un progrès certain, mais ce fut avant tout un progrès avec une nature de classe bien définie, soit celle du capital monopoliste. En période de crise prolongée toutefois,

celui-ci n'a plus le même intérêt à soutenir le Welfare State, mais puisque l'Etat demeure néanmoins un terrain de la lutte des classes, le capital ne peut non plus agir unilatéralement.

Il reste cependant que le spectre de la privatisation que brandit la social-démocratie est un leurre qui fait passer toute intervention étatique ou maintien des réformes comme un progrès en soi. Du point de vue capitaliste, cela n'est pas déterminant si ce n'est qu'il est plus profitable de privatiser certains secteurs, alors que dans d'autres secteurs, la poursuite du profit maximum implique le maintien d'une intervention plus ou moins importante de l'Etat: militarisation de l'économie, guerre tarifaire, etc. Le tort de la position social-démocrate est donc de restreindre les paramètres de l'analyse de l'Etat et de lier le sort du mouvement ouvrier à l'amélioration d'un système qui implique pourtant une contradiction antagonique entre deux classes fondamentales.

Pour ce qui est de la réforme scolaire, nous avons montré que c'est à cause des conditions objectives que l'Etat a élargi l'accès aux études supérieures et a modernisé l'ensemble de l'appareil scolaire. Il ne faut pas non plus nier les conditions subjectives de ce phénomène, mais il reste que le système scolaire demeure toujours conditionné à la division sociale du travail, et que les études supérieures sont fermées à la grande majorité, non seulement à cause des compressions budgétaires, mais à cause d'une série de facteurs que l'on rencontre au niveaux primaire et secondaire qui orientent les jeunes dans certaines voies. Ces conditions dictent aujourd'hui des politiques qui restreignent de plus en plus l'accès, et orientent les jeunes vers des emplois subordonnés, alors que même les emplois les plus qualifiés sont soumis à la déqualification et la parcellisation.

Dans ce contexte, on assiste donc à un débat où l'on prône d'une part la rationalisation des dépenses et une plus grande soumission des universités et collèges aux "lois du libre marché", c'est-à-dire, une relation plus étroite avec l'entreprise et une orientation vers des

études plus "rentables"; d'autre part, la position réformiste maintient que l'Etat doit continuer à assurer et même augmenter le financement de l'enseignement supérieur, en admettant le plus grand nombre de jeunes possible, sous prétexte que c'est la voie pour résoudre les problèmes économiques de l'avenir. Ainsi, certaines organisations étudiantes traduisent cette politique par des revendications pour l'accès universel et la gratuité scolaire. Ce qui unit les deux positions dans ce débat, c'est que chacune prétend vouloir assurer la prospérité du pays, mais ni l'une ni l'autre ne soulève la cause réelle des problèmes, qui résident dans la nature du système économique.

D'abord, la position pour le retour aux lois du "libre marché" exprime l'impossibilité du système capitaliste de planifier l'économie et d'éliminer les crises, et cette politique ne résoudra pas davantage la présente crise. Elle exprime plutôt la tendance du capital à orienter davantage les dépenses publiques pour satisfaire les exigences de la reproduction et du même coup, faire subir les frais de la crise au peuple en général, et aux étudiants, enseignants et employés du secteur de l'éducation en particulier, par des politiques de concessions, d'augmentation des frais de scolarité, de contingentement, etc. Cette politique n'est qu'une réponse à la crise actuelle, et elle porte en soi une autre contradiction, qui amène le capital et l'Etat à confronter les couches moyennes, symbole déchu de la prospérité des années 60.** En effet, si certaines conditions ont pu permettre une amélioration des conditions de vie et de travail pour certaines couches sociales, la crise fait éclater la possibilité de maintenir ces conditions. Il en va donc ainsi des étudiants. auxquels on promettait un avenir assuré, mais qui sont confrontés à un marché du travail et une éducation qui ne vaut plus grand chose dans bien des cas. Egalement, cette politique met en opposition certaines fractions de classe capitalistes,

** Voir par exemple, la déclaration de l'ancien recteur de l'Université de Montréal, R. Gaudry, selon lequel "La vraie démocratisation de l'enseignement supérieur ne consiste pas à rendre cet enseignement disponible à tout le monde, mais consiste plutôt à le rendre disponible à tous ceux qui possèdent les qualités intellectuelles, la préparation et la motivation pour oeuvrer efficacement dans ce domaine très exigeant qu'est celui de l'université". *Interface*, Vol 4, no 3, p. 5.

lesquelles ne partagent pas tous les mêmes intérêts sur des questions comme la formation professionnelle ou la recherche scientifique. Cela est d'autant plus accentué dans les conditions de domination impérialiste sur le pays. Bref, cette politique ne fait que refléter l'impuissance de l'Etat à résoudre les contradictions du système capitaliste tout en exprimant une attaque contre la population pour qu'elle assume les frais de la restructuration des conditions de relance capitaliste.

L'autre position qui est celle des réformistes, donc l'expression des intérêts des couches moyennes et des prétendus représentants de la classe ouvrière, est que la réforme de l'enseignement doit être approfondie. Cette revendication masque d'abord la nature de classe des réformes antérieures et ignore les conditions qui ont fait croître la demande pour une main-d'œuvre spécialisée. Elle laisse donc de côté la question de savoir quels intérêts sert l'enseignement supérieur, ou les intérêts que servent la recherche et le développement scientifiques. D'autre part, si l'Etat agit pour satisfaire ces demandes, il n'en résultera pas plus d'emplois qualifiés pour les diplômés. Le nombre de ces emplois demeure lié aux conditions de rentabilité, et ce n'est pas parce qu'il y aura plus de diplômés que les capitalistes vont créer plus d'emplois pour satisfaire la "demande". Le capital ne s'engagera pas à investir dans un secteur si cela lui est essentiellement nuisible, particulièrement en temps de crise. Cependant, si la population peut effectivement arracher des réformes et non seulement empêcher la compression des dépenses pour l'enseignement par exemple, mais même les augmenter, alors la question qui se posera est qui en assumera les frais? Si c'est le peuple qui doit continuer à le faire, par plus d'impôts ou par des mesures d'austérité, en quoi cela est-il un progrès, surtout si on ne soulève pas la question des intérêts que sert le système d'éducation.

Ainsi, ni l'une ni l'autre de ces positions ne prend en main la question de l'enseignement du point de vue des rapports de classes et de l'orientation générale de la société. La position du marxisme révolutionnaire dépasse ce débat et pose la question de savoir quelle classe pren-

dra le pouvoir et quelle sera l'orientation de la société: continuer avec le mode de production capitaliste et ses crises cycliques, et danger de guerre et de répression, ou s'engager dans une nouvelle voie avec un système économique basé sur la satisfaction des besoins matériels et spirituels de la population, et où notamment l'enseignement sert les intérêts de la société. Bien sûr, partant de cette conception, il n'est pas exclu de lutter d'abord et avant tout contre la détérioration des conditions de vie et de travail et pour arracher certaines réformes. Mais ce qui est déterminant, c'est l'orientation d'une telle lutte, qui peut être soit pour satisfaire des intérêts relativement étroits, voire corporatistes, ou pour satisfaire des intérêts plus fondamentaux. Ainsi, la lutte des étudiants et des couches intellectuelles, qui subissent sous diverses formes la crise actuelle, n'est pas en contradiction avec la lutte de l'ensemble des couches travailleuses contre le capital. En réalité, les idéaux de démocratie, de science et de culture auxquels aspirent tant de jeunes peuvent être atteints malgré les difficultés actuelles, mais une éducation vraiment démocratique n'est possible que dans le contexte de rapports de production démocratiques, et non plus basés sur l'appropriation capitaliste de la plus-value. Cette union dans la lutte entre les aspirations pour une éducation progressiste et les aspirations pour l'émancipation des rapports d'exploitation présage de la possibilité d'une société où le savoir scientifique devient un bien universel, et non pas destiné à servir les intérêts d'une minorité qui contrôle le pouvoir économique. Cette lutte prend toute son importance dans le contexte actuel, alors que cette minorité, dans sa quête insatiable du profit, s'engage dans la voie de la militarisation et de la domination sur les peuples, et où la science et le travail intellectuel servent de moins en moins à résoudre les graves problèmes qui se posent à l'humanité, et dont le moindre n'est pas celui du danger de catastrophe d'une guerre nucléaire déclenchée par les superpuissances.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahamad, B., J. Greenberg, J. Desroches, R. Mitchener, N. Cartier et A. Bowen, *Diplômés canadiens: analyse de l'enquête de 1973 sur la main-d'oeuvre hautement qualifiée*, Secrétariat d'Etat, Ottawa, 1979.
- Aitken, Hugh, *American Capital and Canadian Resources*, Harvard Press, New York, 1961.
- Althusser, Louis, "Idéologie et appareils idéologiques d'Etat", in *Positions, 1964-1974*, Editions sociales, Paris, 1976.
- Association des Universités et Collèges du Canada, *Planifier pour planifier*, Ottawa, 1974.
- Audet, Louis-Philippe, *Bilan de la réforme scolaire au Québec, 1959-1969*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1969.
- Audet, L-P., et Alphonse Gauthier, *Le système scolaire au Québec*, Beauchemin, Montréal, 1969.
- Bains, Hardial, *Necessity for Revolution*, Marx, Engels, Lenin, Stalin Institute, Toronto, 1982.
- Bains, H., *Cours sur le marxisme-léninisme révolutionnaire et la crise de la théorie sociale bourgeoise*, Institut Marx, Engels, Lénine, Staline, Toronto, 1985.
- Barry, Francine, *Le travail de la femme au Québec: l'évolution de 1940 à 1970*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1977.
- Baudelot, Charles et Roger Establet, *L'école capitaliste en France*, Maspéro, Paris, 1971.
- Baudelot, C., R. Establet et J. Malemort, *La petite-bourgeoisie en France*, Maspéro, Paris, 1974.

- Baudelot, C. et R. Establet, *L'école primaire divisée*, Maspéro, Paris, 1975.
- Baudelot, C., R. Benoliel, H. Cukrowitz et R. Establet, *Les étudiants, l'emploi, la crise*, Maspéro, Paris, 1981.
- Bélanger, G., *L'économie du secteur public*, Editions Gaëtan Morin, Chicoutimi, 1981.
- Bélanger, Paul et Louis Maheu, "Pratique politique étudiante au Québec", in *Sociologie et Sociétés*, Vol XIII, no 3 1972, pp. 309-342.
- Bélanger, P. et Céline St-Pierre, "Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale: Québec 1960-1977", in *Sociologie et Sociétés*, Vol X, no 2, 1978, pp. 123-146.
- Bernier, P. et J. St-Pierre, *Les travailleurs québécois, 1940-1971*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1974.
- Blanquart, P. "De la mobilité à l'insécurité", in *L'insécurité sociale*, (dir. A. Léon et P. Maclouf), Editions Ouvrières, Paris, 1982, chapitre 2.
- Bourque, Gilles et Anne Légaré, *Le Québec: la question nationale*, Maspéro, Paris, 1979.
- Bourque, G., "Class, Nation and the Parti Québécois", in *Quebec: State and Society* (ed. A. C. Gagnon), Methuen, Toronto, 1984, pp. 124-147.
- Bowles, Samuel, "Unequal Education and the Reproduction of the Social Division of Labour", in *Education for Whom?* (ed. C. Tesconi et E. Hurwitz), Dodd, Mead and Company, New York, 1974, pp.
- Bowles, S. et Hubert Gintis, *Schooling in Capitalist America*, Basic Books, New York, 1976.

Boyd, A. et A. C. Gross, *Formation et emploi des scientifiques: caractéristiques des carrières de certains diplômés canadiens et étrangers*, Conseil des Sciences du Canada, étude spéciale no 28, Ottawa, 1974.

Braverman, Harry, *Travail et capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris, 1976.

Britton, T., J. Gilmour et M. Murphy, *The Weakest link: a technological perspective on Canadian Industrial underdevelopment*, Science Council of Canada, Special study no 43, Ottawa, 1978.

Brunelle, Dorval, "La situation occupationnelle de la main-d'oeuvre québécoise, 1951-1971", in *Sociologie et Sociétés*, Vol VII, no 2, 1975, pp. 67-88.

Brunelle, D., *La désillusion tranquille* Hurtubise, Montréal, 1973.

Brunelle, D., *L'Etat solide*, Editions Sélect, Montréal, 1982.

Caldwell, G. et B. Danczanocki, "Un rattrapage raté- Le changement social dans le Québec d'après-guerre, 1950- 1974: une comparaison Québec-Ontario", in *Recherches sociographiques*, Vol 18, no 1, janvier/avril 1977, pp. 9-58.

Canadian Association of University Teachers, *The Funding of Canadian Universities*, (brief submitted to the Parliamentary Task Force on the Federal-Provincial Fiscal Arrangements), Ottawa, 1981.

Centrale des enseignants du Québec, *Ecole et lutte de classes au Québec*, Ste-Foy, 1974.

Centrale des syndicats nationaux (CSN), *Ne comptons que sur nos propres forces*, Montréal, 1971

CSN, *Plus fort qu'un Québécois, un million de Québécois* Secrétariat d'action politique, Montréal, 1971

CSN *A nous le progrès* Montréal, 1984.

Charland, Jean-Paul, *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1982.

• Cordell, A.J., *Sociétés multinationales, investissements directs de l'étranger et politique des sciences au Canada*, Conseil des sciences du Canada, étude spéciale no 22, Ottawa, 1971.

Coriat, Benjamin, *Science, technique et capital*, Seuil, Paris, 1976.

Cossette, A., *La tertiarisation de l'économie québécoise*, Editions Gaëtan Morin, Chicoutimi, 1981.

Cuçi, A., "La réalité du monde capitaliste et l'apologie de la société du bien-être général", in *Albanie aujourd'hui*, no 4 (59), 1981, pp51-56.

Dandurand, Paul et Marcel Fournier, "Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec" in *Sociologie et sociétés*, Vol 12, no 1, avril 1980, pp. 101-131:

Daneau, Marcel, "Evolution économique du Québec, 1950-1965", in *L'actualité économique*, no 41, 1965, pp. 659-681.

David, Hélène, "L'étude des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967", in *Sociologie et sociétés*, Vol VII, no 2 1975, pp. 33-60.

Denis, Roch, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Presses socialistes internationales, Montréal, 1979.

Drouin, Gilles, "Sarreau blanc et attaché-case", in *Québec Science*, Vol 23, no 10, 1985, pp. 14-21.

Dubuc, Alfred, "Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise", in *Le capitalisme au Québec*, (Ed. P. Fournier), Editions coopératives Albert St-Martin, Montréal, 1980, pp. 49-83.

Duchesne, Raymond, *La science et le pouvoir au Québec. (1920-1965)*, Editeur officiel, Québec, 1978.

Duchesne, R., "La politique scientifique au Canada : pour une économie politique de la science et la technologie", in *Les enjeux du progrès* (Ed. A. Cambrosio et R. Duchesne), Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1984, pp. 159-176.

Duchesne, R., "La politique scientifique au Québec: pour une économie politique de la science et la technologie", in *Les enjeux du progrès*, PUQ, Montréal, 1984, pp. 177-194.

Engels, Friedrich, *Dialectics of Nature* Progress Publishers, Moscow, 1976.

Engels, F., *Ludwig Feuerbach and the End of Classical German Philosophy*, Foreign Language Press, Beijing, 1976.

Escande, Claude, *Les classes sociales au CEGEP*, Editions Parti Pris, Montréal, 1973.

Faucher, A. et M. Lamontagne, "Histoire de l'industrialisation", in *Essais sur le Québec contemporain*, (Dir. J-C. Falardeau), Presses de l'Université Laval, Québec, 1953, pp. 25-45.

- Faucher, A., "L'émigration des Canadiens-français au 19e siècle: position du problème et perspective", in *Recherches sociographiques*, Vol 5, no 3, septembre-décembre 1964, pp. 277-318.
- Farine, Avigdor, *Les diplômés de l'Université de Montréal sur le marché du travail*, Centre de recherches en développement économique, Université de Montréal, 1974.
- Farine, A., *Aspects de l'expérience universitaire et de la carrière professionnelle des étudiants*, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1975.
- Financial Post*- suppléments annuels sur le Québec, de 1950 à 1971, Toronto.
- Fournier, Marcel, "L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec", in *Sociologie et sociétés*, Vol V, no 1, mai 1973, pp. 27-58.
- Fournier, M. et Louis Maheu, "Nationalisme et nationalisation du champ scientifique québécois", in *Sociologie et sociétés*, Vol VII, no 2, novembre 1975, pp. 89-113.
- Fournier, M., *Entre l'école et l'usine*, Editions coopératives Albert St-Martin-CEQ, Laval, 1980.
- Frappier-Desroches, M., "La répartition des revenus au Québec", in *Problèmes actuels de l'économie québécoise*, (A.S.D.E.Q.), Editions Quinze, Montréal, 1978, pp. 65-82.
- Fréchette, P., R. Jouandet-Bernadat et P. Vézina, *L'économie du Québec*, HRW, Montréal, 1975.
- Galarneau, Charles, *Les collèges classiques au Canada français (1620-1970)*, Fides, Montréal, 1978.

- Garon-Audy, M. et J. Dofny, *Mobilités professionnelle et géographique au Québec, 1954-1964-1974.* , Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1980.
- Gill, R.M., *Universities and Development in Quebec* , Department of Political Science, Duke University, 1975.
- Girard, G., J-C. Otis et N. Proulx, *Le stock des ressources humaines hautement qualifiées au Québec et la production des universités québécoises* , Etude no 1 et no 2, Office de la langue française, Québec, 1978.
- Gorz, André, "Technique, techniciens et lutte de classes", in *Critique de la division du travail* , Seuil, Paris, 1973,
- Gorz, A., *Critique du capitalisme quotidien* , Editions Galilée, Paris, 1973.
- Gorz, A., *Ecologie et Politique* , Seuil, Paris, 1978.
- Granou, André, Yves Baron et Bernard Billaudot, *Croissance et crise* , Maspéro, Paris, 1979.
- Groupe de recherche La maîtresse d'école, *La pédagogie progressiste* , Publications La maîtresse d'école, Montréal, 1983.
- Halary, Charles et M. Fournier, "L'enseignement professionnel au Québec: débats et enjeux", in *Bulletin du regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois* , (RCHTQ), Vol 5, no 1, 1978, pp. 2-29.
- Halary, C., "L'enseignement professionnel au Québec", in *Interventions critiques* ,no 4, hiver 1979, pp. 8-37.
- Hamelin, Jean et Fernand Harvey (ed.), *Les travailleurs québécois 1941-1971* , Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, Québec, 1976.

- Harvey, E., *Educational Systems and the Labour Market*, Longman, Don.Mills, 1974.
- Harvey, F., *Révolution industrielle et travailleurs: une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du XIXè siècle*, Boréal Express, Montréal, 1978,
- Héту, C., *Analyse de la réforme scolaire à partir d'une comparaison des secteurs public et privé de niveau secondaire*, A.S.O.P.E., Montréal, 1980.
- Holloway, J. et S. Picciotto (ed.), *State and Capital: a marxist debate*, Edward Arnold Publishers, London, 1974.
- Hoxha, Enver, *L'impérialisme et la révolution*, Institut Norman Béthune, Toronto, 1979.
- Huet, A., J. Ion, A. Lefebvre, B. Miège et R. Peron, *Capitalisme et industries culturelles*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1984.
- Jalée, Pierre, *How Capitalism Works*, Monthly Review Press, London, 1977.
- Jaubert, Alain et Jean-Marie Lévy-Leblond, *Auto-critique de la science*, Seuil, Paris, 1973.
- Illich, Ivan, *Une société sans école*, Seuil, Paris, 1971.
- Kelly, F., *Perspectives d'emplois pour les scientifiques et les ingénieurs au Canada*, Conseil des sciences du Canada, étude no 20, Ottawa, 1971.
- Keyfitz, N. "L'exode rural dans la province de Québec: 1951-1961", in *Recherches sociographiques*, Université Laval, Vol 3, no 3, septembre-décembre 1962, pp. 303-316.
- Latouche, Daniel, "La vraie nature de...la Révolution tranquille", in *Revue canadienne de science politique*, no 7, 1974, pp. 525-536.

Laurendeau, Francine, "Dégradation du travail et professionnalisme", in *Travailler au Québec*, Actes du colloque de l'Association des sociologues et anthropologues de langue française, 1980, Editions coopératives Albert St-Martin, Laval, 1981, pp. 259-273.

Lautier, Bruno et Raymond Tortajada, *Ecole, force de travail et salariat*, Maspéro, Paris, 1978.

Lebel, George, *Horizon 1980*, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1970.

Légaré, Anne, *Les classes sociales au Québec*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1977.

Légaré, A., "The times and promises of a debate: class analyses in Quebec (1960-1980)", in *Quebec: State and Society* (ed. A.C. Gagnon), Methuen, Toronto, 1984, pp. 92-112.

Lénine, Vladimir I., *L'Etat et la révolution* Editions du Progrès, Moscou,

Lénine, V.I., *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Editions sociales-Editions du Progrès, Paris-Moscou, 1971.

Lénine, V.I., *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales-Editions du Progrès, Paris-Moscou, 1976.

Lévesque, Monique et Louise Sylvain, *Après l'école secondaire: étudier ou travailler, choisit-on vraiment?*, Conseil supérieur de l'Éducation, Québec, 1982.

Levins, Richard, et Richard Lewontyn, "The commodization of science", in *The Dialectical Biologist*, Harvard, New York, 1985, pp. 197-209.

Levitt, Kari, *La capitulation tranquille*, Editions l'Étincelle, Montréal, 1972.

- Lévy-Leblond, J-M., "Mais ta physique?", in *L'idéologie de/dans la science*, (coll.), Seuil, Paris, 1977, pp. 112-165.
- Lévy-Leblond, J-M., *L'esprit de sel*; Seuil, Paris, 1981.
- Linteau, P-A., R. Durocher et J-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain*, Boréal Express, Montréal, 1979.
- Linteau, P-A., R. Durocher, J-C. Robert et F. Ricard, *Le Québec depuis 1930*, Boréal, Montréal, 1986.
- Lortie, L., "Le système scolaire", in *Essais sur le Québec contemporain*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1953, pp. 169-187.
- Magnuson, Roger, *A Brief History of Quebec Education*, Harvest House, Montréal, 1980.
- Maheu, L., "Pouvoir et société au Québec: le problème de l'Etat et des appareils d'Etat", in *La transformation du pouvoir au Québec* (dir. N. Assimopoulos, J. Godbout, P. Hamel et G. Houle), Editions coopératives Albert St-Martin, Laval, 1980, pp. 17-66.
- Mandel, Ernest, *Late Capitalism*, NLB, London, 1975.
- Mandèl, E., *La crise 1974-1978*, Flammarion, Paris, 1978.
- Martin, W.B.W. et A.J. Mcdonel, *Canadian Education: a sociological analysis*, Prentice-Hall, Scarborough, 1982.
- Martine, Joël, *L'Or, la Parole et l'Etat*, Editions Anthropos, Paris, 1983.
- Marx, Karl, *Le Capital*, en 3 volumes, Editions sociales, Paris, 1976.
- Marx, K., *Un chapitre inédit du Capital*, Editions 10/18, Paris, 1971.

- Marx, K., *Grundrisse* , Vintage Books, New York, 1973.
- Marx, K., *Theories of Surplus-Value* , en 3 volumes, Progress Publishers, Moscow, 1969.
- Marx, K. et F. Engels, *Critique de l'enseignement* , (textes choisies), Maspéro, Paris, 1975.
- Marx, K. et F. Engels, *Critique du Programme de Gotha* , Editions en langues étrangères, Beijing, 1975.
- Marx, K. et F. Engels, *L'idéologie allemande* , Editions sociales, Paris, 1974.
- Marx, K. et F. Engels, *Le Manifeste du Parti communiste* , Editions 10/18, Paris, 1962.
- Massot, Alain, *Chemins scolaires dans l'école québécoise après la réforme* , A.S.O.P.E., Université Laval et Université de Montréal, 1981.
- Maxwell, J. et S. Currie, *Ensemble vers l'avenir: La collaboration entreprises-universités au Canada* , Forum entreprises-universités, Montréal, 1984.
- McRoberts, Kenneth et Daniel Postgate, *Développement et modernisation au Québec* , Boréal Express, Montréal, 1983.
- Mellos, Koula et Douglas Moggach, "Capitalist Reproduction and Over-Reproduction: a preliminary theoretical enquiry", Ottawa, 1982.
- Mellos, K., "State and Ideology in Advanced Capitalism", in *L'Idéologie et la reproduction du capital* (coll.), Editions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1986, pp. 21-42.
- Menahem, George, *La science et le militaire* , Seuil, Paris, 1978.
- Miliband, Ralph, *The State in Capitalist Society* , Quartet Books, London, 1974.

- Morissette, Dominique, *Les inégalités scolaires au secondaire: une application longitudinale du paradigme du behaviorisme social*, A.S.O.P.E., Vol XVI, Université Laval, Québec, 1980.
- Murray, Vera, *Le Parti Québécois*, Hurtubise HMH, Montréal, 1976.
- NNAder, G., *Cities of Canada, Volume I*, MacMillan, Toronto, 1975.
- Niosi, J., *La bourgeoisie canadienne*, Boréal Express, Montréal, 1980.
- Noble, D., "Corporate roots of American science", in *Science and Liberation*, (ed. R. Arditi, P. Brennan et S. Carvak), South End Press, Boston, 1984, pp. 63-75.
- Offe, Claus, "Advanced capitalism and the Welfare State", in *Politics and Society*, Summer 1972, pp. 479-488.
- Organisation pour la coopération et le développement économique, *Politiques de l'enseignement pour la décennie 1970-1980*, Paris, 1971.
- OCDE, *Vers un enseignement supérieur de masse*, Conférence sur les structures futures de l'enseignement post-secondaire (juin 1973), Paris, 1974.
- OCDE, *Revue des politiques d'éducation: Canada-Québec*, Ministère de l'Éducation, Québec, 1975.
- Ouellet, Fernand, "L'enseignement primaire: responsabilité des Eglises ou de l'État (1801-1836)?", in *Recherches sociographiques*, Université Laval, Vol 2, no 2, avril-juin 1961, pp. 171-188.
- Ouellet, F., *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, 2 volumes, Fides, Montréal, 1971.

- Papajorgji, G., T. Kare3co, F. Sherj, E. Luçi, G. Mara et V. Toçi, *The Social Class Structure of the Working Class in Albania*, Institute of Marxist-Leninist Studies, Tirana, 1978.
- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), *L'analyse du MREQ sur la contradiction principale au Canada*, Montréal, 1975.
- Pépin, Marcel, *Une société bâtie pour l'homme*, CSN (Congrès), Montréal, 1966.
- Pike, R., *Ceux qui n'iront pas à l'université et pourquoi?*, Association des universités et collèges du Canada, Ottawa, 1970.
- Porter, John, *The Vertical Mosaic*, University of Toronto Press, Toronto, 1971.
- Poulantzas, Nicos, *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Seuil, Paris, 1974.
- Raynauld, André, *Croissance et structure économique de la province de Québec*, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1961.
- Raynauld, A., *La propriété des entreprises au Québec*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1974.
- Richta, Radovan, *La civilisation au carrefour*, Seuil, Paris, 1974.
- Rose, Hilary et Steven Rose, "L'enrôlement de la science", in *L'idéologie de/dans la science*, (coll.), Seuil, Paris, 1977.
- Rumilly, Robert, *Histoire des HEC de Montréal*, Beuchemin, Montréal, 1966.
- Sales, Arnaud, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1979.

- Schechter, Stephen, "Capitalism, class and educational reform in Canada", in *The Canadian State*, (ed. L. Panitch), University of Toronto Press, Toronto, 1979, pp. 373-416.
- Schiff, Michel, *L'intelligence gaspillée*, Seuil, Paris, 1982.
- Séguin, N., "L'impact du marché sur les campagnes canadiennes au début du 19^e siècle", in *Etude comparative de la société rurale de la France de l'Ouest et du Québec, XVII^e-XX^e siècle* (dir. J. Gay), Colloque des HEC, Université de Montréal, 1981, pp. 226-250.
- Simard, Jean-Jacques, "La longue marche des technocrates", in *Recherches sociographiques*, Vol 18, no 1, janvier-avril, 1977, pp. 93-132.
- Sweezy, Paul, *The Theory of Capitalist Development*, Monthly Review Press, London, 1970.
- Tardif, R., "La politique du gouvernement du Québec dans l'éducation", in *Pour l'Organisation*, Journal des sciences sociales, Université Laval, Vol 3, no 8, pp. 4-6.
- Tremblay, Robert, "La nature du procès de travail à Montréal entre 1790 et 1830", in *Bulletin du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec*, Vol 3, no 3, novembre 1976, pp. 12-18.
- Tremblay, Rodrigue, *L'économie québécoise*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976.
- Trottier, Luc, "La genèse du réseau urbain du Québec", in *Recherches sociographiques*, Vol 9, no 1-2, juin-août 1968, pp. 23-34.
- Valier, Jacques, *Le PCF et le capitalisme monopoliste d'Etat*, Maspéro, Paris, 1976.
- Voisin, C. et J-P. Fougère, *Les emplois hospitaliers*, Editions Economica, Paris, 1981.

- Watt, L., "Canadian Universities: their role in research and engineering", in *Financing Canadian Universities: For Whom and By Whom?* (ed. D. Nowlan et R. Billanc), OISE Press, Toronto, 1981, pp.
- Yaffe, David, "The marxian theory of crisis, capital and state", in, *Economics and Society*, Vol. 2, no 2, 1973, pp. 186-232.

Documents officiels

- Canada, *Enquête sur la population étudiante du post-secondaire*, Bureau fédérale de la statistique, Division de l'éducation, Ottawa, 1971.
- , *Investissements directs étrangers*, Rapport Gray, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa, 1972
- , *Quelques caractéristiques des étudiants du niveau post-secondaire*, Secrétariat d'Etat, Direction de l'aide à l'éducation, Ottawa, 1976.
- Québec, *L'expansion industrielle dans la province de Québec*, Rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1956.
- , *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, Rapport Parent, 5 volumes, Québec, 1963, 1964 et 1966.
- , *L'enseignement collégial et les collèges d'enseignement général et professionnel*, Ministère de l'Education, Québec, 1967.

-
- , *Scolarité de la main-d'oeuvre au Saguenay/Lac St-Jean* , Ministère de la Main-d'Oeuvre, Québec, 1972.
- , *Rapport intérimaire du Conseil des universités sur les objectifs de la recherche universitaire* , CUQ, Québec, 1974.
- , *Opération sciences fondamentales: projet de rapport* , Ministère de l'Education, Direction générale de l'enseignement supérieur, Québec, 1975.
- , *Les collèges du Québec, nouvelle étape* , Ministère de l'Education, Québec, 1978.
- , *Pour une politique québécoise de la recherche scientifique* , Ministère d'Etat au développement culturel, Québec, 1979.
- , *The State and Needs of Education* , Rapport du Conseil supérieur de l'éducation 1978-79, Québec, 1980..
- , *Avis sur le programme de soutien à l'emploi scientifique* , Conseil de la Science et la Technologie, Québec, 1984.
- , *La collaboration université-entreprise et le financement de la recherche universitaire* , CST, Québec, 1986.
- , *La participation des femmes en science et en technologie au Québec* , CST, Québec, 1986.
- , *Science et technologie: conjonture 1985 (Volume I et Volume II)* , CST, Québec, 1986.
- }